



Université Panthéon-Assas



Un problème « réchauffé » ?

*Les changements climatiques dans les médias généralistes
2007-2011*

Rapport de recherche

Une enquête mandatée par le GIS « Climat, environnement et société » et réalisée de novembre 2011 à Juillet 2012 dans le cadre des 'Etudes de l'IFP'

Jean-Baptiste Comby

(Maître de conférences en sociologie des médias)

&

Vincent Romanet

(Ingénieur d'Etudes)

Avec Noémie Charrière, Léa Crestot, Simone Lackerbauer, Amélia Paloc, Honorine Reussard, Charles Sarraute (Etudiants en Master) et Hélène Guweddeko (Ingénieure d'études)

Pour citer ce rapport: Comby Jean-Baptiste et Romanet Vincent, *Un problème réchauffé ? Les changements climatiques dans les médias généralistes 2007-2011*, Rapport de recherche, Institut Français de Presse de l'Université Paris 2 & GIS « Climat, environnement et société », Paris, 2012

Pour plus de renseignement, merci de contacter Jean-Baptiste Comby : jbay20@gmail.com

Remerciements

Ce travail a bénéficié du soutien d'un certain nombre de personnes auxquelles nous souhaitons adresser des remerciements sincères.

Tout d'abord, les six étudiants de Master de l'*ifp* qui, avec l'aide d'Hélène Guweddeko, ont produit, sept mois durant, les données à partir desquelles nous avons pu établir les résultats exposés ici. Nous espérons qu'ils tireront profit de cette expérience et leur exprimons tous nos vœux de réussite.

Nos remerciements et notre reconnaissance vont ensuite aux responsables du GIS et en particulier à Sylvie Joussaume et Chantal Pacteau. Sans leur confiance et leur compréhension, ce projet qui a pris le parti de faire avancer ensemble pédagogie et recherche scientifique n'aurait pas pu voir le jour. Il faut également, et une fois de plus, remercier le GIS d'encourager les enquêtes en sciences sociales sur les enjeux liés aux changements climatiques.

Toute l'équipe qui a mené cette étude souhaite remercier les responsables et les documentalistes de l'INA pour leur soutien, leur écoute et leurs conseils qui nous ont régulièrement facilité la tâche. Nous espérons avoir prochainement de nouvelles occasions de coopérer avec eux pour à nouveau bénéficier des excellentes conditions de travail qu'ils nous offrent.

Enfin, nous remercions Nathalie Sonnac (directrice de l'*ifp*) ainsi que Valérie Devillard (directrice des études) qui ont encouragé et favorisé la réalisation de ce travail en dépit des contraintes universitaires des uns et des autres.

Les propos exprimés dans ce rapport n'engagent que leurs auteurs.

Résumé

Le point d'interrogation du titre de ce rapport n'est pas innocent. Pour beaucoup, les changements climatiques constituent un problème réchauffé, passé de mode, qui n'intéresse plus grand monde. Pourtant, à rebours de cette interprétation du sens commun, l'examen scientifique de la médiatisation de la question du climat montre que c'est précisément parce qu'elle est parvenue à intéresser les décideurs situés au sommet de l'Etat que cette question a, en tant que telle, vu sa visibilité médiatique décliner depuis 2007.

Entre la fin des années 1990 et 2007, les entrepreneurs¹ du problème climatique (scientifiques, experts, (hauts) fonctionnaires, journalistes spécialisés ou encore « militants) s'emploient à le valoriser médiatiquement, notamment en mettant en avant ses aspects fédérateurs pour montrer qu'il intéresse et concerne tout le monde. A partir de 2007, des faits politiques (dont le Grenelle Environnement) viennent couronner cette entreprise symbolique et la question du climat acquière progressivement un statut public nouveau, celui de problème majeur pour les dirigeants de l'Etat. Or à partir du moment où les promoteurs de la cause climatique ont atteint cet objectif, leur mobilisation prend une tournure et un sens différents. La configuration qu'ils forment peut se modifier et avec elle la manière dont le problème est appréhendé dans les médias.

Trois dynamiques sociales vont ainsi s'activer dans le prolongement de cette célébration médiatique et politique du problème. Celles-ci ne sont pas radicales et elles ne bouleversent pas l'épicentre social et symbolique du problème. Elles permettent simplement de comprendre pourquoi les médias vont peu à peu reléguer la question du climat à l'arrière-plan de leur agenda tout en en faisant un lieu commun du débat public.

La première dynamique a comme effet de décentrer la configuration sociale du problème climatique des seuls médias pour l'orienter vers des arènes plus discrètes, dont celles où se prennent les décisions politiques. Les professionnels de l'information occupent dorénavant des positions moins centrales dans les relations entre les acteurs de la question climatique. Il s'ensuit une érosion de la visibilité médiatique du problème dans la mesure où sa valorisation auprès des journalistes, jugée moins prioritaire qu'au début des années 2000, n'est plus autant entretenue.

En parallèle se dessine une seconde tendance qui est l'envers de la première. Revers de la médaille médiatique, les entrepreneurs du problème

¹ Le concept d'entrepreneur d'une cause ou d'un problème renvoie au travail pionnier d'Howard Becker (1963) et désigne des agents ou des groupes qui *entreprennent* de dénoncer publiquement une situation qu'ils estiment problématique.

climatique perdent le monopole de la parole publique sur ces enjeux. D'autres acteurs (des journalistes non spécialisés, des célébrités, des intellectuels, des scientifiques de disciplines voisines, etc.) souhaitent désormais livrer leurs points de vue sur le climat. Cette diversification sociale des personnes s'exprimant publiquement sur le problème a au moins deux conséquences. Tout d'abord d'inscrire la question du climat dans la toile de fond d'un nombre croissant d'enjeux de débat public. Les changements climatiques deviennent ainsi un lieu commun de la discussion publique ce qui relativise l'érosion de leur visibilité médiatique. Ensuite de permettre à des « points de vue dissonants » d'accéder plus facilement aux médias pour remettre en cause le consensus scientifique à propos de l'origine anthropique des changements climatiques et par là tenter de saper les fondements du caractère problématique de la question du climat.

Ce dernier point accentue une troisième dynamique qui correspond à une certaine crispation, au sein des rédactions de presse, face aux enjeux climatiques. Pour certains rédacteurs en chef, le récit climatique se serait terminé avec le sommet de Copenhague en 2009 et les polémiques alimentées par les « climato-sceptiques » ne les encouragent pas à le relancer.

Il n'en reste pas moins que le cadrage médiatique du problème climatique n'a pas été déstructuré par ces modifications sociales dont il faut souligner le caractère relatif. Certes les journalistes parlent moins régulièrement de la question du climat, mais quand ils le font, la trame narrative qu'ils proposent est, à quelques variantes près, la même. Car ce qui se modifie c'est principalement l'intensité des échanges entre des acteurs globalement inchangés. La diversification sociale exposée ci-dessus n'engendre pas la substitution des uns par les autres. Ceux qui entreprennent de définir le problème climatique, bien que moins actifs dans les médias, restent présents et bénéficient toujours d'un crédit élevé auprès des journalistes. Ils peuvent ainsi, quand ils en ressentent le besoin, faire efficacement barrage aux discours « climato-sceptiques » qui se retrouvent cantonnés aux marges des médias généralistes.

Marginale, circonscrite à des espaces médiatiques consommés par des publics bien dotés en ressources culturelles, la visibilité médiatique des « points de vue dissonants » sur le climat est toutefois inhabituelle. Jouant et profitant du brouillage des frontières entre le savant et le politique, la « dissonance climatique » interpelle les scientifiques du climat au sujet de leurs attitudes à l'interface de la science et de la société. Elle invite à mener un travail collectif devant permettre de réaffirmer les contours des énoncés scientifiques afin qu'ils puissent être clairement distingués des autres formes de savoirs (tout aussi légitimes) et de la discussion politique. C'est en effet la place et le rôle de la science au sein des sociétés qui est ici en jeu.

Sommaire

<i>Introduction.....</i>	<i>6</i>
<i>Première partie. L'érosion de la visibilité médiatique de la question climatique</i>	<i>17</i>
Chapitre 1. Une érosion et non un effondrement.....	18
Chapitre 2. La transformation toute relative de la configuration sociale des « définisseurs » du problème	29
Chapitre 3. Un cadrage du problème qui se modifie finalement peu.....	40
<i>Seconde partie. Les scientifiques du climat font toujours autorité dans les médias généralistes</i>	<i>49</i>
Chapitre 4. Où sont les « climato-sceptiques » ?	51
Chapitre 5. La médiatisation des sciences du climat : une crédibilité bien ancrée	64
Chapitre conclusif. Quelles attitudes des scientifiques du climat dans les médias ?	73
<i>Annexe méthodologique.....</i>	<i>84</i>
<i>Bibliographie.....</i>	<i>94</i>
<i>Table des graphiques, tableaux, illustrations et encadrés</i>	<i>97</i>
<i>Table des matières</i>	<i>98</i>

Introduction

Le « problème » climatique, les sciences sociales et les médias

Si les changements climatiques sont bien des processus naturels, il existe des changements climatiques d'origine anthropique qui constituent, eux, un problème social. En effet, les systèmes climatiques sont désormais perturbés par les modes de production et de consommation des sociétés industrialisées (Rapports du Groupe d'experts Intergouvernemental sur l'Evolution du Climat (GIEC), 2001, 2007). Le problème climatique s'ancre ainsi dans des choix collectifs et appartient à l'ordre non pas de la fatalité mais du politique. Il suppose, pour être résolu, de réviser l'organisation des sociétés devenues dépendantes des énergies fossiles afin de réduire drastiquement et rapidement le volume de leurs émissions de gaz à effet de serre. Faire face à un tel « défi » nécessite d'avoir une compréhension fine des mécanismes sociaux qui orientent les décisions collectives. Si les sciences du climat favorisent la compréhension des dysfonctionnements naturels, les sciences sociales éclairent d'une part les causes politiques du problème et les conditions de sa prise en charge d'autre part. En aucun cas elles ne peuvent apporter des solutions « prêtes à l'emploi » ni même répondre à des questions formulées par des décideurs soucieux de trouver au plus vite et à moindre frais des recettes magiques pour émettre moins de gaz à effet de serre. Mais les sciences sociales peuvent offrir une grille de lecture fidèle, non normative et précise de la réalité des phénomènes qui rythment et dessinent la vie en société. Ainsi, en produisant des connaissances scientifiques sur le monde social, elles livrent des éléments susceptibles d'aider les acteurs d'un problème à mieux se situer dans des configurations sociales complexes, à mieux cerner leurs marges de manœuvre ou encore à anticiper certaines conséquences de leurs actes. C'est cette perspective, à la fois ouverte sur d'éventuels usages politiques tout en restant attentive à son indépendance à l'égard des demandes sociales, qu'adopte la présente étude.

Les démocraties libérales et capitalistes se caractérisent notamment par une influence croissante des médias sur le jeu politique (Champagne, 1990 ; Davis, 2010). Par le biais des sondages d'opinion et des impératifs de l'audience maximale, le champ médiatique contribue à redéfinir non seulement les ressorts de la légitimité des acteurs politiques, mais aussi les logiques qui font que certains problèmes sont jugés plus

importants que d'autres par les décideurs. Pour exister politiquement, il faut bien souvent exister dans les médias généralistes de grande audience. Toutefois, ceux-ci ne peuvent traiter tous les enjeux et lorsque certains problèmes parviennent à être visibles médiatiquement, ils sont hiérarchisés et ne bénéficient qu'exceptionnellement d'un traitement en Une. Plus avant, quand une question accède à la dignité médiatique, tous ses aspects ne sont pas médiatisés. Les journalistes *et* leurs « sources » opèrent un « cadrage » du problème, c'est-à-dire qu'ils sélectionnent, hiérarchisent et mettent en forme certaines de ses dimensions au détriment d'autres. Autrement dit, ils co-construisent une définition du problème, de ses causes et donc des solutions qui doivent prioritairement être mises en place pour le résoudre.

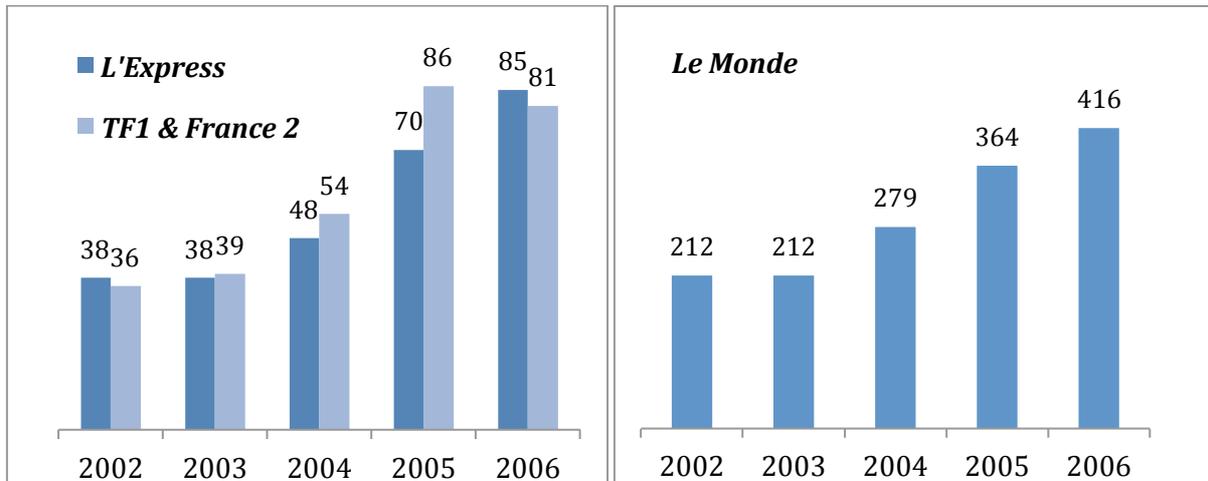
Comprendre comment un enjeu peut accéder à une visibilité médiatique régulière tout en étant bien positionné dans la hiérarchie de l'information n'est donc pas sans intérêt. Cela permet notamment d'identifier les conditions favorables à une médiatisation - et donc, probablement, à une prise en charge politique - d'une situation définie comme problématique.

Contexte et motivations de l'étude

Des travaux antérieurs ont montré comment, en France, depuis le début des années 2000, **la question des changements climatiques d'origine anthropique** s'est peu à peu hissée **au sommet de la hiérarchie des problèmes publics** (Comby, 2008, 2009 ; Soichot, 2010 ; Aykut, 2012). Le graphique 1 synthétise certains de ces résultats qui convergent et indiquent que la médiatisation du problème climatique s'est progressivement accrue entre 2002 et 2007 en presse écrite comme en télévision.

**Graphique 1. Augmentation de la visibilité médiatique
de la question climatique de 2002 à 2006²**

Sources : Europresse et HyperBase de l'INA



Permise par des transformations sociales au sein des espaces sociaux concernés (en particulier : les associations environnementales, les sciences du climat, les journalistes spécialisés et le champ administratif³), la valorisation médiatique des enjeux liés aux changements climatiques s'est articulée autour de **la rhétorique de la responsabilité individuelle**. Cette formalisation particulière a permis de faire tenir ensemble les divers groupes d'acteurs se mobilisant pour promouvoir cette cause. Outre sa dimension fédératrice, le succès de ce cadrage individualisant s'explique par la forte croyance dans la nécessité de « sensibiliser », au double sens de faire prendre conscience et de rendre sensible, un maximum d'individus à un problème intrinsèquement lointain dans le temps et dans l'espace. De surcroît, l'enjeu était, pour les entrepreneurs⁴ de la cause, de l'inscrire à l'agenda de « l'opinion publique » afin de l'équiper d'une légitimité populaire ; il était, pour les décideurs politiques, de justifier et

² Les données de ces graphiques sont issues des travaux de Stefan Aykut et Jean-Baptiste Comby. Ces travaux recourent à des méthodes de quantification différentes si bien que la comparaison des effectifs doit être prudente et rester « indicative ».

³ Les agents du champ économique, s'ils jouent un rôle important en termes de lobbying et de financement des médias, n'apparaissent pas comme des définisseurs centraux de la question du climat dans les rédactions. Ils interviennent essentiellement en amont pour peser sur l'élaboration des politiques publiques tandis qu'en aval, ils semblent plutôt suivre les cadrages dominants, en tout cas tant que ceux-ci ne remettent pas trop radicalement en cause leurs intérêts et le fonctionnement des structures économiques

⁴ Le concept d'entrepreneur d'une cause ou d'un problème renvoie au travail pionnier d'Howard Becker (1963) et désigne des agents ou des groupes qui *entreprennent* de dénoncer publiquement une situation qu'ils estiment problématique.

d'accompagner des politiques publiques dites incitatives et qui prennent pour objet le gouvernement des conduites individuelles.

Cette construction médiatique et politique du problème climatique peut être qualifiée de dépolitisée⁵ dès lors qu'elle soustrait la question de la sphère publique des choix collectifs pour l'inscrire dans le domaine privé des agissements individuels. Or, cette dépolitisation correspond bien aux routines des professionnels de l'information qui se préoccupent constamment de « concerner » leurs audiences. **Prolongeant le travail politique de responsabilisation des individus, les journalistes vont mettre l'accent sur les conséquences du problème climatique** (Comby, 2009). Plus ils traitent de ces enjeux, moins ils parlent des causes des dérèglements climatiques pour se focaliser sur ses impacts naturels (fonte des glaces, transformations des écosystèmes, etc.) mais aussi, dans une moindre mesure, humains (perturbations économiques, enjeux migratoires, de santé publique, etc.). Ce cadrage s'explique non seulement par certaines logiques professionnelles des journalistes (esthétisation, dramatisation et mises en récit ; déclinaison et renouvellement des informations ; anticipation des attentes et des goûts des audiences ; etc.), mais également par leur souci de motiver les individus à adopter des comportements plus sobres énergétiquement en leur montrant quelles seraient les conséquences d'attitudes écologiquement imprévoyantes. La faible contestation d'un consensus scientifique sur la réalité anthropique des dérèglements du climat se présente alors comme une condition nécessaire à, tout autant que comme le résultat de, cette entreprise de sensibilisation du plus grand nombre aux enjeux climatiques. L'unanimité de la « communauté » scientifique, affichée notamment à travers les rapports du GIEC, amorce le consensus public à propos de l'urgence de ce problème « mondial » qui en appelle à la responsabilité de tous, au quotidien.

La consécration médiatique du problème climatique entre 2004 et 2006 (trois années durant lesquelles sont diffusés 60% des reportages consacrés aux enjeux climatiques dans les journaux télévisés (JT) de *TF1* et *France 2* entre 1996 et 2006) est ainsi redoublée, en 2007, par la mise en place d'un « grand » ministère de l'environnement, le lancement du Grenelle Environnement et, au niveau international, la remise du prix Nobel de la paix au GIEC et à Al Gore. **Ces éléments constituent des indices, parmi d'autres possibles, de l'accession de la question climatique au**

⁵ Nous nous appuyons, en creux, sur une conception durkheimienne du politique selon laquelle est politique tout ce qui a trait à l'organisation morphologique ou structurelle de la société.

sommet de la hiérarchie des problèmes publics en France. Mais que s'est-il passé ensuite ?

Cette étude est essentiellement motivée par le souhait d'actualiser les données sur le traitement de la question climatique par les médias généralistes français. Il paraît en effet fertile de **poursuivre la caractérisation de la carrière médiatique de ce problème** et ce pour au moins trois raisons :

- 1) **Se donner les moyens d'une analyse longitudinale.** Cela est d'autant plus précieux que pour comprendre la situation médiatique d'une question à un moment donné, il est souvent nécessaire d'inscrire cette situation dans le temps long et de raisonner en terme de processus. Par ailleurs, rares sont les problèmes publics pouvant être suivis sur la longue durée, ce qui nuit à la compréhension des logiques de leur construction publique et des causes de leurs 'fluctuations médiatiques'.
- 2) **Autoriser les comparaisons internationales.** A la suite d'un colloque organisé en septembre 2010 avec le soutien du GIS « Climat, environnement, société » et de l'Institut des Sciences de la Communication du CNRS⁶, des coopérations avec des collègues étrangers (Angleterre, USA, Allemagne, Portugal, Suède, Norvège) ont été initiées. Il s'agit donc de pouvoir alimenter ces échanges avec des données permettant de typifier la situation française au regard des modes de médiatisation observés dans ces différents pays.
- 3) **Soumettre à un examen méthodique des faits ce qui a été perçu et dénoncé comme une « vague climato-sceptique ».** Alors que le consensus scientifique n'était remis en cause qu'à bas-bruit depuis le début des années 2000, des « points de vue dissonants »⁷ parviennent à obtenir une visibilité relativement inhabituelle dans certains espaces médiatiques généralistes entre juillet 2009 et juillet 2010.

⁶ « La médiatisation des « controverses » liées aux changements climatiques. Regards sociologiques », Colloque International organisé par Jean-Baptiste Comby avec Stefan Aykut et Hélène Guillemot à Paris les 20&21 septembre 2010.

⁷ La démarche sociologique implique d'appréhender (ce qui ne signifie pas « considérer ») de la même manière, et sur plusieurs années, l'ensemble des acteurs qui concourent à la définition du problème climatique. **Cette posture méthodologique suppose notamment de délaissier les taxinomies telles que « climato-sceptiques » ou « négationnistes du climat » dans la mesure où ces labels alimentent surtout des stratégies symboliques de dis-qualification.** C'est pourquoi nous proposons de parler de « voix » ou « points de vue dissonants » pour désigner ceux qui remettent en cause les conclusions du GIEC ou l'importance du problème climatique. S'il nous arrivera, pour des raisons stylistiques, d'employer le label « climato-sceptique », nous veillerons à toujours le faire en utilisant des guillemets.

Problématique de départ & hypothèses

La principale motivation à l'origine de cette enquête est de continuer à comprendre la médiatisation des enjeux liés aux changements climatiques. La problématique est alors suivante : **quel est le devenir médiatique d'un problème qui a atteint une forme d'apogée dans le débat public ?** Si entre 2002 et 2007 la construction publique des enjeux climatiques est guidée par la nécessité d'accroître le capital médiatique du problème, comment cette construction évolue-t-elle une fois que le problème s'est imposé dans les médias, les espaces administratifs, les sondages d'opinion, etc. ?

Trois hypothèses peuvent être proposées pour éclairer cette problématique. Celles-ci sont autant de suppositions relatives aux caractéristiques de la médiatisation du problème climatique dès lors que celui-ci est consacré dans les médias généralistes (pour plus de précisions sur ce système d'hypothèse, voir Aykut, Comby, Guillemot, 2012).

- 1) Dans la mesure où les médias apprécient peu le « réchauffé » et privilégient les actualités nouvelles et « fraîches », **le problème climatique n'échappe pas à la règle des rendements médiatiques décroissants**. Après avoir été fortement valorisé au sein des rédactions, il voit sa rentabilité symbolique décroître et se trouve ainsi relégué à *l'arrière-plan* de l'agenda des médias.
- 2) Le problème climatique entre dans une nouvelle séquence de sa carrière médiatique. Outre une perte de visibilité probable (hypothèse 1), cette nouvelle phase se caractérise par **une redéfinition du problème dans les médias**. Celui-ci est présenté différemment. Certaines de ses dimensions jusque-là peu visibles sont désormais régulièrement médiatisées et, inversement, les cadrages dominants⁸ du problème deviennent moins cardinaux. Cette redéfinition est essentiellement engendrée par **une reconfiguration des acteurs qui participent à son cadrage dans le débat public**.

⁸ Les définitions ou cadrages dominants, concepts centraux en sociologie des problèmes publics, renvoient à l'ensemble des thèmes et arguments les plus récurrents dans les supports médiatiques les plus consommés. Cadrer, définir un problème dans les médias, consiste en effet à sélectionner, hiérarchiser et mettre en forme des éléments (données, images, exemples, métaphores, opinions, etc.), parmi d'autres possibles, de ce problème. Les cadrages dominants sont généralement portés ou repris par des agents sociaux positionnés en haut de la hiérarchie sociale.

3) L'une des principales redéfinitions du problème climatique concerne le **consensus** scientifique (et, par suite, 'public') forgé **autour des enjeux climatiques**. Celui-ci **se fissure** dans la mesure où les acteurs qui l'avaient imposé perdent le monopole du cadrage légitime du problème. Que ce soit au sein des rédactions ou dans la mosaïque des acteurs qui souhaitent peser sur la définition médiatique du problème climatique, les rapports de force évoluent à partir du moment où la question a été définie comme un enjeu prioritaire de débat public. Des « controverses » et/ou « polémiques »⁹ peuvent alors être relayées dans les médias généralistes ce qui, nous y reviendrons, est exceptionnellement le cas jusqu'en 2007.

Ces trois hypothèses s'inscrivent dans une conception relationnelle et dynamique de la construction des problèmes publics. Elles impliquent un travail à la fois sur la substance médiatique (qu'est-ce qui est raconté) du problème mais également sur son substrat social (qui parvient à dire quoi). Cela signifie notamment qu'elles ne pourront pas être parfaitement discutées (et donc invalidées ou confirmées) dans la mesure où notre étude consiste essentiellement en une analyse quantitative de contenu (voir *infra*) et n'a pas donné lieu à une enquête proprement sociologique auprès des acteurs du problème climatique qui l'ont cadré dans les médias depuis 2007 (ce travail a en revanche été mené pour la période 2000-2006 (Comby, 2009) ce qui nous sera d'un précieux recours). Seule **une présentation des premiers résultats le 4 juin 2012 en présence de deux journalistes scientifiques** (Stéphane Foucart du *Monde* et Nicolas Chateaufneuf de *France 2*) nous a permis d'avoir un aperçu de la manière dont les rédactions ont pu appréhender le problème climatique depuis 2007. Les propos des journalistes recueillis durant cet échange confirment nos analyses tout en y apportant des nuances et en suggérant des pistes interprétatives fécondes. Nous remercions vivement Stéphane Foucart et Nicolas Chateaufneuf de s'être prêtés à l'exercice toujours délicat qui consiste à réagir à une analyse 'critique' de leurs productions journalistiques.

⁹ Le terme « controverse » doit être utilisé avec précaution car la qualification de ce qui relève de la controverse est en soi un enjeu de lutte. Tandis que certains considèrent tel désaccord comme étant une « controverse », d'autres refusent de parler de « controverses » au sujet de ce même désaccord, estimant que ce serait lui accorder trop de crédit.

Cadre théorique

Sans s'attarder sur cet aspect qui relève plus de la discussion scientifique que du rapport d'étude, il demeure nécessaire de préciser l'ancrage théorique de ce travail. Ces précisions conceptuelles s'avèrent notamment utiles pour interpréter correctement les données dont la production est largement tributaire des positionnements théoriques adoptés.

La recherche présentée ici relève de la **sociologie des problèmes publics**. Elle se veut particulièrement attentive aux « **luttons définitionnelles** », c'est-à-dire aux concurrences entre les différentes manières de définir et cadrer le problème dans les médias de grande audience. Il existe en effet diverses versions d'un même problème et celles-ci sont généralement portées par divers groupes¹⁰, si bien que *l'état des relations* entre ces groupes inégalement dotés en ressources (matérielles, humaines, symboliques, sociales, etc.) oriente sensiblement la mise en forme du problème dans le débat public.

Il découle de ce premier postulat que les journalistes, loin de définir (seuls) le problème, ne font en fait que réfracter le cadrage généré par cette configuration sociale (Elias, 1991). Autrement dit, les journalistes reprennent, en fonction de leurs logiques propres, la définition qui résulte des interdépendances entre les différents protagonistes prenant part à ce travail définitionnel (plus ou moins concurrentiel et conflictuel). Il convient donc de garder à l'esprit que **la production de l'information n'est jamais qu'une co-construction** au sein de laquelle les journalistes jouent un rôle variable et rarement premier.

Rappelons par ailleurs que **le champ journalistique est relativement hétérogène**. Cela signifie que les conditions de production de l'information varient fortement selon que l'on soit, par exemple, au *Parisien* ou à *France Inter*. Les contraintes techniques tout comme les audiences et leurs attentes supposées ne sont pas les mêmes, les journalistes n'ont pas exactement les mêmes trajectoires ni les mêmes routines, les rédactions ne sont pas organisées de la même façon, etc. Néanmoins, cette hétérogénéité (qui peut aussi, nous le verrons, se décliner au sein d'une même rédaction d'un service à l'autre) demeure relative et les médias généralistes de grande audience partagent

¹⁰ A titre d'exemple, en France, la dimension de l'adaptation aux changements climatiques est principalement soutenue par l'Observatoire National des Effets du Réchauffement Climatique, tandis que l'Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Energie (ADEME) est avant tout en charge de la réduction du volume des émissions de gaz à effet de serre.

également de nombreuses caractéristiques liées, précisément, à leur nécessité de fidéliser une audience importante.

Enfin, nous partons du principe que les faits, situations ou attitudes ne sont pas problématiques en elles-mêmes, mais qu'elles sont progressivement définies comme insupportables et construites comme des problèmes devant être pris en charge par les pouvoirs publics. **Il n'y a pas de naturalité des problèmes** qui connaîtraient un cycle de vie public rythmé par leur apparition, leur propagation puis leur résorption. La visibilité médiatique d'un problème n'est pas fonction de sa gravité objective. La valeur journalistique d'une cause dépend davantage de la capacité de ses entrepreneurs à capter l'attention des professionnels de l'information que de l'ampleur des souffrances et dysfonctionnements qu'elle génère. Pour tenir compte de la réalité processuelle, relationnelle, conflictuelle, guère linéaire et pluridimensionnelle de la construction publique des problèmes sociaux, nous emprunterons à Howard Becker la notion de « **carrière** ». Parler de la carrière médiatique d'un problème permet de sortir d'une philosophie naturaliste et cyclique en mettant l'accent sur la dialectique entre les dimensions symboliques et les ressorts sociaux qui orientent, sur une période donnée, le cadrage d'un problème dans les médias.

Conditions et modalités de la production des données

Redevables du cadre théorique mobilisé, les données sont également tributaires des conditions dans lesquelles elles sont produites. Or cette étude s'est faite dans un contexte spécifique qui mérite d'être explicité.

Le travail de production des données a été réalisé par six étudiants de Master de l'ifp encadrés par deux ingénieurs d'études et supervisés par un maître de conférences. En effet, cette étude participe d'un projet pédagogique intitulé « *Les études de l'ifp* ». Ce-dernier vise à former au travail d'analyse et de recherche les étudiants ayant obtenu parmi les meilleurs résultats de leur promotion (et qui, bien entendu, souhaitent prendre part à ce projet). Ne pouvant alors prétendre au professionnalisme d'un travail universitaire, l'enquête a ainsi été subventionnée à un tarif nettement inférieur à celui d'une recherche académique conventionnelle ou d'une étude menée par des consultants.

Les marges de manœuvre étaient donc limitées d'autant que les temporalités se révélaient elles aussi peu flexibles puisque fixées par le calendrier universitaire. **La**

production des données a ainsi débuté fin octobre 2011 et s'est achevée en avril 2012 au terme d'un minutieux et fastidieux travail d'indexation/codage. Il convient ici de saluer le travail mené par l'équipe qui a produit des données fiables.

Dans ces conditions, il a fallu définir un protocole de recherche faisable dans les règles du travail scientifique. **Les opérations de recherche étant détaillées en annexe de ce rapport**, nous nous contenterons, ici, de présenter le *corpus* retenu pour cette étude. **De manière à pouvoir actualiser les données produites par Stefan Aykut et Jean-Baptiste Comby dans leurs thèses, les médias qui ont été analysés sont ceux qu'ils avaient eux-mêmes étudiés**, à savoir, respectivement : *Le Monde*, *L'Express*, *Sud-Ouest*¹¹ et les journaux télévisés de 20h de *TF1* et *France 2*. Ces médias présentent l'intérêt de s'adresser à de vastes audiences (et, pour les deux journaux de presse écrite, à des audiences comprenant une part importante de décideurs), d'être quotidiens et ainsi de refléter assez fidèlement le traitement médiatique de cette question dans les médias d'information généraliste. En revanche, leur faible marquage partisan ne permet pas vraiment d'apprécier le poids de la variable idéologique (ce qu'aurait probablement favorisé un travail sur *L'Humanité* et *Le Figaro* par exemple).

La construction du *corpus* à partir de (combinaisons) de mots-clefs et après un tri visant à ne conserver que les articles et reportages articulés autour des enjeux liés aux changements climatiques, abouti finalement à la base suivante :

Tableau 1. Récapitulatif du corpus analysé

Périodes étudiées	Média	Nombre d'articles/reportages retenus et codés
De janvier 2007 à août 2011	<i>TF1</i>	311
	<i>France 2</i>	321
De janvier 2009 à juin 2011	<i>Le Monde</i>	1423
De juillet 2007 à juin 2011	<i>L'Express</i>	173

¹¹ Ce journal a toutefois dû être délaissé pour des raisons de faisabilité puisqu'un très grand nombre d'articles y font mention des changements climatiques.

Esprit et organisation du rapport

La finalité de ce rapport est surtout empirique et descriptive¹². **L'objectif à ce stade consiste principalement à dresser un état des lieux de la « situation médiatique » du problème climatique. Ce rapport doit donc être lu comme un point d'étape dans une réflexion qui sera poursuivie.** Si elles s'attacheront à mettre en perspective les principaux résultats exposés, les analyses et interprétations proposées demeurent encore fragiles d'autant qu'elles ne peuvent pas s'appuyer sur une enquête véritablement sociologique seule à-même de pouvoir vraiment rendre compte des articles et reportages analysés.

La première partie apporte des éléments de réponse aux deux premières hypothèses. Celle relative à l'érosion de la visibilité médiatique du problème climatique est partiellement confirmée et des pistes d'explication de cette perte de vitesse symbolique sont suggérées. En revanche, la seconde hypothèse est plus incertaine dans la mesure où si la configuration sociale au principe de la définition médiatique du problème semble se modifier, le cadrage dominant se maintient. Cela pourrait alors s'expliquer par le caractère relatif et mesuré de la reconfiguration sociale observée.

La seconde partie est consacrée à la troisième hypothèse et plus généralement à la place de la parole scientifique. Il apparaît que si le consensus se fissure, il demeure structurant. Les « points de vue dissonants » gagnent certes en visibilité médiatique, mais ils restent confinés aux marges de la surface journalistique allouée à ces questions. Les sciences du climat et les conclusions du GIEC continuent de faire autorité dans les médias généralistes et cela notamment du fait de la mobilisation des journalistes spécialisés. Quant à Internet, son effet sur les reliefs et contours du débat public à propos des enjeux climatiques sont, à ce jour, très peu perceptibles - sauf à regarder à la loupe certains microcosmes de « passionnés ».

Enfin, un chapitre conclusif sera l'occasion de formuler des propositions relatives aux attitudes et stratégies que les scientifiques du climat pourraient adopter pour « mieux » se faire entendre dans la cacophonie médiatique. Attendu par les commanditaires, ce dernier chapitre relève du « conseil ». Il se veut donc exploratoire et sans prétention, le « *conseil en communication* » n'étant pas le cœur de métier de l'*ifp*.

¹² Les éclairages et discussions théoriques ne seront ainsi pas développés dans ce document. Ils devraient donner lieu à des publications ultérieures.

Première partie

L'érosion de la visibilité médiatique de la question climatique

Le principal résultat de cette enquête indique que la question des changements climatiques endosse un statut médiatique différent à partir de 2008. Elle entre alors dans une nouvelle séquence de sa carrière médiatique. Traitée de façon occasionnelle dans les années 1990, elle commence à acquérir une dignité journalistique à partir de 2003 pour devenir un problème de premier ordre en 2007. **Mais, alors que 2007 marque une forme de célébration politique du problème, c'est paradoxalement à ce moment là que celui-ci voit sa surface médiatique se rétrécir.** Nous verrons que le paradoxe n'est qu'apparent et qu'il s'explique en fait par des logiques sociales.

Après avoir caractérisé plus finement l'érosion constatée et l'avoir relativisée en remarquant que le problème climatique est simultanément devenu un motif à part entière de la « toile de fond » du débat public (chapitre 1), nous discuterons de quelques éléments pouvant expliquer la baisse du nombre d'articles et de reportages dédiés à la question du climat (chapitre 2). **Car ces tendances renvoient toujours à des explications multi-factorielles.** Un troisième chapitre sera par ailleurs l'occasion de rompre avec les interprétations « radicalistes » qui seraient tentées de voir dans cette érosion une redéfinition radicale du problème par les autorités médiatiques et politiques. Certes les journalistes traitent moins fréquemment le problème, mais d'une part ils le font toujours de façon régulière et lorsqu'ils l'abordent, ils ne modifient pas véritablement le cadrage général des enjeux. Les variations s'opèrent ainsi dans un espace du dicible dont les contours n'ont pas réellement évolué.

Chapitre 1

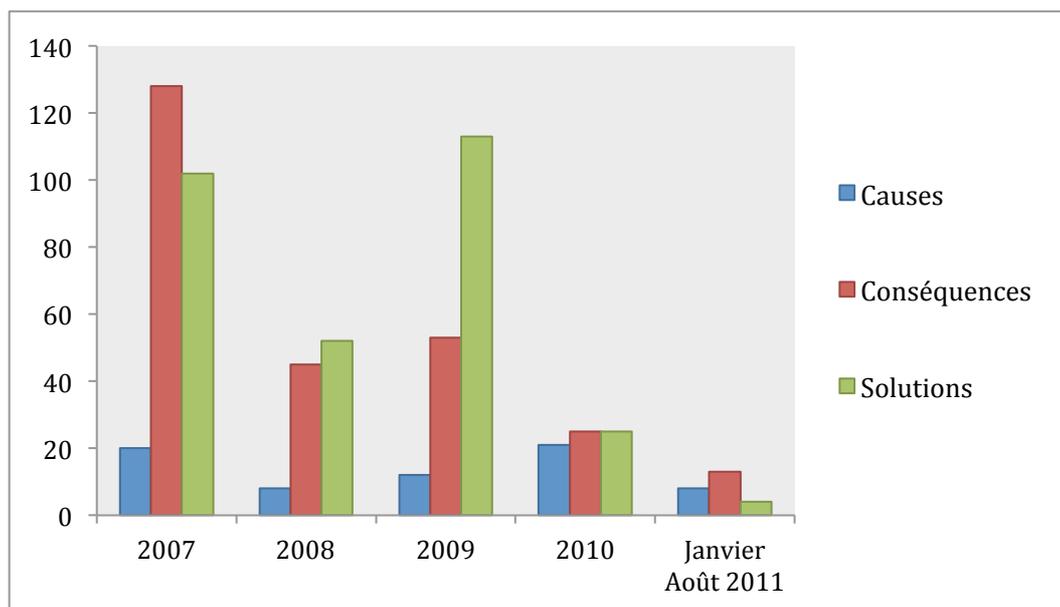
Une érosion et non un effondrement

Le tournant de 2007

En 2007, la médiatisation du problème climatique s'inscrit, à bien des égards, dans le prolongement des années précédentes (voir *supra*). En particulier, **la moitié des reportages diffusés cette année là traite des conséquences du problème** sur les écosystèmes, les activités touristiques, etc. Comme rappelé en introduction, des travaux antérieurs montrent que cette manière de raconter les changements climatiques n'est pas anodine (Comby, 2009). Elle participe d'une volonté de « sensibiliser » les audiences en leur proposant des sujets qui rompent avec l'image d'un problème lointain dans le temps et dans l'espace. Elle a pour postulat que les individus doivent d'une part modifier leurs modes de vie au quotidien pour les rendre plus sobres énergétiquement, et d'autre part qu'ils doivent être préparés à consentir des mesures politiques « au nom » du climat. De la sorte, le problème climatique est réduit à l'échelle de l'individu ce qui constitue une forme de dépolitisation.

Mais l'année 2007, nous l'avons signalé, est également celle du « grand » ministère puis du Grenelle Environnement, de la remise du prix Nobel de la paix au GIEC et à Al Gore et plus généralement d'une prise en charge par les autorités politiques nationales mais aussi européennes de la thématique du climat. Dans les médias, cela se traduit par un nombre accru de reportages traitant cette-fois des solutions possibles au problème (ce qu'indique le graphique 2). Ces sujets mettent généralement en scène les responsables politiques et viennent donc, pour un temps au moins, compenser les traitements dépolitisants. Ils exposent les options politiques (telles que la taxe carbone) et les débats qu'elles génèrent (voir *infra* le chapitre 2). En ce sens, ces reportages donnent à voir le problème climatique sous un jour plus politique.

Graphique 2. Le traitement journalistique des « solutions » à partir de 2007¹³
Corpus TF1 & France 2 - Source : HyperBase de l'INA



L'année 2007 semble donc assez exceptionnelle dans la mesure où s'y cumule non seulement un traitement « conventionnel » qui fait la part belle aux sujets venant illustrer le problème climatique pour le rendre palpable, mais également une couverture inédite de sa prise en charge politique. **Si bien que l'année 2007 concentre à elle-seule 40% des 632 reportages consacrés aux changements climatiques dans les JT du soir de TF1 et France 2 entre 2007 et août 2011.** Pour autant, cet « emballement » médiatique de la question climatique ne dure pas.

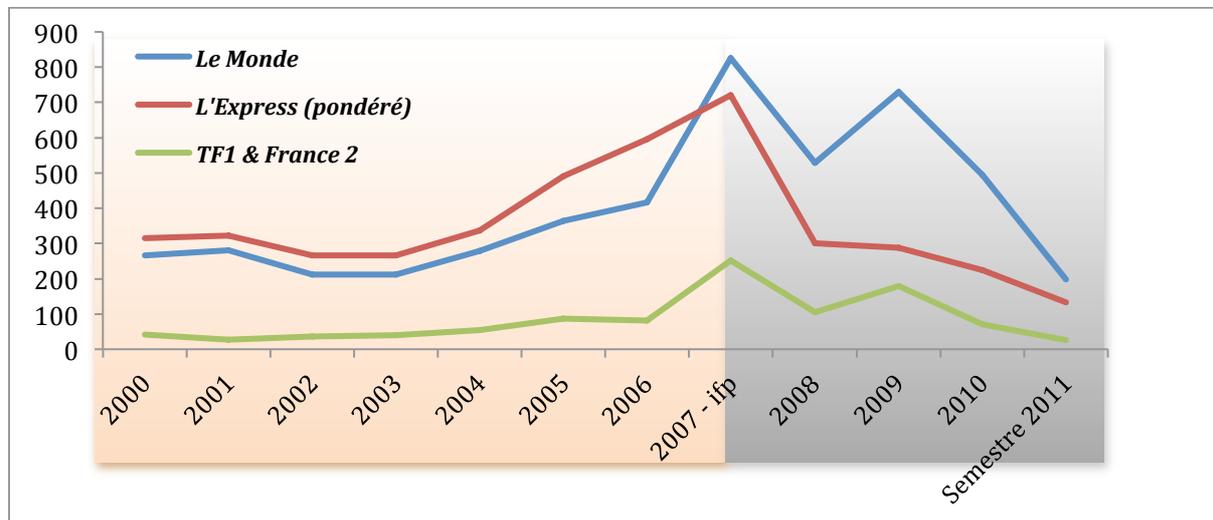
Un déclin qui s'amorce en 2008 et se confirme en 2010

Entre 2007 et 2011, le graphique 3 montre que trois phases peuvent être discernées. Une première marquée par une baisse de régime qui débute en 2008 et se prolonge jusqu'en 2009. Une seconde caractérisée par un regain de médiatisation au second semestre 2009 qui s'explique par une couverture de la conférence de Copenhague assez inhabituelle pour un événement d'ordre diplomatique. Enfin, une troisième phase qui vient, dès 2010, confirmer la baisse de régime entamée en 2008.

¹³ Nous aurions souhaité établir un graphique reprenant la place de ces différentes dimensions depuis 1996. Mais la manière dont Jean-Baptiste Comby a dénombré ces dimensions s'est révélée incomparable avec la méthode employée ici. Il avait en effet visionné chacun des 663 sujets que contenait son corpus, et avait pu ainsi dénombrer, au sein d'un même reportage, quelles séquences traitaient des causes, des solutions et/ou des conséquences.

Graphique 3. La carrière médiatique du problème climatique depuis 2000¹⁴

Sources : Europresse et HyperBase de l'INA

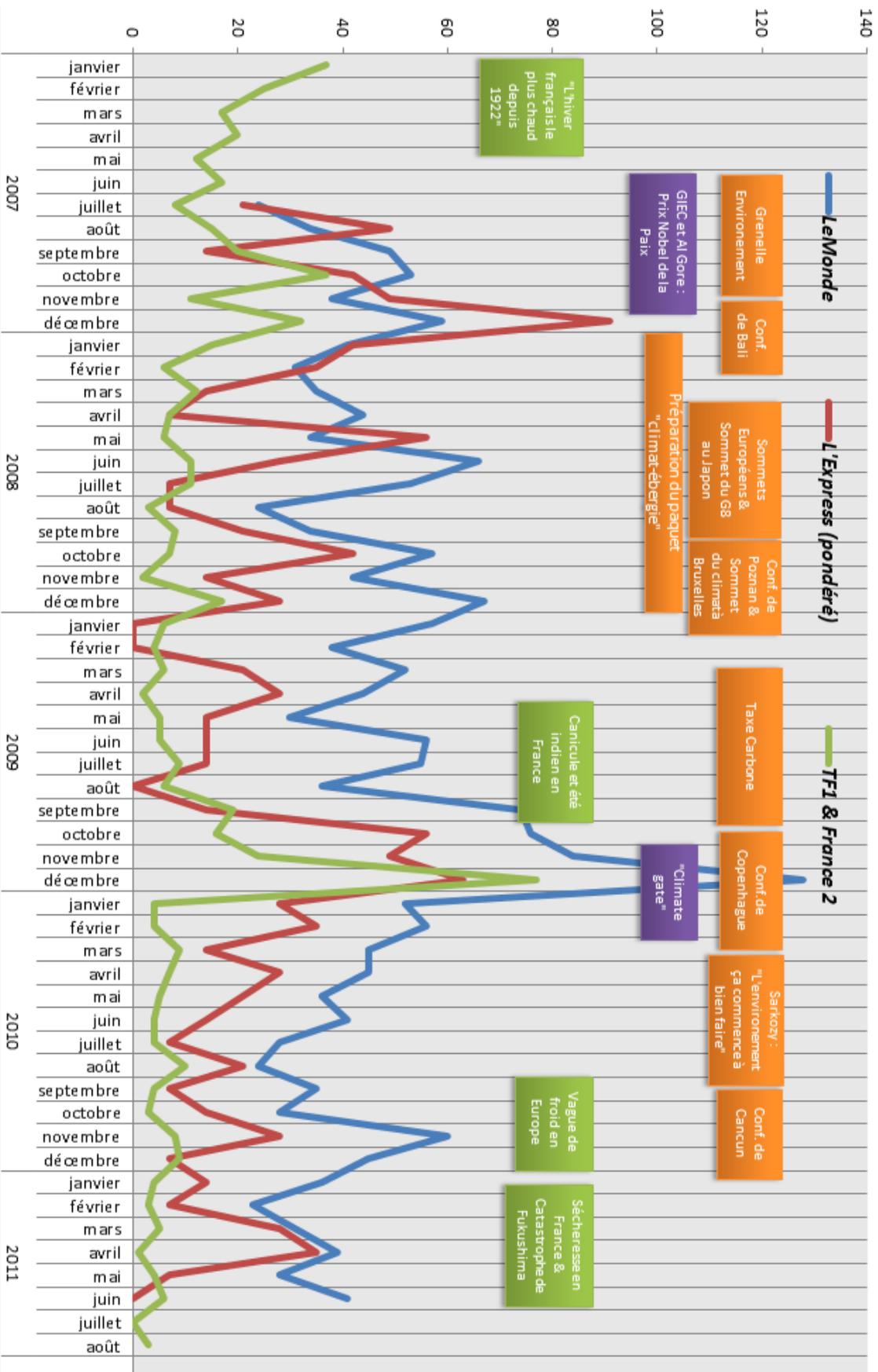


Une focale sur ces trois phases permet de préciser ce séquençage. Il apparaît ainsi, sur le graphique 4¹⁵, que **la baisse de 2008 n'est pas tout à fait de la même nature que celle qui s'observe en 2010**. En effet, alors qu'en 2010 tous les supports réduisent la voile, **en 2008 on note un différentiel significatif entre la télévision et la presse écrite**, en particulier *Le Monde*. Ce dernier marque un ralentissement mais celui-ci est bien moins franc que l'inflexion constatée dans les JT.

¹⁴ Ce graphique doit être lu avec précaution. Les évolutions sur fond rose s'appuient sur les données produites par Stefan Aykut et Jean-Baptiste Comby alors que celles sur fond gris ont été produites dans le cadre de cette étude. **Les modes de collection des données sont donc différents pour ces deux phases, ce qui accentue par exemple l'amplitude des pics en 2007**. Autrement dit, ce graphique vise simplement à exposer les tendances lourdes. Le détail des variations est présenté dans le graphique 4. Précisons enfin que les données de *L'Express* ont été pondérées pour les aligner sur un rythme quotidien (un article = sept unités).

¹⁵ Le graphique 4 prend pour échelle le nombre d'articles et reportages par mois. Cela le rend plus sensible aux variations ce qui tend à brouiller les évolutions qui sont plus perceptibles sur le graphique 3.

Graphique 4.
L'érosion de la valeur journalistique du
problème climatique entre 2007 et 2011
 Sources : Europresse et HyperBase de l'INA



Cette différence entre les JT et la presse écrite tient en grande partie au type d'actualité qui rythme la médiatisation de la question climatique durant cette période. Les conditions de production de l'information télévisuelle (formats courts, esthétisation, trajectoire des journalistes, etc.) qui est soumise à des exigences d'audience spécifiques, ne sont pas favorables au suivi régulier des tractations politiques, qui plus est supranationales. En revanche, ***Le Monde* peut se permettre de couvrir le détail des discussions politiques tant nationales qu'européennes** relatives au gouvernement du problème climatique. Cela est compatible avec ses contraintes d'espace, sa ligne éditoriale et les appétences supposées de son lectorat. Si en 2008 la télévision se contente de suivre les principales avancées du Grenelle Environnement, *Le Monde* semble bien plus sensible aux actualités suivantes : le sommet annuel Franco-Allemand de juin, durant lequel a été signé un plan de réduction d'émission de CO2 des véhicules neufs ; le sommet du G8 qui s'est tenu à Toyako au Japon début juillet et dont le second point à l'ordre du jour portait sur le changement climatique et la biodiversité ; les réunions européennes relatives aux marchés d'émissions carbone en octobre ; l'adoption du paquet « climat-énergie » par le Conseil Européen en décembre ; ou encore la conférence de Poznań.

En 2008, le fait que la baisse soit plus nette dans les JT pourrait donc s'expliquer par la prégnance d'une actualité plus « aride » et moins ajustée aux logiques de fonctionnement des médias qui s'adressent dans des formats courts à des publics hétérogènes et peu préoccupés par les arcanes des politiques publiques. **Cette baisse reprend en 2010 et elle est cette fois d'une ampleur équivalente dans tous les supports, y compris au sein du *Monde*.**

Dans ce contexte de dévalorisation médiatique, la sur-médiatisation du problème climatique entre l'été et la fin décembre 2009 est donc remarquable. Elle tend d'ailleurs à confirmer le constat d'une transition du problème qui serait passé d'une séquence de légitimation dans le débat public vers une phase de prise en charge politique.

Retour sur « l'événement » du sommet de Copenhague

Sous bien des rapports, le sommet de Copenhague (7 – 18 décembre 2009) devait en effet marquer, pour les entrepreneurs du problème climatique, la consécration politique des constats scientifiques exposés dans le quatrième rapport du GIEC fin 2007.

Cette échéance diplomatique avait également pour enjeu de définir les lignes d'horizon de l'ère post-Kyoto. Le sommet est alors construit comme un événement international majeur. La mobilisation - auprès - des médias se met en place dès l'été 2009. Des dispositifs « exceptionnels » sont mis en place tant du côté des militants et des scientifiques que des rédactions¹⁶. La rhétorique propre à « l'histoire en marche » est mobilisée.

Illustrations 1. Un dispositif télévisuel « évènementiel » pour la couverture du sommet de Copenhague



La quinzième Conférence des Parties (COP 15) de Copenhague est donc le moment choisi pour braquer tous les projecteurs sur la prise en charge politique du problème climatique. La mobilisation médiatique est perçue comme un moyen de faire pression sur les dirigeants politiques. Tout un travail symbolique pour monter le problème en généralité est entrepris. La question climatique n'est plus présentée comme seulement scientifique et environnementale, les journalistes et leurs « sources » (associatives et institutionnelles) la reliant également à des questions d'éthique et de géopolitique.

Dans les médias généralistes français¹⁷, la conférence de Copenhague donne lieu à une médiatisation inédite sur un plan quantitatif mais également du fait de la variété des thématiques qui sont traitées. Comme l'atteste le graphique 5, l'ensemble des quatre dimensions principales du problème climatique (ses enjeux politiques et économiques, l'état des connaissances scientifiques, ses impacts sur les écosystèmes) bénéficient d'une

¹⁶ « Parce qu'en fait, avant Copenhague, on m'avait demandé de mettre sur pied une 'cellule', avec différents journalistes, y compris avec les bureaux à l'étranger, pour proposer un nombre de sujet très très conséquent » Nicolas Chateaufneuf ; discussion du 4 juin 2012. Du côté des entrepreneurs associatifs du problème, on peut mentionner le projet WorldWideViews qui a consisté à fabriquer une « opinion publique internationale » en organisant dans plus de 170 pays et quelques mois avant le début de la conférence, des concertations et des sondages sur les enjeux climatiques (voir <http://www.wvviews.org> - consulté le 12 juillet 2012).

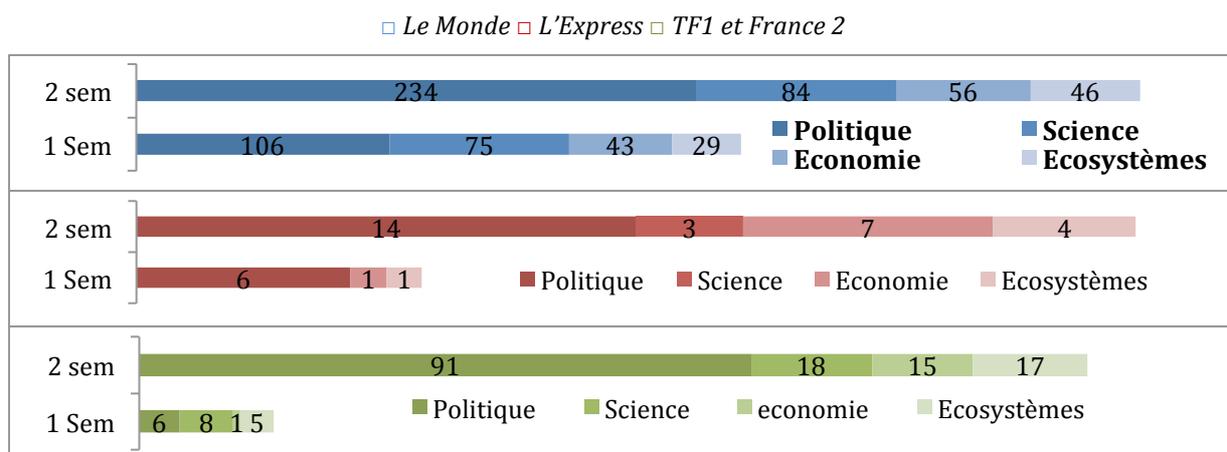
¹⁷ Pour une analyse comparée de la médiatisation de la COP15 dans dix-neuf pays (échantillon qui ne comprend pas le cas français), voir : Eide, Kunelius, Kumpu (dir.), 2012.

forte attention médiatique au second semestre 2009. Cette période de sur médiatisation est l'occasion de décliner la question climatique en abordant par exemple des sujets plus techniques comme « *Un arbre artificiel pour piéger le CO2* » (*Le Monde*, le 26 décembre 2009).

Mais ce qui reste assez remarquable, c'est **la place prise par les acteurs politiques dans les médias généralistes durant cette période**. Généralement, lorsqu'ils couvrent les sommets diplomatiques sur le climat, les médias généralistes, en particulier la télévision, se contentent de dire où en sont les négociations sans s'attarder sur leur déroulement. Ils préfèrent diffuser un sujet illustrant ou expliquant le problème, la conférence servant alors de prétexte à la production d'une information sur cet enjeu, mais n'étant pas vraiment médiatisée pour elle-même (Comby, 2008). Comme l'indique encore le graphique 5, lors de la COP 15, la dimension politique bénéficie d'un sort différent et inhabituel. Loin d'être évacuée, elle alimente une proportion importante des reportages diffusés. Cela atteste vraisemblablement de la nécessité, pour les responsables politiques, de ne pas ménager leurs efforts pour faire valoir, auprès des médias et à ce moment là en particulier, leur volontarisme ; mais aussi de la représentation que les journalistes (et leurs « sources ») avaient de ce sommet qui devait décider du devenir politique de la question climatique.

Graphique 5. L'emprise des responsables politiques sur la médiatisation du sommet de Copenhague

Source : *Europresse & HyperBase de l'INA*



La réunion des chefs d'Etat « au chevet de la planète » (pour reprendre une expression alors récurrente dans les médias) accentue la dimension dramatique de cet

événement dont l'issue est présentée comme incertaine mais décisive pour l'avenir de la « lutte contre » les changements climatiques. Comme l'illustre l'encadré 1, il en ressort **une médiatisation qui personnifie le rapport de force politique sur un mode manichéen** (lequel, depuis la COP 3 à Kyoto en 1997, met en vis-à-vis les « gentils » européens vs les « méchants » chinois ou américains).

Encadré 1. Un exemple de traitement manichéen et personnifié des enjeux politiques du Sommet de Copenhague

Source : Notice de l'INA – prompteur de France 2

Titre du sujet : « Copenhague : Duel au sommet entre Nicolas Sarkozy et Barak Obama »

Annonce de Pujadas : « Les derniers jours du sommet de Copenhague... En attendant les chefs d'Etats, les personnalités se pressent dans la capitale danoise...Arnold Schwarzenegger, Al Gore ou encore le prince Charles...De l'avis des participants, les négociations sont serrées, tendues même...Et c'est dans ce contexte que Nicolas Sarkozy a interpellé aujourd'hui, sans détour, Barak Obama... "Quand on est leader, on n'est pas suiveur", a-t-il lancé... Derrière ce sommet, il y a bien un duel, ou en tout cas un face à face entre les deux dirigeants... »

Cette forme de médiatisation, plus prégnante dans les JT, a au moins deux conséquences. La première une moindre médiatisation de l'action et des arguments de la « société civile » qui est souvent traitée sous l'angle sécuritaire (trois reportages dans les JT de France 2 sur les échauffourées engendrés par les « Black Blocs » pour deux consacrés aux revendications des ONG) ; la seconde, une réduction des enjeux politiques aux négociations, luttes d'influence et désaccords diplomatiques, ce qui tend à détourner l'attention d'autres dimensions comme, à titre d'exemple, celle d'une redéfinition des modes de régulation du commerce international dans un contexte de « crise écologique ».

Si durant le second semestre 2009 - et comme en 2007 - le problème climatique est au centre des préoccupations politiques, médiatiques mais aussi économiques, scientifiques et culturelles, cet épisode ne tarde pas à se refermer une fois les bilans (négatifs) du sommet dressés. L'érosion amorcée en 2008 reprend en 2010 et ce, comme nous l'avons vu, y compris dans les médias où l'espace rédactionnel est plus important et où les conditions de production sont propices au suivi régulier de « dossiers » par-delà les « coups de chauffe » médiatique.

Mais cette érosion n'est pas un effondrement. Deux observations permettent ainsi d'affirmer que la question climatique ne disparaît pas de l'agenda médiatique. Tout d'abord, la médiatisation importante de la COP 16 à Cancun en décembre 2010 est significative (voir *supra* le graphique 4). En 2010 et 2011, le rythme de la médiatisation des changements climatiques rappelle celui qui avait précédé sa « montée en puissance dans les médias » à la fin des années 1990 et au début des années 2000. La question du climat était alors traitée par les journalistes de façon ponctuelle, au gré notamment des échéances diplomatiques (Comby, 2008). Celles-ci constitueraient une forme d'actualité incompressible du problème climatique à laquelle viendraient désormais s'ajouter, selon Nicolas Chateaneuf, les épisodes météorologiques extrêmes : *« je pense qu'on va continuer à en parler, mais de manière diffuse, avec les événements météo extrêmes qu'on va, à tort ou à raison d'ailleurs, mettre sur le dos du réchauffement climatique »* (discussion du 4 juin 2012).

La seconde raison pour laquelle la visibilité médiatique des enjeux climatiques ne s'effondre pas réside dans son ancrage dans la toile de fond du débat public. Ce point constitue **un second résultat majeur de notre enquête** et il vient relativiser la tendance exposée ci-dessus. **Si le problème climatique est moins souvent médiatisé pour lui-même, il est cependant devenu un lieu commun de la discussion publique.**

Le problème climatique, toile de fond d'un nombre croissant d'enjeux de débat public

Depuis 2007, le problème climatique est 'assaisonné à toutes les sauces'. Il semble désormais irriguer de nombreux secteurs d'activité et se trouve ainsi décliné sur des problématiques très diverses. Ce constat est apparu assez rapidement dans notre étude dans la mesure où il a singulièrement compliqué le travail de constitution des corpus. En effet, le « bruit » (voir l'annexe méthodologique), c'est-à-dire les sujets évoquant les changements climatiques sans pour autant se centrer sur ces enjeux, s'est vite révélé important. Dès lors, même si de nombreux articles et reportages ont été écartés, leur volume constitue un résultat en soi. Les journalistes et les acteurs qu'ils médiatisent ont tendance à évoquer plus systématiquement les enjeux climatiques qu'avant 2007. La thématique est devenue familière ; elle n'est plus seulement l'affaire

de quelques spécialistes ou fractions éclairées du public et est perçue comme une donnée centrale du monde contemporain.

Cette inscription du problème climatique dans la toile de fond du débat public prend au moins trois formes. La première correspond à **une extension de l'accent mis sur les conséquences du problème climatique**. Comme nous l'avons rappelé, le traitement des impacts des dérèglements du climat sur la nature et les activités humaines constitue un cadrage dominant du problème dans les médias généralistes de grande audience. Et comme nous le verrons, cette tendance se poursuit et s'étend à de nouvelles problématiques aussi diverses que la modification des écosystèmes marins¹⁸, la conservation du patrimoine culturel mondial¹⁹ ou le sort des « réfugiés climatiques »²⁰. L'exemple suivant traduit également le recours routinisé des journalistes à la thématique climatique pour, d'une certaine façon, « **grandir** » un sujet en l'annexant à un problème jugé noble. Dans la rubrique « Les Cartes à ne pas manquer », les journalistes de *l'Express* partagent avec leurs lecteurs les bonnes tables des régions de France, comme, le 12 juillet 2007, l'Auberge de Kerbourg à La Baule, où « *Bernard Jeanson continue de sublimer le terroir grâce à de bons produits et un tour de main à nul autre pareil. Cotée marée, le chef cuisine le baliste du Croisic, un poisson de la famille des piranhas apparu sur les côtes bretonnes depuis dix ans en raison du réchauffement climatique.* »

Autre indice de ce nouveau statut public du problème climatique, **sa récurrence dans les priorités ordinaires des chefs d'Etat**, en particulier lorsqu'ils agissent sur la scène internationale. A titre illustratif, la thématique climatique est évoquée dans un sujet (*TF1*, 27 mars 2008) qui relate la visite d'Etat du président français à Londres, évocation qui aurait été très peu probable jusqu'en 2006-2007: « *Ce reportage est consacré à la fin de la visite d'Etat du président de la République, Nicolas Sarkozy à Londres. Accompagné par le Premier ministre britannique, Gordon Brown (...) Ils ont dans la matinée signée au 10 Downing Street une déclaration commune sur l'évolution des*

¹⁸ Sur *TF1* le 30 septembre 2008 : « *Reportage au nord de la mer méditerranée dans le parc national de Port-Cros où les mérous, en constante augmentation, témoignent de la modification de la faune marine sous l'effet du réchauffement.* » (Source : notice de l'INA).

¹⁹ *Le Monde*, 13 novembre 2010, *Des trésors archéologiques menacés par le climat*.

²⁰ *Le Monde*, 19 octobre 2009, *Les réfugiés climatiques en quête de statut juridique*. *Le Monde*, 11 juin 2009, *Région par région, les migrations liées au réchauffement climatique*.

institutions internationales, la défense, l'immigration et le changement climatique. » (Source : notice de l'HyperBase de l'INA). Thème inscrit au cœur des relations entre les chefs d'Etat, les problèmes du climat en particulier et de l'environnement en général deviennent des paramètres incontournables dans la définition des orientations politiques.

Dès lors, un peu à l'instar de « la faim dans le monde » à la fin des années 1980, le « défi » climatique apparaît comme un domaine digne d'engagements éthiques en tout genre. Ceux qui ont les moyens (souvent économiques) de soigner leur image vont s'emparer de cette thématique. On observe ainsi une forme de « *peopolisation* » du problème ce qui constitue une troisième forme et un nouvel indice de sa figuration en bonne place dans la toile de fond du débat public, et ce même dans ses aspects jugés les plus « frivoles ». Le 3 mars 2009, *France 2* consacre un reportage à l'engagement de Paul Mc Cartney auprès d'associations écologiques qui « *dénoncent l'impact de l'élevage intensif sur les sols, sur la consommation d'eau et sur l'émission des gaz à effet de serre.* » (Source : notice de l'INA). De même, *L'Express* publie des articles aux titres explicites : « Nos sept stars *green* de l'année » (2 avril 2009) ou « La vraie nature de Mélanie Laurent » (13 avril 2011) et relate par exemple le soutien financier de la styliste Agnès B à l'expédition scientifique Tara²¹ (article du 16 avril 2009 et intitulé « Les sept passions d'Agnès B »). Sans être radicalement nouvelles, ces mobilisations d'intellectuels, d'artistes, de sportifs et autres célébrités pour l'environnement semblent néanmoins se multiplier. Elles sont révélatrices **d'un élargissement de la surface sociale des personnes qui se sentent concernées par ces enjeux.**

²¹ L'interview se termine sur un propos qui témoigne de cette conversion du problème climatique en lieu commun de la discussion publique et de l'éthique morale : « *J'ai toujours pensé que ma vie n'aurait aucun sens sans engagement social. En Mai 68, j'étais de toutes les manif, j'aidais les gens blessés, je les emmenais à l'hôpital. Pour la lutte contre le sida, j'ai été la première en Europe, en 1993, à distribuer gratuitement des préservatifs dans mes magasins. Je soutiens aussi des campagnes écologiques, comme les expéditions du voilier Tara, que j'ai acheté en 2004, et dont l'équipage scientifique étudie les effets du réchauffement climatique. Le XXI^e siècle sera celui du partage et de la solidarité ou ne sera pas...* »

Chapitre 2

La transformation toute relative de la configuration sociale des « définisseurs » du problème

L'érosion de la visibilité médiatique du problème climatique décrite dans le précédent chapitre s'explique, comme souvent, par une pluralité de facteurs. Ce second chapitre se propose de les examiner. Pour ce faire, nous mettons en avant une démarche qui n'oublie pas que derrière ce que racontent les médias, il y a des acteurs qui se mobilisent pour attirer l'attention des journalistes sur tel ou tel enjeu. Comprendre les fluctuations de la médiatisation d'un enjeu suppose donc, avant tout, de regarder de près l'activité de ces acteurs qui parlent au nom du problème. **Il s'ensuit que la question « qu'est-ce qui explique que l'on parle moins du climat dans les médias ? » gagne à être reformulée pour se demander « la mobilisation médiatique des entrepreneurs du problème climatique n'est-elle pas devenue moins nécessaire et/ou moins facile ? ».**

Explications spontanées et explications sociologiques de cette érosion

Pressés d'expliquer le soi-disant désintérêt des médias pour la question climatique, de nombreux commentateurs (qu'il s'agisse de journalistes, de scientifiques, d'observateurs, de professionnels des sondages, etc.) recourent à des principes explicatifs qu'ils ont spontanément bricolés. Parce qu'ils comportent, à des degrés divers, une part de bien fondé, ceux-ci méritent d'être exposés. Trois au moins reviennent fréquemment.

Si les journalistes traitent moins les enjeux climatiques, ce serait en premier lieu parce que **l'actualité est plus chargée**. En particulier, la « crise économique » (mais également les bouleversements politiques dans le « monde arabe » à partir de décembre 2010) aurait engendré une dévalorisation relative du problème climatique dans le débat public. Pour les médias comme pour les décideurs politiques et économiques, la « crise économique » prime sur la « crise écologique », les intérêts du présent étant toujours plus valorisés (électoralement, monétairement, symboliquement) que les intérêts de

long terme. « A long terme, nous serons tous morts » disait John Maynard Keynes. Cette explication a le mérite de rappeler que tous les faits d'actualité ne peuvent occuper le « haut du panier » et que les médias exercent une sélection et une hiérarchisation de l'information. Le récit climatique aurait ainsi été évincé du sommet de l'agenda journalistique par le récit de la « crise économique ». Par ailleurs, cette « **logique d'agenda** » a vraisemblablement compliqué le travail (proprement politique) qui vise à maintenir un intérêt journalistique élevé pour le problème du climat. Entrepris par des journalistes spécialisés, des scientifiques ou des militants, cette mobilisation s'est probablement heurtée à des rédacteurs en chef et des responsables de service davantage préoccupés à comprendre les enjeux de la crise des *subprime* puis des dettes publiques que les conséquences lointaines et incertaines des dérèglements climatiques. Au-delà, comme l'exprime Stéphane Foucart trahissant les représentations des professionnels de l'information au sujet des attentes de leurs publics : « *les gens vont vraiment avoir d'autres choses à penser, ils vont devoir gérer l'immédiat, la monnaie. Et les questions de long terme vont disparaître assez rapidement de l'agenda médiatique* » (discussion du 4 juin 2012).

La perte de vitesse de la question du climat dans les médias serait ensuite liée à « **l'échec de Copenhague** » et à la mobilisation concomitante de diverses « **voix dissonantes** » donnant lieu au « *climategate* » et à ses déclinaisons (*kilimandjaro gate* ; *hockey stick gate* ; etc.). Après une période d'intense médiatisation et donc de dense mobilisation des différents acteurs de la scène climatique, les « voix dissonantes » et leurs relais diplomatiques donnent à voir le problème du climat sous un jour moins fédérateur. Si bien qu'avec « **l'échec de Copenhague** » **les journalistes ont eu le sentiment que « l'histoire » du problème climatique s'est arrêtée :**

« A mon avis il y a deux récits, dont l'un s'est achevé en 2007 avec la publication du rapport du GIEC, qui est le récit scientifique en fait, ça avait une attractivité énorme de raconter la science en train de se faire, on avançait beaucoup, il y avait énormément de choses nouvelles qui étaient trouvées, en tout cas on avait ce sentiment-là. Et puis il y a un deuxième récit, qui s'est superposé à celui-là, un récit diplomatique et qui est mort au moment de Copenhague. Donc en tant que tel, le sujet changement climatique est voué à une disparition » (Stéphane Foucart, journaliste science au *Monde*, discussion du 4 juin 2012)

Nicolas Chateauneuf emboîte alors le pas de son confrère du *Monde* et dresse un constat similaire pour expliquer le fait que France 2 n'ait pas envoyé d'équipe couvrir le sommet de Rio + 20 fin juin 2012 :

« Aujourd'hui ils ne veulent plus de ça, ils considèrent que le temps politique et des négociations internationales est terminé, et Rio +20 ils ont du mal à le dissocier du reste en fait, et ils pensent qu'on a aucun intérêt nous journalistes TV à aller sur place. »

L'appétit des médias pour le sujet s'essoufflerait face aux impasses diplomatiques et aux « polémiques » sur les travaux du GIEC (sur l'impact symbolique de ces « polémiques » voir le chapitre 4 *infra*). Le récit climatique serait passé du registre romantique d'une planète à sauver à celui fataliste d'un problème insolvable dans un système capitaliste dont la dérégulation est politiquement souhaitée et organisée.

Dans le prolongement de ce second facteur, le problème du climat serait enfin confronté à **la règle des rendements médiatiques décroissants**. Cela rejoint notre première hypothèse selon laquelle le problème climatique serait désormais « réchauffé ». Dans les rédactions, ceux qui décident de la hiérarchie des informations se seraient lassés de la question du climat. Sans doute par crainte d'ennuyer si ce n'est de démoraliser leurs audiences, ils se détourneraient progressivement des problématiques environnementales comme si celles-ci étaient passées de mode, qui plus est dans un contexte économique difficile. Nicolas Chateauneuf raconte que depuis six mois environ, *« des rédacteurs en chef me disent : « l'environnement ça emmerde tout le monde ! » »* (discussion du 4 juin 2012). Le journaliste de France 2 témoigne également d'une réorganisation de la rédaction révélatrice de ce changement de statut des enjeux environnementaux. Nos données indiquent que si entre 2007 et 2009, une dizaine de journalistes de *TF1* et *France 2* produit entre 5 et 15 reportages par an sur les enjeux climatiques, ils ne sont ensuite plus que deux ou trois (dont Nicolas Chateauneuf) à faire plus de cinq sujets²². Les journalistes spécialisés retrouvent ainsi le monopole du traitement des enjeux climatiques, ce qui signifie également que **les ressources humaines allouées à ces questions ont pu se contracter dans certaines rédactions**.

²² Ces évolutions dans la division du travail semblent moins présentes en presse écrite. L'un des résultats de la comparaison TV/Presse écrite est une volatilité plus forte du récit médiatique télévisé alors que la structure de la médiatisation dans les journaux papiers est plus stable. Cela s'explique sans doute par l'organisation du journal et de la division du travail au sein de ces différentes rédactions.

« Le nombre de journalistes qui s'occupent de ces sujets-là a été réduit, on leur a demandé de couvrir autre chose » confirme Chateauneuf.

Ces trois principes explicatifs ne doivent pas être négligés. Ils contribuent effectivement à rendre compte de l'érosion de la valeur médiatique du problème climatique. Pour autant, ces explications spontanées ne sauraient suffire. Elles ne doivent ainsi pas obscurcir d'autres logiques dont on peut supposer qu'elles sont d'autant plus explicatives qu'elles sont peu visibles. **L'enquête sociologique permet ainsi de mettre au jour des relations sociales qui se nouent et se dénouent pour peser sur le volume et la forme de la médiatisation du problème climatique.**

Les trois ordres d'explication exposés ci-dessus se centrent sur les journalistes et tendent à sous-estimer le rôle des « sources » d'information dans le processus de dévalorisation journalistique du problème climatique. Autrement dit, si les journalistes se sont lassés des enjeux climatiques au profit notamment du récit de la « crise économique », c'est certes pour des raisons qui tiennent au fonctionnement de l'espace médiatique, mais c'est tout autant parce qu'ils ont été moins ou différemment sollicités par les entrepreneurs de la cause environnementale. L'hypothèse des rendements médiatiques décroissants est donc partiellement validée car si on observe bien une érosion, le mode d'explication qui la sous-tend demeure « médiacentré » (Schlesinger, 1992) et doit être complété par une analyse attentive à ce qui se joue du côté des « sources » d'information.

De la sorte, la perspective devient relationnelle et permet de repérer d'éventuelles modifications au niveau des interdépendances entre les journalistes et les univers qu'ils médiatisent. S'il est malaisé d'étayer ce type d'interprétations à partir d'une analyse de contenu, les codages du nom des journalistes d'une part et du statut des acteurs dont la parole est relayée dans les articles et reportages d'autre part, livrent quelques indications quant à la configuration sociale qui se profile à la suite du « climax » de 2007. Outre la contraction des ressources journalistiques investies sur cette thématique (voir *supra*), trois modifications conjointes sont discernables :

1) Une mobilisation inédite des autorités gouvernementales. Alors que jusqu'en 2007 le problème est pris en charge par l'ADEME, il devient un terrain d'action privilégié par les acteurs évoluant à la tête de l'Etat. Que l'on juge cette mobilisation

comme purement factice ou, à l'inverse, comme une avancée significative, elle a eu des conséquences sur les acteurs qui avaient justement entrepris, depuis le début des années 2000, de porter la cause climatique au sommet de l'agenda médiatique et politique.

- 2) **Une démobilisation médiatique des entrepreneurs du problème.** Le travail de valorisation publique de la cause climatique mené depuis près de cinq ans par des militants, des scientifiques et experts ou encore des journalistes spécialisés, ayant porté ses fruits, l'arène médiatique devient moins prioritaire (voir *infra*).
- 3) **Une diversification des acteurs qui s'expriment sur le problème climatique.** Alors que les deux premières modifications viennent expliquer l'érosion de la valeur journalistique de la cause, il s'agit ici d'observer la traduction sociale du caractère « toile de fond » de la question climatique depuis 2007. Dès lors qu'il devient un « défi », une « urgence », et donc un enjeu majeur, le problème climatique suscite des réactions auprès de personnes qui, jusque là, ne s'y intéressaient que peu (philosophes, écrivains, célébrités, éditorialistes, etc.). Ces dernières se sentent sommées de donner leur avis sur ce thème ou d'y faire référence, ce qui est aussi un moyen de se grandir et d'anoblir son propos en le rattachant à une question considérée par tous comme des plus nobles (voire *supra*).

Le facteur explicatif premier de cette érosion de la visibilité médiatique de la question du climat pourrait donc, paradoxalement, être sa prise en charge politique au niveau gouvernemental. D'une certaine façon, et quoiqu'on en pense, la création, au printemps 2007, d'un « grand » ministère de l'environnement doté de moyens qualifiés d'inédits pour ce ministère jusque là cantonné au bas de la hiérarchie gouvernementale, vient signer le succès de la mobilisation politique et médiatique des entrepreneurs de la cause climatique. Elle ouvre alors une nouvelle séquence dans la carrière médiatique de ces enjeux, nouvelle séquence indissociable d'un réagencement, aussi relatif et tempéré soit-il, de la configuration sociale qui porte le problème.

Le traitement journalistique de la prise en charge politique du problème

Entre 2007 et 2011, deux moments vont rythmer la prise en charge politique du problème. Tout d'abord, entre juin et décembre 2007, l'organisation du Grenelle

Environnement à la faveur duquel vont être discutées des mesures fiscales (éco-pastille, taxe carbone, crédits d'impôt, etc.). Puis, entre septembre et décembre 2009, la préparation et les négociations du sommet de Copenhague que nous avons déjà évoquées. Loin d'être disjoints, ces deux séquences politiques sont étroitement liées entre elles et les discussions autour d'un « paquet climat-énergie » au niveau européen constitue probablement un trait d'union entre ce qui s'est joué aux niveaux nationaux et internationaux. Nous n'entrerons pas, ici, dans le détail des processus d'articulation de ces agendas politiques français et supranationaux. En revanche, nous voudrions montrer, à travers une première analyse de la façon dont les journalistes ont traité cette prise en charge politique du problème à partir de l'été 2007, comment les éléments exposés dans la section précédente peuvent se manifester.

Le problème climatique devient moins l'affaire des scientifiques, des associations, des agences de l'Etat, ou des acteurs économiques, que celui de quelques personnalités politiques positionnées au sommet de la hiérarchie gouvernementale. L'agenda médiatique va alors suivre l'agenda politique et les journalistes vont focaliser leur attention sur l'action de ces responsables politiques de premier plan, à savoir : le président de la république, Nicolas Sarkozy, le premier ministre, François Fillon, le ministre de l'environnement Jean-Louis Borloo mais également la secrétaire nationale des Verts, Cécile Duflot.

Ces acteurs politiques vont insister sur le poids des alertes des scientifiques et des « professionnels de la sensibilisation » pour justifier leur volonté de prendre en main le dossier climatique (Romanet, 2011). Comme l'illustre l'encadré 2, ils se réfèrent à la mobilisation des entrepreneurs de la cause climatique pour légitimer leurs décisions. Ils signent ainsi le succès de cette mobilisation qui deviendrait donc moins rentable et moins nécessaire à partir du moment où elle a été entendue et reprise par les dépositaires du pouvoir (voir *infra*).

Encadré 2. La mobilisation des entrepreneurs de la cause climatique comme justification de la prise en charge politique du problème

- « Tous les candidats, vous vous en souvenez, avez mis leurs signatures, en bas du pacte de Nicolas Hulot (...) Il y a eu le film d'Al Gore, il y a eu le film de Yann Arthus Bertrand tout le monde a compris que (...) la crise écologique, elle est toujours devant nous » Jean-Louis Borloo le 10/09/2009 sur France 2.

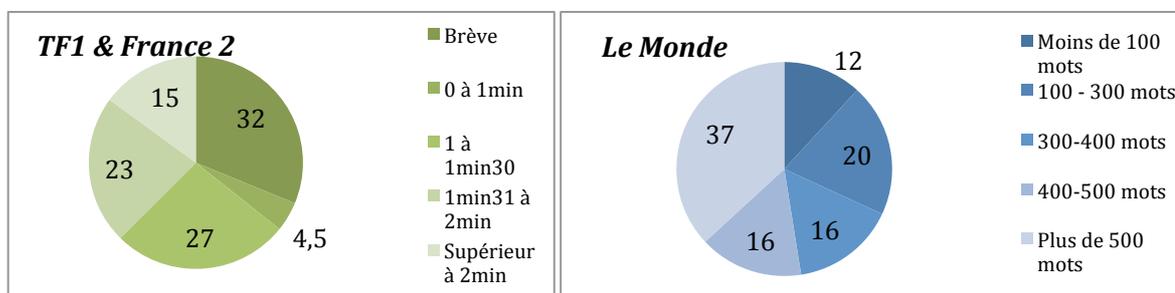
- « Il y a une urgence écologique, ca tout le monde le comprend » François Fillon le 10/09/2009 sur TF1

- « Scientifiques et savants du monde entier dressent un constat (...) Le monde va à sa perte si on continue à émettre du carbone » Nicolas Sarkozy le 23/09/2009 sur TF1 et France 2

La mise en scène médiatique de ces personnalités politiques est alimentée par l'annonce de mesures dont la médiatisation varie selon qu'il s'agisse de la presse écrite ou des JT. Le graphique 6 montre que les journalistes du *Monde* consacrent à ces enjeux politiques des articles longs alors qu'en télévision la tendance est plutôt à des brèves ou à des sujets courts. Dans le quotidien national, les politiques publiques sont débattues. Des experts et d'autres acteurs politiques viennent les commenter pour les accréditer ou les contester. En télévision, ces mesures font certes l'objet de quelques reportages longs avec même, parfois, la présence d'un journaliste sur le plateau. Il s'agit alors d'expliquer, de façon très pédagogique et en utilisant de nombreuses infographies, les mesures qui sont discutées²³. Mais hormis ces deux ou trois « zoom pédagogiques », la mise en place des politiques publiques est couverte sur un mode « feuilletonnant » avec des mises à jour régulières mais brèves.

Graphique 6. La prise en charge politique débattue au sein du Monde et simplement expliquée dans les JT (%)

Source : HyperBase & Europress



²³ Pour un exemple caricatural, voir le reportage diffusé par France 2, le 25 octobre 2007 et intitulé : « Eco-pastille : mode d'emploi ».

Ces différences dans la forme ont donc certaines incidences sur le fonds. Tandis que dans les JT plus d'un tiers des reportages catégorisés « politique » est produit sans donner la parole à aucun acteur, c'est seulement le cas dans un article « politique » sur dix dans *Le Monde*. Au sein du quotidien, les sujets politiques sont au contraire l'occasion de mettre en scène de nombreux acteurs politiques mais également économiques, scientifiques et associatifs²⁴. Si bien que là où la télévision propose une vision assez « lisse » des mesures politiques qui sont expliquées puis suivies sans être réellement mises en débat, *Le Monde* ouvre ses colonnes à des points de vue plus diversifiés et moins unanimes. C'est ce dont témoignent par exemple les titres suivants à propos de la taxe carbone : « La taxe carbone : comment éviter qu'elle pénalise les plus pauvres » (11 juillet 2009), « L'idée d'une taxe carbone aux frontières de l'Europe progresse et inquiète les pays du Sud » (20 octobre 2009), « La taxe carbone inconstitutionnelle, un camouflet pour Nicolas Sarkozy » (31 décembre 2009), « Quelles pistes pour réinventer la taxe carbone ? » (1er janvier 2010).

Mais en dépit de ces différences, **les JT et *Le Monde* ont en commun de ne pas proposer un cadrage alternatif du problème.** Bien au contraire, leur traitement de la prise en charge politique des enjeux climatiques respecte le cadre tacitement défini par les mesures promues par les autorités politiques. Or ces dernières recyclent des instruments d'action publique anciens en matière environnementale et dont la philosophie consiste à modifier les comportements des individus en jouant notamment sur les prix des différents biens d'équipement²⁵. Plus avant, le maintien du cadre définitionnel existant est attesté par la présence médiatique des acteurs qui avaient largement contribué à le façonner au cours de la période 2002-2007. Ces derniers viennent désormais expliquer le bien fondé des mesures annoncées. Nicolas Hulot ou Jean-Marc Jancovici, tous les deux avocats réputés du recours aux dispositifs de taxation pour favoriser la production et la consommation de biens sobres énergétiquement, sont par exemple cités dans de nombreux reportages ou articles consacrés aux Grenelle Environnement et à la « contribution » (France) ainsi qu'au « paquet » (Europe) Climat-

²⁴ A l'inverse, les contraintes qui pèsent sur l'information télévisuelle (obtenir des sonores et des visuels des acteurs pour relayer leurs points de vue) la conduisent généralement à proposer une vision compartimentée du monde social : les professionnels de la politique ne sont interviewés que dans les sujets qui parlent de politique, les scientifiques que dans ceux qui traitent de science, etc.

²⁵ Ces mesures sont souvent présentées par leurs promoteurs comme « collectives » car s'inscrivant dans un « effort collectif » auquel participerait l'appareil productif. Elles contribuent néanmoins à l'individualisation (de la résolution) du problème dans la mesure où les agissements individuels en sont un maillon central.

énergie. Autrement dit, la prise en charge politique du problème vient non seulement répondre à la mobilisation de ces promoteurs de la question climatique, mais elle entérine également les principales solutions qu'ils mettent en avant.

Une mobilisation médiatique devenue moins nécessaire ?

L'une des principales motivations de la mobilisation de nombreux acteurs pour valoriser le problème du climat dans les médias était d'obtenir son inscription au sommet de l'agenda politique. Bien plus qu'un contre-pouvoir, les médias sont un instrument - pour gagner - du pouvoir. L'agenda médiatique étant souvent perçu tout à la fois comme un reflet de « l'opinion publique » et comme un moyen de l'influencer, accroître la médiatisation d'un problème constitue un levier jugé efficace pour l'équiper d'une (apparente) légitimité populaire et inciter de la sorte les responsables politiques à s'en saisir.

Mais à partir du moment où cet objectif est atteint, l'enjeu se modifie. **La prise en charge politique du problème le fait glisser vers l'arène des débats législatifs** au sein de laquelle les entrepreneurs du problème sont ou bien absents, ou bien fortement sollicités pour produire des rapports, argumenter des propositions, etc. En particulier, le Grenelle Environnement a vraisemblablement monopolisé une part significative des ressources des entrepreneurs du problème climatique. **Dans ce contexte, les initiatives et les dispositifs visant à « populariser » la cause deviennent moins rentables.** Les médias ne constituent plus une scène prioritaire, le problème étant désormais aux prises avec ce que Gilbert et Henry, dans un article récent, appellent « des logiques de confinement » qui se « caractérisent (par) des modes de relation très différents de ceux propres aux relations sociales établies en référence à une recherche de publicisation » (2012, p.48). Le tableau 1 illustre cette réorganisation des relations sociales au principe de l'érosion médiatique du problème.

Tableau 2. Mobilisation des acteurs politiques, démobilisation des entrepreneurs du problème dans les JT de TF1 & France 2 (%)

Source : HyperBase de l'INA

	2007	2008	2009	2010	2011	Total
<i>Acteurs scientifiques</i>	42	16	18	17	7,5	100
<i>Personnalités politiques françaises</i>	34	25	38,5	3		100
<i>Acteurs politiques internationaux</i>	44	18	30	4	4	100
<i>Acteurs du monde économique</i>	41	24	25	9	2	100
<i>Profanes</i>	45	26,5	26,5	2		100
<i>Acteurs associatifs</i>	44	21	26	6,5	6	100
<i>Acteurs administratifs français</i>	39,5	21	29	10,5		100
<i>Divers</i>	42	13	38	5	2	100
Total	41,5	19	25,5	10	4	100

Deux évolutions laissent entrevoir la reconfiguration sociale induite par la prise en charge politique du problème et la moindre mobilisation de ses entrepreneurs dans les médias. D'une part la sur-représentation en 2008 et 2009 des responsables politiques et des acteurs administratifs français. D'autre part, la sous-représentation des acteurs scientifiques sur ces deux années, puis des associations en 2010.

Perceptible, cette reconfiguration liée au confinement administratif du problème n'en reste pas moins relative. Certes les proportions des acteurs mis en scène dans les médias varient, mais ces variations restent faibles. **Cela signifie que même si les entrepreneurs du problème se mobilisent moins, ils demeurent des référents pour les journalistes.** La sur-représentation des scientifiques en 2010 et 2011, nous y reviendront, en atteste : la démobilisation des promoteurs de la cause climatique dans les médias ne se traduit pas vraiment par l'arrivée de nouveaux acteurs susceptibles de cadrer autrement les enjeux. Si reconfiguration il y a, celle-ci est relative dans la mesure où les acteurs qui définissent le problème dans les médias sont finalement les mêmes. **Dans l'espace journalistique, cette reconfiguration se caractériserait simplement par une modification de l'intensité des échanges entre des acteurs globalement inchangés.** En effet, le changement essentiel réside dans le fait que pour de nombreux acteurs, y compris pour les journalistes ayant participé à la valorisation du problème au sein de leurs rédactions, l'enjeu d'une médiatisation intense semble moins prégnant. **Les professionnels de l'information ne sont plus au cœur**

des préoccupations et donc des interdépendances qui structurent la configuration sociale du problème. L'affaire se jouerait désormais davantage dans les coulisses des lieux de pouvoir que sur le devant de la scène médiatique²⁶.

²⁶ Pour autant, si ces logiques valent pour 2008-2010 (la période de Copenhague mise à part), elles mériteraient d'être précisées pour l'année 2011 durant laquelle la prise en charge politique s'amenuise. Rappelons que le projet de taxe carbone a finalement été abandonné en mars 2010.

Chapitre 3

Un cadrage du problème qui se modifie finalement peu

Cette reconfiguration des interdépendances se situe donc moins au niveau de l'économie des acteurs en présence que dans l'orientation, la motivation et la finalité des liens qu'ils tissent entre eux. Evolution n'est pas révolution et le substrat social du problème, s'il se modifie, n'en est pas pour autant bouleversé. Il s'ensuit que la manière dont le problème est cadré conserve également ses traits caractéristiques. En effet, si les définisseurs du problème restent les mêmes et que rien ne vient perturber leur conception du problème, alors celui-ci ne peut pas être formalisé autrement. **Dans les médias généralistes, le problème est certes raconté moins régulièrement et de façon plus occasionnelle, mais la trame narrative proposée demeure, à quelques variantes près, la même.**

Le prisme des conséquences, bien que moins récurrent, conserve sa « newsworthiness »

Le cadrage du problème autour de ses conséquences constitue, nous l'avons déjà souligné, une propriété majeure de sa médiatisation entre 2003 et 2007. Il est vrai qu'à partir de 2008, la part globale de cet aspect de la question dans le volume des articles et sujets analysés diminue. Cela s'explique par la médiatisation accrue des dimensions politiques de la question et plus généralement par une augmentation du nombre de sujets traitant des solutions au problème (voir *supra* le graphique 2). Ceux-ci permettent d'ailleurs aux journalistes de diversifier et de renouveler le spectre des sujets sur les changements climatiques, car rappelons qu'en conférence de rédaction un journaliste « vend » d'autant plus facilement une idée d'article ou de reportage qu'il peut mettre en avant son caractère inédit ou original.

Mais la moindre la visibilité des conséquences est bien liée à un réagencement global des aspects traités par les journalistes et non à un affaiblissement de la valeur journalistique des reportages et articles donnant à voir les impacts des dérèglements climatiques. Le tableau 2 montre plutôt que les conséquences du problème continuent d'alimenter une portion toujours significative de sa couverture médiatique. **Dans les JT,**

la part des sujets consacrés aux impacts des changements climatiques représente, selon les années, entre un tiers et la moitié des reportages traitant de cette question. Les journalistes du *Monde* sont, eux, moins disposés à s’attarder sur cette dimension du problème. En effet, celle-ci se prête davantage à l’esthétisation visuelle qu’à la narration et elle correspond probablement moins aux intérêts des lecteurs de ce journal qui sont réputés friands d’éléments d’ordre politique et économique. **Toutefois, près d’un quart des articles publiés par ce quotidien national rend compte des effets des dérèglements du climat.**

Tableau 3. La part toujours significative des conséquences dans les JT et dans *Le Monde* (%)

Source: HyperBase de l’INA & Europress

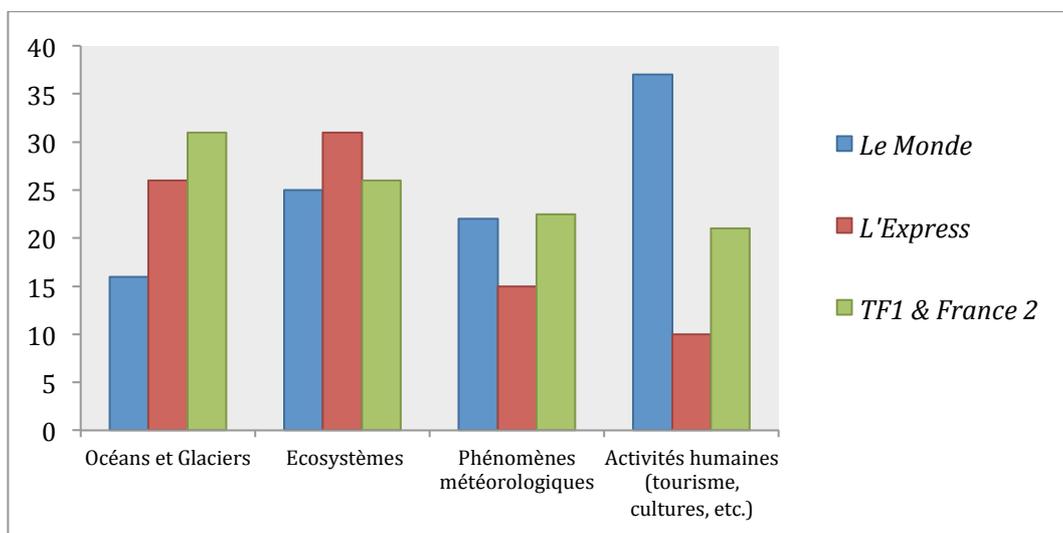
	2007	2008	2009	2010	Janvier- Août 2011	Part sur l'ensemble du corpus
TF1&France 2	51	43	30	35	50	42
	1er sem 2009	2nd sem 2009	1er sem 2010	2nd sem 2010	1er sem 2011	Part sur l'ensemble du corpus
Le Monde	32,5	20,5	19	22	29	24

Concurrencé par les dimensions politiques du problème, le cadrage autour des conséquences du problème conserve donc sa « *newsworthiness* », c’est-à-dire sa valeur journalistique. Pour les professionnels de l’information, il présente l’avantage de pouvoir se décliner sur un grand nombre de sujets concrets et pouvant se plier aux contraintes de la mise en récit. Les aléas météorologiques permettent par exemple de remettre régulièrement au goût du jour médiatique la question climatique²⁷. Plus généralement, les journalistes entretiennent le sentiment « d’urgence » en racontant un à un les divers troubles liés aux dérèglements des climats. Ces articles ou reportages réactivent en permanence l’acuité du problème dans la mesure où ils se présentent comme de nouvelles raisons de le prendre en considération. Il s’agit non seulement de montrer qu’en dépit de son caractère diffus, le problème est bien réel puisque ses manifestations sont dorénavant perceptibles (avec par exemple des reportages sur la fonte des glaciers, voir *infra* le graphique 7), mais également de mettre en évidence ce que ces bouleversements signifient pour la nature mais aussi pour les activités humaines.

²⁷ « La question qui revient sur toutes les lèvres, c’est de savoir si ce beau temps est lié au réchauffement climatique » Lancement par Laurence Ferrari d’un sujet sur « L’été Indien à Paris », TF1, 26 septembre 2009 (Source : notice de l’INA)

Le graphique 7 liste les principaux angles sous lesquels cette dimension des conséquences est traitée. Conformément à ses orientations éditoriales, *Le Monde* se distingue en portant une attention plus forte que les JT et *L'Express* aux conséquences du problème climatique sur les activités humaines et en particulier sur les risques sanitaires induits²⁸. Mais dans l'ensemble de notre corpus **les effets des changements climatiques sur l'ordre naturel sont nettement plus médiatisés que ceux sur l'ordre social.**

Graphique 7. Une focalisation sur les conséquences environnementales
Source: HyperBase de l'INA & Europress



Mettre l'accent sur les bouleversements des équilibres naturels plutôt que sur les troubles pour l'économie, la santé, l'agriculture, la pisciculture ou l'aménagement du territoire n'est pas neutre. Cela participe d'une forme de dépolitisation dans la mesure où les mesures politiques nécessaires pour anticiper et amortir l'impact de ces déséquilibres naturels sur le fonctionnement du monde social sont mises de côté. La faible médiatisation de ces enjeux s'explique en grande partie par la marginalisation, dans la construction publique du problème, des problématiques liées à l'adaptation aux changements climatiques. En effet, aborder les conséquences humaines et sociales des dérèglements climatiques, c'est irrémédiablement pointer du doigt la nécessité de les prévenir et donc de s'adapter à la modification des régimes climatiques.

²⁸ « Le réchauffement provoque 300 000 morts par an » (article paru le 1^{er} juin 2009, Laurence Caramel), « Les effets du changement climatique sur le paludisme peuvent être contrecarrés par les mesures de prévention » (article paru le 15 mai 2010, Stéphane Foucart).

Ainsi, pour comprendre ce qui est raconté, il convient également de s'interroger sur les enjeux du problème qui ne sont pas médiatisés. Or un certain nombre de thématiques liées aux dérèglements du climat demeurent absentes des débats publics. Cela constitue un autre indice de la permanence du cadrage dominant du problème dont les contours restent étanches à certains enjeux ou certaines conceptions qui seraient susceptibles de redéfinir la structure, tant sociale que symbolique, de ce cadrage.

L'adaptation ou les « décroissants »...Ce et ceux dont on ne parle toujours pas ou peu

L'émergence de nouveaux enjeux dans le récit médiatique d'un problème constitue un bon indice de sa redéfinition dans le débat public. En effet, l'apparition de nouvelles thématiques suppose et s'accompagne généralement d'autres manières, généralement concurrentes, de poser et concevoir le problème. Ainsi, considérer la question de l'adaptation à des changements climatiques - annoncés comme inéluctables du fait de l'inertie de la machine climatique²⁹ - suppose d'appréhender autrement l'enjeu de la « lutte contre » le réchauffement climatique. Sans nécessairement remettre en cause la nécessité de réduire le volume des émissions de gaz à effet de serre³⁰, la thématique de l'adaptation déplace le problème climatique sur le terrain de la politique locale. Dans la mesure où les territoires sont soumis à des climats différenciés, l'adaptation à de nouvelles conditions climatiques se gouverne à des échelles territoriales circonscrites et implique des mesures d'ordre infra-structurel (systèmes de veille et d'alerte sanitaire, urbanisation, réorganisation des dynamiques économiques locales, etc.). Elle pose par ailleurs le problème des inégalités sociales face aux « risques naturels »³¹.

Plusieurs éléments permettent de comprendre pourquoi cette dimension des enjeux climatiques peine à être discutée publiquement (Comby, 2008). D'un point de vue

²⁹ Le surplus de gaz à de serre émis aujourd'hui ne peut être « effacé » et il engendrera donc irrémédiablement des effets dans les prochaines décennies à mesure qu'il sera « digéré » par le système climatique.

³⁰ A l'inverse, on pourrait voir apparaître un discours sur les seuils d'adaptation possibles en fonction de l'ampleur et de la vitesse du dérèglement climatique. L'adaptation soulève le problème non pas tant du changement que de son rythme dans la mesure où l'adaptation devient plus complexe et brutale à mesure que la cadence du changement s'accélère.

³¹ Ces éléments expliquent également pourquoi le problème climatique n'est pas qualifié en termes de risque. L'expression « risque climatique » est rare dans le débat public et les professionnels de l'assurance, présents dans les négociations politiques et économiques, ne sont pas visibles dans les médias généralistes.

scientifique, l'orientation des politiques de recherche sur le changement climatique privilégie, depuis les années 1980, la compréhension des phénomènes globaux et de long terme au détriment des mécanismes locaux et de plus court terme. Principalement soutenue dans le cadre d'organisations supra nationales, la science du climat a longtemps négligé les dynamiques climatiques régionales. Dans ces conditions, on comprend qu'il est périlleux de mettre en place et promouvoir des politiques d'adaptation puisqu'on ne sait pas encore bien à quoi il va falloir s'adapter. Cette contrainte est redoublée par le fait que de nombreux décideurs estiment que parler d'adaptation aux changements climatiques serait perçu comme une forme de résignation à « lutter contre » celui-ci. La situation est donc paradoxale puisque d'un côté le débat public est soutenu par le rappel récurrent des conséquences du problème alors que d'un autre côté les responsables politiques tardent à tirer les leçons de ces manifestations du problème pour définir des politiques d'adaptation susceptibles de les amortir³².

Entre 2007 et 2011, les médias ne parlent pas vraiment plus de cette question qu'ils ne le faisaient entre 2000 et 2006. Dans nos corpus, on dénombre : **six reportages sur 632 sujets dans les JT qui traitent de l'adaptation aux dérèglements du climat ; un article dans *L'Express* (sur 173) et soixante-quatorze articles dans *Le Monde* (soit 5,2% des articles analysés)**. Comme l'illustre l'encadré 2, lorsque les journalistes abordent cette dimension du problème climatique, ils font état de situations spécifiques où la problématique de l'adaptation se pose avec une acuité particulière. Autrement dit, ils n'en font pas un enjeu structurant et susceptible d'être débattu de manière plus systématique.

³² Les 230 mesures annoncées par Nathalie Kosciusko-Morizet le 20 juillet 2011 marquent probablement un tournant dans la prise en charge politique du problème dans la mesure où elles portent exclusivement sur les questions de l'adaptation aux dérèglements du climat. Toutefois, notre échantillon - qui s'arrête à l'été 2011 - ne nous permet pas d'apprécier si cela aura permis d'accroître la visibilité de ces enjeux dans le débat public. Cela permet en tout cas de rappeler que les médias ne constituent pas la seule voie d'accès à la reconnaissance politique puisque la thématique de l'adaptation a été portée ailleurs, au sein de l'espace administratif notamment.

Encadré 3 : Un traitement anecdotique des enjeux de l'adaptation aux changements climatiques

Source : Notice de l'INA – prompteur de France 2

Titre du sujet : « Projet de lutte contre la montée des eaux »

Annonce de Pujadas : « On dit souvent que les changements climatiques sont à l'origine du renforcement de l'intensité de ces cyclones, car les océans se réchauffent...Autre conséquence redoutée par les climatologues: la montée des eaux... En Europe, un pays est particulièrement concerné: les Pays- Bas... Là- bas, on craint tout simplement d'être partiellement englouti d'ici la fin du siècle...Une commission nationale, très suivie, vient de rendre ses conclusions... Elle préconise 100 milliards d'euros de travaux en 100 ans pour renforcer les digues et protéger les côtes...

Tout comme les enjeux liés à l'adaptation, les arguments qui plaident pour la « décroissance », c'est-à-dire pour une redéfinition substantielle des logiques économiques afin de faire face à la « crise écologique », ne parviennent pas à pénétrer l'espace des discussions publiques (dominantes et officielles) sur le problème climatique. Ces dernières prennent tacitement pour postulat l'irréversibilité d'un système capitaliste organisé autour des impératifs de croissance et de rentabilité économique. Les solutions pour réduire les émissions de gaz à effet de serre sont donc naturellement pensées dans ce cadre idéologique (auquel souscrit tant le Parti Socialiste que l'UMP). Elles s'appuient sur des mécanismes de marché (bourses de quotas, taxes, etc.) et entretiennent l'idée qu'un « capitalisme vert » représente l'issue la plus viable pour conjuguer exigences économiques et contraintes environnementales (pour une analyse de la marchandisation des politiques environnementales, voir : Rumpala, 2003). Dans ce contexte, les discours qui prétendent que le système capitaliste est incompatible avec les réalités écologiques et la finitude des ressources naturelles peuvent apparaître pour le moins saugrenus.

Pourtant, de nombreux intellectuels, économistes et militants plaident pour des organisations économiques dont le moteur principal ne serait plus la croissance du capital et des profits, mais le respect des écosystèmes, des richesses naturelles ainsi que de la justice sociale³³. Ces approches des problèmes environnementaux seraient également susceptibles de modifier sensiblement la manière de concevoir le problème climatique. Dans une telle perspective, celui-ci se situerait sur d'autres terrains, ceux des

³³ En France, l'un des fers de lance de ces prises de position est Paul Ariès, intellectuel engagé dans de nombreuses initiatives en faveur de la « décroissance ». Voir également le mouvement Colibris et sa figure de proue : Pierre Rabhi.

rapports au temps, à la consommation, aux logiques de re-distribution du prestige (indissociablement matériel et symbolique), etc. Il ne s'agirait plus d'intégrer l'éthique écologique aux rouages du capitalisme mais bien de repenser en profondeur les valeurs et normes sociales à partir desquelles les sociétés s'organisent.

La prégnance du cadre de pensée dominant (et à bien des égards doxique puisqu'indiscuté et indiscutable), celui de la « croissance verte », peut donc s'apprécier à la lumière de la place accordée aux raisonnements « décroissants ». Dans les JT de notre corpus, un seul sujet leur est consacré, le 17 septembre 2007 sur France 2. David Pujadas annonce un reportage non pas sur les arguments politiques de cette mouvance, mais sur « *les militants de l'environnement (qui) poussent leur conviction jusqu'au bout* » pour se demander s'il s'agit d'une « *nouvelle utopie ou (d'une) tendance profonde* », la réponse étant contenue dans la question. Dans *L'Express*, la philosophie « décroissante » est également abordée dans un seul article, au détour d'une interview de Nicolas Hulot parue le 5 juin 2008. Enfin, avec huit articles, *Le Monde* accorde davantage de place aux arguments de la décroissance, ce qui s'explique notamment par la présence d'Hervé Kempf, journaliste spécialisé dans l'environnement et dont les prises de position politiques se rapprochent de celles qui récusent le système capitaliste dans un contexte de « crise environnementale »³⁴. D'ailleurs, sur les huit articles du *Monde* qui mentionnent ces options, seul celui qu'il a écrit semble vraiment animé par la volonté de remettre en question la *doxa* de la « croissance verte » (article du 1^{er} mars 2010 intitulé « L'imposture croissanciste »). Les sept autres traitent plus largement des modèles économiques en concurrence pour satisfaire aux exigences écologiques.

La marginalisation médiatique des visions du problème climatique sous-tendues par les enjeux de l'adaptation ou les raisonnements de la « décroissance » est révélatrice de la robustesse du cadrage dominant du problème climatique. Peu oxydable, celui-ci conserve sa structure et son imperméabilité à des définitions (scientifiques, économiques, politiques, sociales) éloignées de ses fondements (logiques marchandes ; responsabilité des individus ; etc.). Cela n'empêche bien entendu pas des aménagements du récit, ce-dernier étant loin d'être figé. Toutefois, ces aménagements se situent à l'intérieur d'un espace du dicible qui, lui, ne s'est ni déplacé, ni restructuré.

³⁴ Voir par exemple son ouvrage intitulé : *Pour sauver la planète, sortez du capitalisme*, Kempf, 2009, Paris, Seuil.



Avec son inscription à l'agenda présidentiel à partir de 2007, le problème climatique entre dans une nouvelle séquence de sa carrière publique. Celle-ci se caractérise par une érosion de sa visibilité médiatique. En effet, les acteurs qui se mobilisaient pour valoriser cet enjeu dans le débat public ont, d'une certaine façon, obtenu gain de cause. Leur *libido* médiatique s'est ainsi tarie avec le Grenelle Environnement, le « paquet climat-énergie » et la COP 15. Ces trois moments politiques sont venus signer à la fois le succès et la fin de cette mobilisation en faveur d'une médiatisation intense du problème climatique. A cette relative démobilisation dans les médias, s'est ajoutée une forme de lassitude de la part des professionnels de l'information à l'égard des questions environnementales en général et des enjeux climatiques en particulier. Ce-dernier ne brille plus à leurs yeux comme un problème « sexy » d'autant que le récit de la « crise économique » semble rendre celui de la « crise écologique » plutôt superflu. Au terme de cette première partie, l'hypothèse relative aux rendements médiatiques décroissants du problème climatique peut donc être validée à condition de la sociologiser, c'est-à-dire de l'envisager dans sa dimension relationnelle pour l'expliquer par des logiques sociales et non uniquement par des considérations « médiacentrées ». **Si la question climatique est moins rentable médiatiquement qu'elle ne le fut jusqu'en 2007, c'est parce qu'elle est véritablement devenue une priorité politique ce qui s'est traduit par une moindre centralité des journalistes dans la configuration au principe de la construction publique de ce problème social.**

Mais cette nouvelle phase de la carrière médiatique du problème ne s'accompagne pas d'une profonde reconfiguration des acteurs qui le définissent publiquement. Le cadrage du problème conserve donc ses principales propriétés. La seconde hypothèse de cette étude se trouve invalidée. Les journalistes couvrent moins souvent l'actualité médiatique mais ce qu'ils en disent varie peu. Dans l'ensemble, ils continuent de se référer aux mêmes types de sources. Une nuance peut toutefois être apportée à ce constat. En effet, alors que le problème climatique perd de sa surface médiatique, il devient simultanément un lieu commun du débat public. Cette

modification de statut symbolique s'explique et se traduit socialement par une diversification des personnes amenées à s'exprimer sur cette question dans les médias.

La seconde partie de cette étude conforte ces différentes observations et interprétations en se focalisant cette fois sur la médiatisation des scientifiques du climat et donc, en creux, de leurs « adversaires » à savoir les « climato-sceptiques ». Notre troisième hypothèse, qui voudrait que le consensus scientifique sur la question climatique se délite, est à son tour invalidée. Sauf à maintenir la loupe sur les quelques reportages et articles ayant fait écho aux « points de vue dissonants » ou à continuer de croire qu'Internet va soudainement et massivement révolutionner la structure des débats publics, force est de constater que **les « climato-sceptiques » sont globalement maintenus à l'écart de l'espace du dicible médiatique sur le problème climatique. Inversement, les scientifiques qui s'inscrivent dans le giron du GIEC représentent toujours, pour la grande majorité des journalistes, l'autorité légitime en matière de science climatique.** Là encore, ces constats s'expliquent aisément dès lors que l'on s'intéresse aux ressorts sociaux de la médiatisation des sciences du climat depuis une dizaine d'années.

Mais si la solidité et la fermeté du consensus scientifique sur le problème climatique perdurent dans les médias généralistes de grande audience, deux nuances doivent être apportées à cette réalité. D'une part, **ce consensus a, pour la première fois, été fragilisé puisque les « points de vue dissonants » ont obtenu une visibilité médiatique qui, si elle est objectivement marginale, n'en demeure pas moins symboliquement inédite.** D'autre part, **ce qui vaut pour les médias généralistes ne vaut pas nécessairement pour tous les espaces de discussions publiques.** Divers témoignages, sur lesquels nous reviendrons, font ainsi état d'une progression des arguments « climato-sceptiques » dans d'autres arènes du pouvoir comme la haute administration de la recherche (Godard, 2012). Ces deux nuances pourraient ainsi être des indices d'une structuration collective des courants « climato-sceptiques » jusque-là plutôt éclatés et personnalisés.



Seconde partie

Les scientifiques du climat font toujours autorité dans les médias généralistes

L'affirmation d'un consensus scientifique sur l'origine anthropique des changements climatiques (et la véracité d'un effet de serre artificiel) constitue un point de départ incontournable de la problématisation publique de la question du climat. La mise en cause de ce consensus aurait donc comme éventuelle conséquence de ne plus faire des changements climatiques un problème redevable de choix politiques. On mesure ainsi l'enjeu que représente la légitimité des scientifiques du climat dans la construction publique du problème climatique. Or depuis les années 1980 au moins, les sciences du climat ainsi que leurs hypothèses, devenues par la suite des résultats scientifiques, ont été critiquées par des acteurs aux positionnements divers.

En France, un livre comme celui d'Yves Lenoir, titré « La vérité sur l'effet de serre. Histoire d'une manipulation planétaire » et publié en 1992 dans le contexte de l'appel d'Heidelberg (appel contre « l'écologie irrationnelle » et signé par plus de 250 intellectuels), offre un exemple de ces premières « attaques » contre l'idée d'un problème climatique. Plus récemment, durant l'été 2006, Claude Allègre s'en est également pris aux scientifiques du climat, au GIEC ou encore aux enjeux politiques sous-tendus par le problème climatique. Dans sa chronique intitulée « *Les neiges du Kilimandjaro* » et parue le 21 septembre 2006 dans *L'Express*, l'ancien ministre de l'éducation va jusqu'à récuser le caractère anthropique du « réchauffement climatique ». Dans les jours qui suivent, Sylvestre Huet (journaliste scientifique à *Libération*) rédige un article destiné à répondre à Claude Allègre mais sa rédaction refuse de le publier. Il alerte alors ses confrères et les scientifiques du climat qu'il côtoie depuis une dizaine d'années. Ces derniers adressent un courrier de protestation à la direction de *L'Express* ainsi qu'à de nombreuses institutions scientifiques et publiques telles que l'Académie

des sciences, l'institut national des sciences de l'univers ou le ministère de la recherche. Le 4 octobre 2006, Stéphane Foucart (journaliste scientifique du *Monde*) rend public cette action collective de contestation à laquelle participent de nombreux climatologues et qualifie le géophysicien de « scientifique incorrect ». Sylvestre Huet parvient alors à publier, le 5 octobre, un papier dans lequel il témoigne de « l'émoi » de la communauté scientifique française et accuse ouvertement Claude Allègre de « mauvaise foi ».

En préambule de la seconde partie du rapport, ces éléments posent le décor. Les affrontements autour du consensus scientifique sur les changements climatiques et le problème qu'ils représentent, dépassent souvent le cadre scientifique pour se situer aussi sur le plan des valeurs. Ravivées d'une façon inhabituelle entre juillet 2009 et juillet 2010 (voir *infra*), ces tensions génèrent des interprétations et des analyses « à chaud » qui souffrent d'un manque d'objectivité et de lucidité lorsque par exemple elles dénoncent le « succès médiatique » ou la « nouvelle vague médiatique de climato-scepticisme » (Godard, 2012). S'il faut s'interroger sur les causes et les enjeux de la visibilité médiatique obtenue par les « voix dissonantes » - c'est-à-dire les raisonnements qui contestent les principales conclusions du GIEC ou l'urgence du problème climatique - il importe tout autant, si ce n'est plus, de comprendre pourquoi ces points de vue ne parviennent pas à modifier le cadrage public des enjeux climatiques.

Le premier chapitre répond à cette double interrogation. Il propose également des éléments pour apprécier le rôle d'Internet dans la structuration de ce cadrage des enjeux climatiques dans les espaces de débat public. Le second chapitre se concentre sur la principale caractéristique de la médiatisation des sciences du climat à savoir la solidité et la permanence de leur autorité dans le débat public. Il pointe du doigt la visibilité accrue des savoirs techniques et des ingénieries, ce qui accentue une vision de la science au service de la société. Enfin, un chapitre conclusif suggère des stratégies de communication qui pourraient être envisagées pour consolider encore davantage l'emprise des sciences du climat sur la définition et la valorisation médiatique de la question climatique.

Chapitre 4

Où sont les « climato-sceptiques » ?

Entre 1996 et 2006, sur les 818 personnes interrogées dans les journaux télévisés du soir de TF1 et France 2, aucune ne remet en cause le consensus scientifique qui soutient le problème climatique. A quelques exceptions près, les « voix dissonantes » n'ont pas eu droit au chapitre dans les médias généralistes entre 2000 et 2007. Les données présentées ci-après montrent qu'en dépit d'une inflexion fin 2009 et début 2010, cette tendance se poursuit entre 2007 et 2011. Cela confirme la consistance du cadrage du problème qui a su se montrer imperméable à des points de vue pouvant le remettre radicalement en cause. Mais cela tient aussi à des réalités sociales et en particulier aux efforts entrepris par les gardiens de ce cadrage pour stigmatiser ceux qu'ils qualifient de « climato-sceptiques » voire de « négationnistes du climat ». Face à l'efficacité de cette mobilisation, le déploiement des « points de vue dissonants » sur Internet n'a, à ce jour, pas vraiment eu d'effets sur la manière dont les discussions à propos des enjeux climatiques s'organisent dans les espaces publics de forte audience.

La visibilité circonscrite des « voix dissonantes »

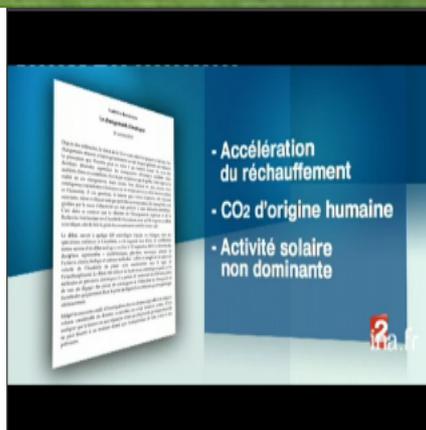
Dans notre corpus, la part des reportages et articles faisant mention des arguments défendus par les « points de vue dissonants » est très mince. **Sur les 1423 articles du *Monde* que nous avons analysés, une trentaine seulement rend visible les « climato-sceptiques » ou leurs arguments.** Dans l'ensemble de ce corpus, Allègre apparaît à vingt reprises (contre 77 mentions pour le GIEC par exemple³⁵). Cette visibilité est par ailleurs circonscrite dans le temps dans la mesure où les « voix dissonantes » accèdent aux colonnes du quotidien essentiellement au premier semestre 2010. **Seul huit articles de *L'Express* sur les 173** que compte notre corpus évoquent les raisonnements qui se démarquent du consensus autour des conclusions du GIEC. Sur **France 2, deux**

³⁵ Chiffre qui ne comptabilise pas les nombreux scientifiques interviewés et dont la parole se situe dans le giron du GIEC.

reportages sur 321 font état de la « controverse » qui animerait la communauté scientifique. Le premier, intitulé: « Réchauffement climatique, mythe ou réalité » date du 10/11/2009 et se prolonge par un débat entre Jean Jouzel et Vincent Courtillot sur le plateau de David Pujadas. Le second, intitulé: « Réchauffement climatique: bataille d'experts », est diffusé le 29/11/2010. Il revient sur le débat qui s'est déroulé à l'académie des sciences³⁶ et sur le rapport qui en a découlé. Les images ci-dessous, extraites de ce second reportage, illustrent d'ailleurs comment les médias peuvent mettre en scène la « controverse » scientifique. La métaphore du match de rugby laisse penser que scientifiques du climat et « climato-sceptiques » s'affrontent sur le même « terrain ». Cependant, les seconds sont présentés comme minoritaires (trois vs quatre), le reportage mettant l'accent sur le soutien de l'académie des sciences aux climatologues.

³⁶ Ce débat s'est déroulé le 20 septembre 2010. Il avait notamment pour objectif officiel de faire le point sur l'état des connaissances scientifiques sur les changements climatiques.

Illustrations 2. JT de France 2, 29 novembre 2010.
Sujet Intitulé: « Réchauffement climatique : bataille d'experts »



Enfin, du côté de **TF1**, dans **aucun des 311 sujets** qui sont consacrés aux enjeux climatiques entre 2007 et 2011, il n'est fait écho aux « climato-sceptiques » ou à leurs arguments. **A l'inverse**, au sein du JT, la rédaction met en place à partir de décembre 2009 **un bilan mensuel des émissions carbone des Français**. Ce dispositif est mené en partenariat avec l'école des Mines Paristech et Jean-Marc Jancovici qui est l'un des principaux entrepreneurs de la cause climatique auprès des professionnels de l'information³⁷.

La maigre surface médiatique allouée aux « points de vue dissonants » est redoublée par la manière dont ceux-ci sont traités par les journalistes. **Lorsque ces-derniers**

³⁷ http://www.wat.tv/video/eco2-climat-est-quoi-1ys0f_2exyh_.html - <http://videos.tf1.fr/jt-20h/eco-2-climat-la-consommation-des-francais-a-baisse-en-decembre-6985513.html> Sites consultés le 3 juin 2012. Ce dispositif « ECO2 Climat » est par ailleurs révélateur de la persistance des cadrages « individualisants » dans le débat public.

mentionnent les « climato-sceptiques », ils s'emploient généralement à les discréditer. Ainsi, au sein de *L'Express*, la journaliste en charge de la science et de l'environnement entame un article intitulé « Les esprits s'échauffent sur le climat » et publié en mai 2008, en soulignant que Claude Allègre « *conserve une aura médiatique inversement proportionnelle à la rigueur de ses arguments* ». Dans une chronique qu'il diffuse le 6 avril 2010 Christophe Barbier estime, quant à lui, que « *les écolo-catastrophistes sont les meilleurs alliés d'Allègre l'approximatif* ». Deux autres journalistes de cette même rédaction qualifieront les porteurs de « voix dissonantes » de « *pseudo-spécialistes* ». Au sein du *Monde*, nous y reviendrons, l'ensemble des journalistes spécialisés dans les enjeux environnementaux et scientifiques se mobilise pour non seulement faire barrage aux arguments « climato-sceptiques » mais également pour déconstruire leurs scientificité apparente. Les quelques fois où des « points de vue dissonants » parviennent à pénétrer les colonnes du quotidien, pour par exemple y publier une tribune, ce n'est jamais à l'initiative d'un journaliste spécialisé.

Qu'elles soient quantitatives ou qualitatives, nos observations convergent et nous permettent donc d'affirmer le caractère très circonscrit de la visibilité médiatique des idées qui revendiquent le droit au doute et au « scepticisme scientifique » pour contester le consensus scientifique sur l'importance du problème climatique. Pour autant, notre corpus, s'il prétend être représentatif des principales caractéristiques du cadrage public de ces enjeux, n'est pas exhaustif. **Les « voix dissonantes » ont donc pu rencontrer des conditions plus propices à leur mise en visibilité dans d'autres espaces de débat public.** Dans les médias *offline* (pour ce qui concerne Internet, voir *infra*), les chroniques et tribunes de presse écrite, les dossiers de *newsmagazines* ou les émissions audiovisuelles de débats semblent ainsi représenter les terres d'élection des « points de vue dissonants » sur le climat. Ces derniers profitent de la réussite du travail de valorisation journalistique du problème climatique qui intéresse désormais un panel de professionnels de l'information qui ne se réduit plus aux seuls spécialistes. Ce décroisement médiatique se traduit par l'affichage des enjeux liés au climat dans des vitrines médiatiques qui privilégient les confrontations d'opinion et rejettent les conceptions consensuelles des problèmes³⁸. Les « points de vue dissonants » y accèdent

³⁸ Les professionnels (éditorialistes, rédacteurs en chef, journalistes-animateurs) qui régulent ces espaces ne partagent pas les mêmes normes professionnelles que les journalistes des rubriques « sciences » ou « environnement ». Ils considèrent que la science doit être traitée de la même manière que la politique, c'est-à-dire avec une certaine équivalence entre les points de vue contradictoires afin de satisfaire aux

donc plus facilement que dans les pages sciences ou environnement. Pour ce faire, ils s'appuient généralement sur la publication d'un ouvrage et s'appliquent à convertir médiatiquement cette existence éditoriale. **Entre 2008 et 2010, pas moins de neuf ouvrages aux tonalités « climato-sceptiques » ont ainsi été édités**³⁹. Ils ont alors bénéficié de recensions et suscité des réactions dans certaines rubriques ou émissions de débats.

Mais si les « points de vue dissonants » parviennent à obtenir un certain écho public, **leur visibilité est toutefois restreinte à des espaces médiatiques spécifiques et moins consommés dans la mesure où ils s'adressent à des audiences qui possèdent généralement un niveau de diplôme élevé**⁴⁰. Si « vague médiatique de climato-scepticisme » il y a, celle-ci est socialement située et se propage dans des espaces de discussions publiques où se rencontrent essentiellement des élites intellectuelles, politiques et économiques. L'inquiétude suscitée par ces percées médiatiques des « voix dissonantes » au sein des entrepreneurs de la cause climatique tient d'ailleurs en partie à l'intégration sociale de ces derniers dans des univers sociaux cultivés. Leurs sociabilités familiales, amicales ou professionnelles sont en effet majoritairement composées de personnes disposées à consommer ces types de productions médiatiques. Etant par ailleurs engagés dans une lutte qui met à partie différentes fractions des élites, ils sont les plus enclins à scruter ces relais médiatiques de leurs « adversaires ». Il s'ensuit un « effet loupe » qui leur donne l'impression que ces percées seraient des gouffres⁴¹ dans lesquels tous les médias, et avec eux « l'opinion

exigences de « l'objectivité journalistique » (voire *infra* le chapitre conclusif ; sur les écueils de l'objectivité journalistique en matière scientifique, voire également Boykoff & Boykoff, 2004).

³⁹ Serge Galam, *Les scientifiques ont perdu le Nord. Réflexions sur le changement climatique*, Paris, Plon, 2008 ; Jean-Michel Bélouve, *La Servitude climatique. Changement climatique, business et politique*, Liber Media-Michel Bénard Éditeur, 2009 ; Christian Gerondeau, *CO₂, un mythe planétaire*, Paris, Éditions du Toucan, 2009 ; Claude Allègre, *L'Imposture climatique ou la fausse écologie*, Paris, Plon, 2010 ; Hacène Arezki, *Climat, mensonges et propagande*, Thierry Souccar Éditions, 2010 ; Étienne Dubuis, *Sale temps pour le GIEC*, Lausanne, Favre, 2010 ; Sylvie Brunel et Jean-Robert Pitte (dir.), *Le ciel ne va pas nous tomber sur la tête. 15 grands scientifiques géographes nous rassurent sur notre avenir*, Paris, J.-C. Lattès et Société de géographie, 2010 ; Drieu Godefridi, *Le GIEC est mort. Vive la science !*, Louvain La Neuve, Texquis, 2010 ; Benoît Rittaud, *Le Mythe climatique*, Paris, Seuil, 2010.

⁴⁰ L'enquête menée sous la direction de James Painter aboutit à des résultats qui rejoignent ceux présentés ici. James Painter, *Poles Apart : The international Reporting of Climate Skepticism*, Oxford, The Reuters Institute for the Study of Journalism, 2011, p. 2.

⁴¹ La note publiée le 16 novembre 2009 par Sylvestre Huet sur son blog et intitulée « Climat : l'épisode Jouzel versus Courtillot sur France 2 » est symptomatique de cet « effet loupe ». Le propos, acerbe, se focalise en effet sur un cas, la visibilité des « points de vue dissonants » dans les JT, qui ne s'est en fait produit qu'à deux reprises (voir : <http://sciences.blogs.liberation.fr/home/2009/11/climat-france2-d%C3%A9rape.html> - consulté le 3 juin 2012). Dans un registre similaire, voir également la « Lettre ouverte aux journalistes qui ouvrent leurs colonnes - ou leur antenne - à n'importe qui et n'importe quoi

publique », basculeraient. **Il convient donc de ne pas négliger les répercussions symboliques que la visibilité médiatique des « points de vue dissonants » a pu engendrer parmi certains milieux sociaux.** Dans les affrontements au sein du champ du pouvoir, on peut supposer que le moindre espace grignoté par les « voix dissonantes » dans le débat public pourrait déséquilibrer des rapports de force instables et fragiliser des positions laborieusement conquises par les entrepreneurs du problème climatique⁴².

En somme, la marginalité objective des « points de vue dissonants » dans le débat public ne doit pas obscurcir la secousse symbolique que leur visibilité médiatique inédite a pu générer dans certains espaces sociaux. Mais en retour, ce poids symbolique ne doit pas être exagéré et généralisé à l'ensemble du cadrage public du problème climatique qui, nous avons commencé à le montrer, reste largement étanche aux raisonnements « climato-sceptiques ».

La mobilisation « efficace » des journalistes spécialisés et de leurs « alliés » scientifiques

Cette étanchéité ne va pas de soi. Elle est le produit d'une résistance des définisseurs du problème climatique et en particulier, ici, des journalistes spécialisés ainsi que de leurs appuis scientifiques. L'épisode, évoqué plus haut, des réactions suscitées par les chroniques d'Allègre dans *L'Express* en 2006 s'est par exemple répété au cours du premier semestre 2010. En réponse au livre de l'ancien ministre de l'éducation, « L'imposture climatique ou la fausse écologie » (Plon, février 2010), Sylvestre Huet (journaliste scientifique à *Libération*) publie un ouvrage intitulé « L'imposteur, c'est lui. Réponse à Claude Allègre » (Stock, avril 2010)⁴³. En octobre 2010, c'est au tour de

en matière de climat (et de science) pourvu que ça mousse » publié en mars 2010 sur son site par Jean-Marc Jancovici : <http://www.manicore.com/documentation/climatosceptiques.html> - Consulté le 18 juillet 2012.

⁴² C'est notamment ce que révèlent en creux les positions de Stéphane Foucart (2010 – voir *infra*) ou d'Olivier Godard (2012) lorsqu'ils décortiquent avec inquiétude les réseaux d'influence que les « climato-sceptiques » seraient en train de constituer (ils mentionnent par exemple les amitiés entretenues par Allègre avec des « faiseurs d'opinion » de droite comme de gauche et la circulation de ses « thèses » dans de nombreuses conférences ou colloques tant académiques qu'institutionnels. Ils évoquent également la création de sa fondation « Ecologie d'avenir » dont les soutiens libéraux ne sont pas neutres).

⁴³ **Simultanément, les scientifiques du climat s'organisent** sous la houlette de Valérie Masson-Delmotte (CNRS-Polytechnique) et Edouard Bard, professeur au collège de France. Une lettre-pétition est ainsi signée au printemps 2010 par 600 chercheurs français travaillant sur ces questions, puis envoyée aux responsables ministériels, aux directeurs des établissements publics de recherche et aux responsables des principales institutions académiques. L'enjeu est alors d'obtenir un soutien explicite de la part des instances décisionnaires compétentes et concernées afin de consolider leur légitimité institutionnelle et

Stéphane Foucart de publier une enquête contre les ruses des « climato-sceptiques » qui, selon lui, dénigrent la science et pervertissent la démocratie (« Populisme climatique : Allègre et Cie, enquête sur les ennemis de la science », Paris, Denoël, 2010). Il s'en prend plus particulièrement à Claude Allègre et à son collègue directeur de l'institut de physique du globe, Vincent Courtillot. Ces deux ouvrages⁴⁴ constituent la partie émergée d'un iceberg, celui de la défense du consensus climatique au sein des rédactions.

Après s'être mobilisés (parfois avec « acharnement ») plusieurs années durant pour valoriser le problème du climat auprès de leurs confrères et hiérarchies, les journalistes en charge des enjeux environnementaux et scientifiques ne sont pas disposés à retourner leur veste de sitôt. Depuis le début des années 2000, ils nouent des liens réguliers avec des scientifiques du climat qui ont entrepris de les épauler pour qu'ils puissent comprendre les enjeux mais également bénéficier (par procuration) de leur autorité scientifique et ainsi être en mesure d'« alerter » avec assurance leurs rédactions sur les enjeux climatiques. Ces journalistes ont produit des milliers d'articles et des centaines de reportages attestant de l'urgence climatique et encourageant leurs lecteurs à prendre en main le destin de la planète. Dans ces conditions, on imagine assez mal qu'ils puissent accorder beaucoup de considération aux arguments « climato-sceptiques » (si ce n'est, comme nous l'avons vu à propos de *L'Express*, pour mieux les disqualifier), ni même laisser leurs confrères relayer impunément « les points de vue dissonants ». A titre illustratif, Nicolas Chateaufort raconte qu'après le débat entre Jouzel et Courtillot organisé par Pujadas (voir *supra*), il est allé exprimer son mécontentement au présentateur des JT du soir de *France 2*, estimant que ce dernier n'avait pas su équilibrer le débat qui avait, selon lui, tourné à l'avantage du compère d'Allègre. Il explique qu'un an après cet épisode, en novembre 2010, il a dû « se battre » pour imposer un sujet relatant les conclusions de l'académie des sciences. A cette occasion, il a pu constater que l'enthousiasme des rédacteurs en chef pour ce dossier était retombé.

« Typiquement, les rédacteurs en chef étaient très frileux en fait car les redac' chef n'ont pas une très grande culture générale sur la science. Ils étaient effrayés par les résistances, Stéphane pourra aussi parler des résistances et des discussions animées qu'il y a eu au sein des

scientifique dans le champ de pouvoir. Cette lettre demandait par ailleurs l'organisation d'un débat scientifique lequel a donc eu lieu le 20 septembre 2010 à l'Académie des sciences.

⁴⁴ Le « combat » de Sylvestre Huet et Stéphane Foucart a été récompensé fin mai 2012 par le prix Diderot Curien de l'académie des musées et centres pour le développement de la culture scientifique, technique et industrielle.

rédactions. Je me rappelle, à un moment, je n'arrêtais pas de titiller mes rédacteurs en chef pour leur dire « écoutez c'est incroyable, on a donné la parole aux climato-sceptiques, on a relayé leurs thèses, elles ont été démontées et balayées lors des conférences et on en parle pas, je ne trouve pas ça très justifié. » Je trouve normal qu'il y ait un droit de suite et finalement ils m'ont laissé faire... » (Nicolas Chateaufeuf, discussion du 4 juin 2012).

En matière de science, et contrairement au préjugé selon lequel les médias préfèrent systématiquement les conflits et les oppositions, les professionnels de l'information semblent parfois privilégier le traitement de sujets dont les certitudes scientifiques sont stabilisées. De même que de nombreux journalistes soulignent qu'à la fin des années 1990 la difficulté à trouver un scientifique français acceptant d'affirmer publiquement le consensus sur l'origine anthropique des changements climatiques, ne permettait pas de multiplier les sujets sur ce problème ; toute déstabilisation de ce consensus peut désormais freiner l'entrain des décideurs médiatiques à traiter les enjeux climatiques. Mais cette même prudence (qu'elle soit justifiée ou pas) explique tout autant pourquoi ils ne vont pas pour autant embrasser les thèses des « sceptiques ». Tant que celles-ci n'auront pas obtenu une solide caution scientifique, il est improbable qu'elles puissent bouleverser les représentations que les rédacteurs en chef se font du problème et donc qu'elles soient en mesure d'en impacter la définition médiatique. Si bien que les remises en cause du GIEC et du consensus dont il est le garant ont simplement pu encourager certaines rédactions à ralentir voire à suspendre la médiatisation de la question climatique. La dynamique d'érosion de sa visibilité médiatique aurait ainsi été accentuée. L'éventuelle lassitude des rédacteurs en chef à l'égard de ces enjeux aurait été redoublée par cette fragilisation du consensus climatique. **Mais cette hésitation est restée circonstancielle.** La mobilisation des journalistes spécialisés associée à celles des scientifiques, qui s'est soldée par le rapport de l'académie des sciences (suite au débat du 20 septembre 2010) venant « clore » la déstabilisation entreprise par les « voix dissonantes »⁴⁵, ont permis aux scientifiques du climat de renforcer leur autorité auprès des médias. **On peut en effet supposer qu'en sortant victorieux de cette épreuve critique le consensus climatique s'est affermi.** De même qu'ils ont dû se mobiliser pour valoriser le problème climatique au sein de leurs rédactions, les journalistes en charge de cette actualité et leurs « sources » scientifiques ont donc dû maintenir leurs efforts pour surmonter cette épreuve de

⁴⁵ L'interprétation dominante qui a été faite par les médias généralistes de ce rapport est qu'il venait refermer les doutes ouverts par les « climato-sceptiques » en réaffirmant la véracité des thèses des climatologues.

contestation, laquelle représente à bien des égards un revers de la médaille médiatique obtenue.

A ces éléments rendant compte des logiques n'ayant pas permis aux « voix dissonantes » de restructurer le cadrage médiatique du problème climatique, s'ajoute des réalités propres à la sphère des « climato-sceptiques » au sein de laquelle on ne rencontre d'ailleurs aucun spécialiste des sciences du climat mais plutôt des chercheurs ou des intellectuels gravitant dans des domaines de connaissances voisins. Ces derniers souffrent visiblement d'un manque d'organisation collective. Cette mouvance se révèle très disparate et peu coordonnée. Aux figures pionnières du « climato-scepticisme » (Lenoir, Allègre, Courtillot, Galam, etc.) se sont ajoutés des géographes (Brunel), des mathématiciens (Rittaud), des intellectuels (Levy-Leblond ou Ewald) ou encore des hauts-fonctionnaires (Gérondeau). A l'inverse de la situation américaine où les « points de vue dissonants » sont promus par des collectifs bien structurés (*cf.* les investigations d'Oreskes et Conway, 2010) en France ces idées sont portées par des personnalités aux motivations diverses, issues d'univers variés et qui peinent à s'exprimer au nom d'un groupe⁴⁶.

Pour ne pas paraître isolés certains invoquent alors les « membres de la communauté scientifique, certes aujourd'hui très minoritaires, qui contestent cette interprétation »⁴⁷. Bénéficiant des critiques dont le GIEC est l'objet sur la scène internationale, ils importent et instrumentalisent ces polémiques en vue de monter leurs arguments en généralité, de se constituer des appuis extérieurs et ainsi d'accroître le crédit de leurs prises de position. De même, toujours pour augmenter leurs chances de trouver des soutiens au sein, mais surtout, en dehors du champ scientifique, ils mélangent les genres argumentatifs (science, éthique, politique, etc.) pouvant dénoncer dans un même article les méthodes scientifiques, la hiérarchie des « urgences » ou les mesures prises⁴⁸. Mais en dépit de ces efforts, ils restent généralement présentés par les journalistes comme des « contestataires » éparses et dépourvus d'assises collectives. Il

⁴⁶ Ce trait caractéristique de la nébuleuse « climato-sceptique » fragilise un lieu commun qui circule au sujet de leurs motivations. Celles-ci seraient en effet animées par des idéologies rationalistes ou productivistes voire libérales. Pourtant, si la variable idéologique était opératoire, sans doute aurait-elle permis une meilleure coordination de ces « points de vue dissonants ». Par ailleurs, nous avons pu observer que les logiques néolibérales s'accommodaient parfaitement du problème climatique. Les logiques du marché capitaliste ont en effet remarquablement vidé le problème climatique de son potentiel subversif. Dans ces conditions, on comprend mal pourquoi le fait d'être un défenseur du marché serait un motif de « dissonance climatique ».

⁴⁷ Claude Allègre, « Claude Allègre répond aux chercheurs », *L'Express*, 5 octobre 2006

⁴⁸ Sur ces stratégies discursives des « voix dissonantes », voir Aykut, Comby, Guillemot, 2012

est davantage question de quelques scientifiques ou intellectuels que d'une communauté scientifique structurée ou de groupes de pression organisés⁴⁹.

L'influence limitée d'Internet

Les processus de sélection et de hiérarchisation de l'information sur le climat étant donc toujours maîtrisés par les entrepreneurs de la cause climatique, les portes des médias généralistes s'ouvrent rarement aux « points de vue dissonants ». Pour contourner cet état de fait, ceux-ci vont donc se déployer sur Internet. Depuis une petite dizaine d'années, la toile voit ainsi bourgeonner des blogs et des sites visant à donner une visibilité publique aux raisonnements des « climato-sceptiques »⁵⁰. Particulièrement sensibles à l'apparition de ces discours « dissidents » sur Internet, les entrepreneurs du problème climatique vont s'en inquiéter. Souvent persuadés de l'impact de ces sites « dissidents » sur le débat public à propos du climat, ils vont s'employer à les critiquer, contribuant finalement, de façon involontaire et paradoxale, à leur offrir un relai (assez inespéré pour ces sites) en dehors du web. Par ailleurs, se prenant pour des spécialistes de l'analyse sociologique des médias, ils critiqueront à plusieurs reprises les enquêtes telles que celle présentée ici dans la mesure où, ne tenant pas compte d'Internet, elles passeraient à côté de l'essentiel⁵¹. Tout se jouerait désormais sur la toile qui aurait été conquise par les « climato-sceptiques » lesquels seraient, par là même, en mesure de renverser le consensus climatique au principe de la problématisation publique du problème des dérèglements du climat.

Ces craintes à propos d'une « contamination » d'Internet, et donc des discussions publiques, par la « propagande climato-sceptique » reposent sur deux croyances bien ancrées mais qui ne résistent pourtant pas à au moins trois réalités sociales.

⁴⁹ Les journalistes présentent ces acteurs comme étant relativement « seuls contre tous », sur le mode « Vincent Courtillot répond à ses détracteurs » (*Le Monde*, 3 avril 2010).

⁵⁰ Parmi les plus réputés, on peut mentionner : <http://www.co2science.org/> - <http://climat-sceptique.over-blog.com/> (Inactif depuis 2008 mais pionnier dans le genre) - <http://www.pensee-unique.fr/index.html> - <http://www.skyfall.fr/>. Sites consultés le 19 juillet 2012.

⁵¹ Le 4 juin 2012, Stéphane Foucart nous reproche par exemple de mesurer « l'insuccès des climato-sceptiques à l'aune de ce qui passe dans les médias généralistes » or, selon lui, « ce n'est plus la façon de faire parce qu'aujourd'hui Internet a un poids énorme. »

Ceux qui s'inquiètent de la présence des « climato-sceptiques » semblent tout d'abord sous-estimer le fait que, comme des cartographies du web semblent l'indiquer⁵², dans l'océan des sites écologiques (qu'ils soient institutionnels, associatifs, personnels ou scientifiques), les centaines de pages « climato-sceptiques » ont un faible poids. Mais surtout, être présent sur Internet ne signifie pas nécessairement qu'on y est visible. Car contrairement aux conceptions selon lesquelles le web serait un espace fluide, anarchique et sans structures, les dernières recherches en sociologie des médias montrent qu'il s'agit plutôt d'un espace structuré et hautement hiérarchisé. Il est vrai que les processus de sélection qui prévalent dans les médias *offline* n'existent pas sur la toile, laquelle est ainsi accessible à tous les points de vue. Toutefois, pour être vu (et non simplement présent) sur Internet, il faut se constituer une réputation. Or dans cette lutte pour la 'cyber-reconnaissance', les mécanismes d'attribution du prestige qui opèrent en dehors du web continuent d'être primordiaux. Autrement dit, pour être puissant sur Internet, il faut d'abord être puissant en dehors du « réseau des réseaux ». Il s'ensuit que ce n'est pas tant Internet qui travaille les débats publics *offline* que les hiérarchies établies dans ces débats publics qui sont réfractées sur la toile. C'est en tout cas ce qu'affirment les sociologues ayant travaillé sur ces problématiques. Selon Ray Maratea (2008, p.148 & 155) : « *The influence of blogs tends to fluctuate higher when problem claims receive mainstream media coverage (...) claims generated in the blogosphere appear to be no less reliant on the standard principles of selection than those constructed in traditional arenas. Most notably, the competition for scarce public attention and the limited carrying capacity of mass media both remain fundamental elements of the social problems process; the majority of claims generated in the blogosphere have failed to receive attention from mainstream journalists. This suggests that traditional media still perform an essential gatekeeping function by filtering newsworthy issues from the blogosphere* ». Contrairement à la croyance selon laquelle Internet viendrait bouleverser la structure des discussions publiques et l'état des rapports de force entre les protagonistes en présence, l'examen objectif de la réalité sociale indique qu'à l'heure d'aujourd'hui, il n'en est rien (ou pas grand chose – à ce sujet, voir également : Cardon, 2010). **Cela signifie que, comme nos données sur les médias généralistes *offline* le confirment, Internet ne constitue pas (en tout cas à ce jour) un instrument**

⁵² L'analyse présentée le 28 octobre 2010 par Franck Ghitalla (Inist/CNRS) et Mathieu Jacomy (Medialab, Sciences Po, Paris) au Musée des arts et métiers, montrait notamment la faible surface occupée sur le web par les controverses relatives à l'Arctique comme témoin des changements climatiques.

pouvant permettre aux « points de vue dissonants » de bousculer l'hégémonie des tenants du GIEC dans la problématisation des enjeux climatiques en France.

La deuxième croyance qui génère des inquiétudes concerne « l'opinion publique ». Même si les « points de vue dissonants » présents sur Internet sont rarement visibles dans les médias généralistes de grande audience, ils deviennent, grâce à Internet, accessibles à tous et pourraient donc « ruiner » la légitimité des sciences du climat auprès d'une fraction, même restreinte et éclairée, du « grand public ». Pourtant, cela serait oublier une troisième réalité sociale qui veut que, sur Internet plus encore qu'avec les médias *offline*, l'exposition des individus à l'information est sélective. C'est-à-dire que les personnes s'exposent rarement à des questions qui ne les intéressent pas et à des opinions avec lesquelles ils ne sont pas d'accord. Cet axiome de base de la sociologie des médias explique en partie pourquoi Internet ne fait pas plus l'opinion que les médias dits traditionnels (sur le vrai faux problème des « effets des médias » sur les gens, voir la synthèse de cinquante années de recherche réalisée par Brigitte Le Grignou, 2003). Or en matière climatique, les personnes qui visitent des sites climato-sceptiques ont, *de facto*, un profil particulier et *a priori* peu répandu. Ils sont à la fois disposés à s'intéresser à ces questions au point d'aller chercher des informations complémentaires sur Internet⁵³ et enclins à examiner des affirmations contestant un consensus scientifique reconnu par la plupart des instances académiques, politiques et médiatiques. Autrement dit, il y a peu de chance que la majorité des français soit sensible à la présence sur Internet des « voix dissonantes » sur le climat. Pour la plupart des individus, la légitimité des sciences du climat se joue ailleurs, comme par exemple dans leurs rapports à la science et donc au savoir en général, rapports qui, loin d'être dictés par les médias, s'élaborent au gré d'expériences sociales sédimentées (sur la manière dont les individus appréhendent le problème climatique, voir notamment Comby, 2011⁵⁴ - **de nouvelles enquêtes pour sonder en profondeur la manière dont**

⁵³ A titre indicatif et pour donner un ordre de grandeur, on évalue à 6% la part des internautes français qui vont rechercher une information « alternative » en consommant des *pure players*, c'est-à-dire des médias qui ne sont présents que sur la toile (Cevipof, 2010, p.7 - <http://www.cevipof.com/fr/mediapolis/rapport/>).

⁵⁴ Les travaux de Matthew Nisbet sur la situation américaine montre également que la proportion des personnes se déclarant sceptiques quant au problème climatique n'est pas corrélée à la visibilité plus importante des « voix dissonantes » dans les journaux américains. Nisbet rappelle d'ailleurs que cette visibilité n'est pas débordante dès lors, comme il invite à le faire, que l'on prend en compte l'ensemble des messages produits dans les espaces publics américains par des acteurs qui promeuvent « l'urgence écologique ». Voir par exemple :

les individus élaborent des jugements ou des raisonnements pour appréhender le problème climatique seraient d'ailleurs bienvenues.)

https://docs.google.com/viewer?a=v&q=cache:N9oWBmZU3FAJ:climateshiftproject.org/wpcontent/uploads/2012/05/Nisbet_NAS_UPDATED.pptx+&hl=fr&pid=bl&srcid=ADGEESh0DxeprcHqz12yGgGakC26GAAVqOS1jYs3omNXbMzE5G4EXUeWmVRlvtatjx7qpVdY21joSV79FZWNPu8t8Y4M514Ai3ThnukXBFeG0mcOkxBoDuetNLDer7Pxf3uGjO-SKn&sig=AHIEtbQ2rzUuFyKRyrRyZjOeFKcdevv7PQ (Consulté le 23 juillet 2013)

Chapitre 5

La médiatisation des sciences du climat : une crédibilité bien ancrée

La visibilité médiatique inhabituelle des arguments « climato-sceptiques » dans les médias généralistes n'a donc entamé ni la substance ni les contours du cadrage dont le problème climatique fait l'objet dans le débat public. La définition médiatique des enjeux liés aux dérèglements des climats continue de s'appuyer sur l'autorité des climatologues dont la crédibilité n'a pas été entachée. Ces derniers sont d'ailleurs sollicités par les journalistes davantage pour cautionner l'importance du problème que pour en expliquer les causes. Plus avant, de nouveaux acteurs présentés comme « scientifiques » apparaissent plus fréquemment dans les médias étudiés (et notamment dans *Le Monde*) que par le passé. Il s'agit d'ingénieurs ou de chercheurs qui s'efforcent de trouver des solutions pour résoudre le problème du surplus d'émissions de GES. Se dégage alors une vision utilitariste d'une science engagée pour trouver des solutions techniques à ce problème social.

Les scientifiques du climat : des res-sources journalistiques toujours routinières

Si la médiatisation des « voix dissonantes » est, sous bien des rapports, inédite, elle se révèle marginale dès lors qu'on l'apprécie proportionnellement à la visibilité des scientifiques du climat. La place occupée par ces derniers dans les médias atteste ainsi du crédit que les journalistes leur portent. Les relations façonnées depuis près de dix ans entre les journalistes spécialisés et les scientifiques qui travaillent sur les enjeux climatiques ne se sont pas affaiblies. Sans doute moins régulières depuis 2007, elles nourrissent toujours un volume significatif de sujets. Basées sur une confiance réciproque, ces relations se sont durcies et stabilisées au fil des années pour devenir routinières.

A la télévision et sur la période étudiée, **les scientifiques du climat interviennent dans un reportage traitant des enjeux climatiques sur quatre**, quand, à titre comparatif, les acteurs politiques français interviennent dans un sujet sur dix. Ils se

trouvent cités dans 18% des articles du *Monde* et sont donc les plus sollicités après les hommes politiques. Dans les JT, contraintes télévisuelles obligent, ce sont des personnalités parlant au nom des sciences du climat qui sont mises en scène. Certains (Jean Jouzel, Jean-Marc Jancovici Jean-Louis Etienne) sont interviewés entre dix et quinze fois sur la période étudiée (alors qu'au moins 95% des personnes montrées à l'écran ne le sont qu'une ou deux fois).

Dans la presse écrite, ces « bons clients » sont également sollicités, mais c'est plutôt sous le label « GIEC » que la parole des scientifiques du climat est relayée. Les journalistes de presse couvrent par ailleurs plus régulièrement qu'en télévision la publication des rapports ou la parution de certains articles dans les revues de référence telles *Science* ou *Nature*. Les journalistes du *Monde* traitent généralement cette actualité sous forme de brèves ou d'articles courts (près d'un tiers des articles centrés sur une actualité scientifique). Pour autant, **le rythme des publications** (un peu à l'instar des réunions diplomatiques évoquées plus haut) **permet d'entretenir un suivi régulier de la thématique climatique**. Dans cette période de « politisation » davantage propice à la médiatisation de l'actualité politique de la question du climat, 19 % des articles publiés par *Le Monde* sur le problème climatique sont tout de même motivés par un fait scientifique (quand 20% le sont par des mesures ou déclarations politiques). De même en télévision, 15% des reportages sont motivés par une avancée des connaissances scientifiques. La moitié de ces reportages traite des impacts du dérèglement climatique sur les régions polaires ce qui donne lieu à des sujets permettant, généralement en fin de JT, de montrer de « belles images »⁵⁵.

Dans le cadre de certains problèmes publics traités sur le mode de l'affaire, du scandale ou de la controverse (qu'il s'agisse de l'amiante⁵⁶, du sang contaminé⁵⁷, des OGM⁵⁸, de la « vache folle »⁵⁹ ou du nucléaire⁶⁰), « l'expertise scientifique » est présentée comme un univers conflictuel et pouvant être perverti par des enjeux idéologiques et économiques. Avec le problème climatique, les médias délivrent une image différente de

⁵⁵ L'expédition scientifique TARA Océans (2009-2012) a donné lieu à une couverture médiatique assez dense. Dans les JT, c'est « l'aventure scientifique » la plus suivie avec douze reportages qui lui sont consacrés sur *TF1* et dix sur *France 2*. Voir : http://oceans.taraexpeditions.org/fr/une-expedition-scientifique-de-2-ans-et-demi-sur-tous-les-oceans-du-monde.php?id_page=1 - Site consulté le 19 juillet 2012.

⁵⁶ Henry, 2007.

⁵⁷ Marchetti, 2011.

⁵⁸ Bonneuil, 2006.

⁵⁹ Nollet, 2010.

⁶⁰ Baisnée, 2001 ; Barthe, 2006.

la science. Ils montrent plutôt la « science en train de se faire » en expliquant ses méthodes, en précisant ses zones d'incertitude et en racontant ses avancées régulières. Dans les JT, il s'agit surtout de montrer la vie du laboratoire ou de présenter des techniques innovantes. Les reportages sur « L'Ecotron, un laboratoire qui étudie le climat du futur »⁶¹ ou sur les observations menées au sein du laboratoire de l'INRA d'Avignon⁶², illustrent cette manière journalistique de mettre en scène les scientifiques au travail.

De la sorte, les journalistes donnent du relief au consensus scientifique qui n'est pas figé mais présenté sur un mode dynamique. Lanceurs de l'alerte climatique, les scientifiques du climat ont donc alimenté une part importante de ce récit dans les médias. Leur présence dans les médias a été culminante en 2007 avec le quatrième rapport du GIEC et le prix Nobel qui s'en est suivi. Mais elle s'est ensuite maintenue à un niveau significatif d'autant que dans des périodes de moindre médiatisation, les scientifiques représentent les acteurs en dernier ressort du problème (voir le tableau 1 *supra* qui stipule notamment qu'en 2010 et 2011 les acteurs scientifiques sont nettement plus représentés dans les JT que les autres protagonistes).

D'un côté les journalistes ne peuvent pas se passer des scientifiques pour faire valoir la question du climat (qui a contribué à les revaloriser au sein de leurs rédactions, les journalistes importants étant généralement ceux qui couvrent des problèmes importants)⁶³ ; d'un autre côté, les climatologues doivent parvenir à attirer l'attention des médias à partir du moment où ils entreprennent d'informer d'autres univers sociaux sur les conséquences possibles de leurs constats. S'est donc établie une interdépendance forte et stable entre les journalistes spécialisés et les scientifiques du climat⁶⁴.

⁶¹ TF1, 1^{er} avril 2010

⁶² TF1, 20 février 2010 « Des pins pour lutter contre le réchauffement climatique »

⁶³ Rappelons que les scientifiques jouent un rôle d'autant plus cardinal dans la valorisation médiatique de ce problème que d'une part les associations écologiques sont souvent disqualifiées pour leur manque d'objectivité et que d'autre part le problème n'a pas encore fait de victimes. Ce sont donc les professionnels de la science qui vont, de pairs avec les journalistes, alimenter la « dramatisation » nécessaire à la mise à l'agenda médiatique du problème. Ce n'est que dans un second temps que des professionnels de la sensibilisation » tels que Hulot ou Yann-Arthus Bertrand viendront à leur tour soutenir et relayer ce travail symbolique dont Gusfield (1981) a montré qu'il était au cœur des processus de construction publique des problèmes sociaux.

⁶⁴ La logique médiatique de la circulation circulaire des « sources d'information » renforce cette interdépendance dans la mesure où les scientifiques interviewés par des spécialistes reconnus au sein de leur profession (par exemple : Huet, Foucart, Kempf, Chateauneuf) auront également une forte probabilité d'être sollicités par des journalistes moins familiers de la question.

Des scientifiques pour cautionner le problème plus que pour l'expliquer

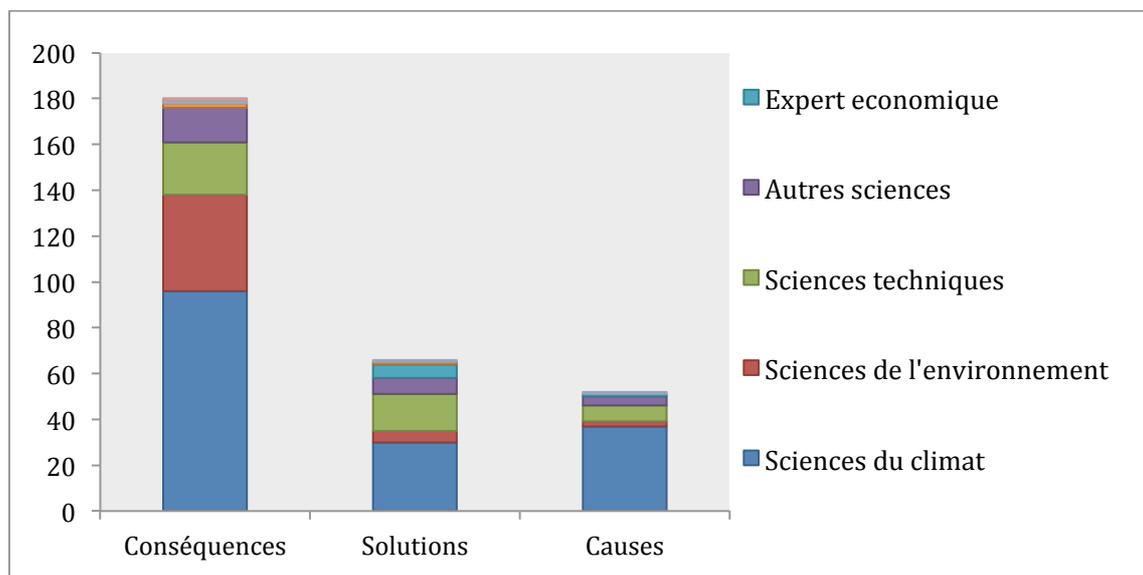
Nos travaux antérieurs montrent que plus les JT parlent du problème climatique, moins ils parlent de ses causes (et des mécanismes de l'effet de serre ou du fonctionnement du système climatique) et plus ils vont l'aborder sous l'angle de ses conséquences. Tant qu'ils s'attachaient à expliquer (sur un mode pédagogique) les causes du problème, l'intérêt pour les journalistes de pouvoir s'appuyer sur des scientifiques était compréhensible. Mais dès lors que la focale se déplaçait sur les impacts, on pouvait s'attendre à ce que la science soit moins souvent convoquée. Cela d'autant plus que les connaissances sur la nature des conséquences d'un dérèglement anthropique des climats sont, de l'aveu même des climatologues et de leurs collègues, encore précaires⁶⁵.

Pour autant, les reportages qui abordent les conséquences du problème intègrent, pour 43% d'entre eux, la parole d'un scientifique. Réciproquement, **60% des interventions des scientifiques dans les JT se déroulent dans un reportage illustrant les impacts des dérèglements du climat**. Le graphique 8 indique que, dans ces sujets, les climatologues sont souvent accompagnés de spécialistes des écosystèmes (écologues, biologistes, agronomes, etc. - ce que nous avons appelé les « sciences de l'environnement »).

⁶⁵ Voir *supra* la section consacrée aux enjeux de l'adaptation.

**Graphique 8. Les scientifiques dans les JT :
Certifier le problème et témoigner de ses conséquences⁶⁶**

Source : HyperBase de l'INA



Une analyse plus qualitative révèle alors que les scientifiques qui travaillent sur des écosystèmes agissent comme **des témoins qui parlent au nom de la nature**, tandis que les spécialistes du climat sont essentiellement là pour **attester de la véracité d'un dérèglement climatique**. Ils sont ainsi surtout sollicités pour commenter des événements météorologiques extrêmes que les journalistes présentent comme pouvant être liés aux dérèglements des climats. A l'instar d'Hervé Le Treut dans le reportage dont l'illustration 3 est extraite, les climatologues se voient alors sommés de répondre à une question qui, pour les journalistes au moins, est supposée intéresser beaucoup de monde: « *les désordres de la météo ont-ils un lien avec les changements climatiques ?* »⁶⁷.

**Illustration 3. JT de France 2, le 10 février 2009.
Sujet intitulé : Les dérèglements climatiques**



⁶⁶ Les « autres sciences » correspondent notamment aux mathématiques, à la médecine ou à la chimie.

⁶⁷ David Pujadas sur France 2, le 10 février 2009

« Ces sécheresses en Australie correspondent au type d'événement qu'on attend, que tous les modèles montrent en réponse à une augmentation des gaz à effet de serre et au réchauffement global que cela provoque » (Hervé Le Treut)

Les scientifiques du climat doivent alors apporter des éléments de réponse simples et nuancés dans la mesure où l'état de leurs connaissances ne les autorise pas (encore) à affirmer qu'il existe une corrélation entre « les désordres de la météo » dans le monde et les altérations d'origine anthropique des systèmes climatiques. Les temporalités longues de la science entrent ici en tension avec les contraintes médiatiques qui privilégient l'immédiat. Les « faits divers météorologiques » ouvrent certes une fenêtre médiatique importante aux scientifiques du climat (ce sont des sujets longs et leurs présences y est régulière) mais ils les obligent à avancer des hypothèses prudentes et à ne pas céder aux sirènes du sensationnalisme.

Dans la mesure où ils enregistrent les traces des changements climatiques sur les milieux et espèces qu'ils étudient, les scientifiques de l'environnement peuvent en revanche plus facilement témoigner des manifestations des modifications des climats. En observant les « ours blancs menacés d'extinction »⁶⁸ ou en constatant la « disparition des récifs coralliens »⁶⁹, ces écologues, agronomes, océanologues et autres biologistes apportent des éléments qui convergent et attestent de la perturbation inhabituelle des écosystèmes du fait des dérèglements climatiques - lesquels redoublent souvent une anthropisation peu contrôlée des milieux naturels. Loin d'être isolés, ces sujets intègrent une série de reportages⁷⁰ traitant du problème climatique montrant ainsi une « communauté » scientifique étendue (climatologues mais aussi biologistes, océanographes, etc.) et unie pour « tirer la sonnette d'alarme ».

⁶⁸ *TF1*, 12 octobre 2008

⁶⁹ *France 2*, 24 février 2011

⁷⁰ Le sujet de l'illustration 4 est précédé par un reportage sur le GIEC, d'une brève relayant l'intervention de Jacques Chirac sur le réchauffement climatique, et est suivi d'une brève météorologique, d'un reportage sur le recyclage et dépollution des automobiles et enfin d'une brève sur une action symbolique en faveur de l'environnement et de la lutte contre le réchauffement climatique. (Source : notice de l'INA).

**Illustration 4. JT de France 2, le 2 février 2007.
Sujet intitulé « Le réchauffement climatique dans le Pacifique »**



« De petits changements peuvent avoir de gros effets, et c'est pourquoi il est temps de s'occuper sérieusement de l'accumulation des gaz à effet de serre. » (Chuck Baxter)

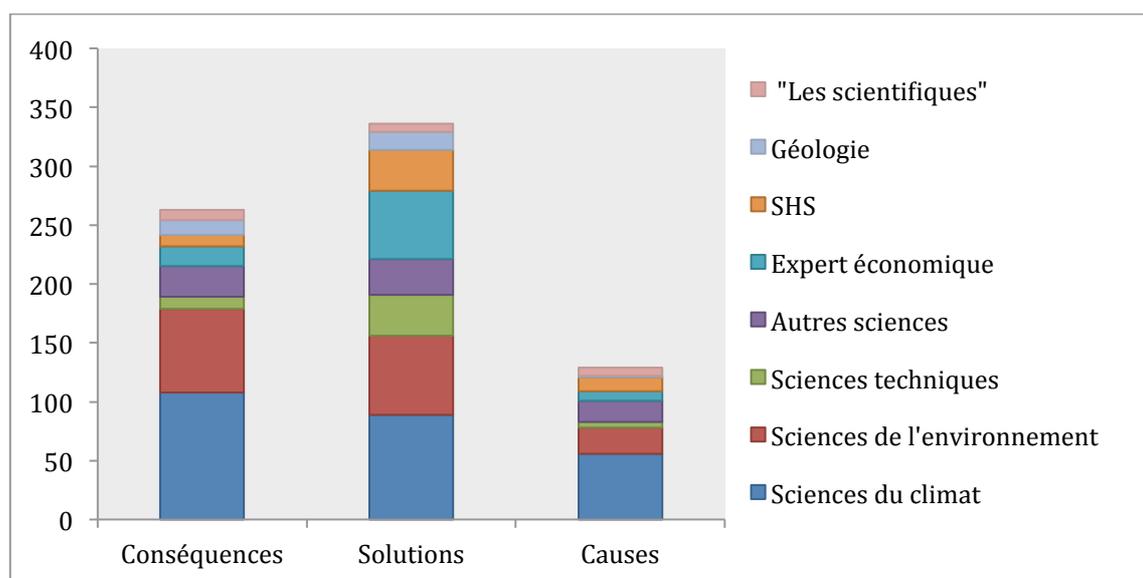
Au sein du *Monde*, les scientifiques sont également mobilisés pour éclairer les conséquences du problème, les journalistes de ce quotidien national profitant alors d'un peu plus de latitude que leur confrère des JT pour entrer dans le détail des avancées scientifiques. L'article de Pierre Le Hir paru le 9 août 2010 et intitulé « Le déclin du phytoplancton met en péril la chaîne alimentaire » offre un exemple révélateur du mode de traitement des conséquences dans *Le Monde*. Le journaliste s'appuie sur un rapport scientifique récent qui vient éclaircir une controverse sur « *l'impact du réchauffement sur la production de plancton végétal* ». Il s'autorise à présenter les éléments méthodologiques de l'étude à la faveur de laquelle a été « *collectée une masse énorme de données (près d'un demi-million d'observations), à la fois historiques et océanographiques* » ce qui a rendu possible la combinaison de « *mesures de concentration de matière végétale disponibles sur plus d'un siècle, et l'analyse in situ d'échantillons* » le tout permettant au chercheur de constater « *qu'au cours du siècle passé la biomasse planctonique a régressé, à l'échelle du globe, de 1 % par an en moyenne* ». Ces détails scientifiques s'entremêlent avec des propos qui visent à mettre en évidence le fait que « *la menace est grave* » puisque c'est « *la base de toute la chaîne alimentaire* » qui se raréfie « *dramatiquement* ». L'importance du problème climatique est donc certifiée par les professionnels de la science. Ces-derniers sont mis en scène par les journalistes comme les principaux témoins et les premiers garants de « *l'urgence climatique* ».

Mais ce qui est surtout remarquable au sein du *Monde*, c'est la forte présence des scientifiques dans des articles qui traitent des solutions aux dérèglements des climats.

La présence plus régulière des « sciences techniques » : une vision de la science au service de la société ?

Comme le signale le graphique 9, les scientifiques convoqués pour exposer des solutions au problème du surplus d'émissions de gaz à effet de serre n'ont pas tout à fait le même profil que ceux jusque-là sollicités pour expliquer les causes et les conséquences de la modification des systèmes climatiques. Les « sciences » économiques, les sciences sociales mais aussi des représentants des « sciences techniques » (en particulier des ingénieurs) viennent alors donner une autre image des professionnels de la connaissance et du savoir. Ces derniers se montrent au service de la société pour apporter des réponses, généralement techniques, au problème. Ils ne sont plus là pour raconter le problème mais pour montrer que les « progrès » de la technique peuvent contribuer à le résoudre.

Graphique 9. Une science au service de la société
Dans le quotidien *Le Monde*
Source : Europresse



Dans la section précédente, le graphique 8 montre qu'au sein des JT aussi les « sciences techniques » canalisent une part non négligeable des interventions des scientifiques dans les reportages sur les solutions au problème climatique. Alternant parole scientifique et images de synthèse, les sujets mettent en scène une science des techniques redoublant d'imagination et d'audace, capable de bousculer les frontières de l'imaginaire. Ces « solutions dignes de films de science fiction » et ces « projets un peu fous » (pour reprendre deux expressions des journalistes ayant couvert ce type d'initiatives) correspondent par exemple à l'envoi dans l'espace d'un bouclier composé d'une myriade de petits miroirs capables de réfléchir les rayons du soleil ou à la diffusion de soufre dans l'atmosphère pour blanchir le ciel également dans un but de réverbération solaire (reportage diffusé sur France 2 le 16 octobre 2007⁷¹).

Révélatrice de la diversification sociale des personnes s'emparant du problème climatique ainsi que de son entrée dans une séquence de résolution, la médiatisation émergente de solutions techniques au problème vient aussi souligner, en creux, la difficulté à mettre sur pied des solutions politiques à la hauteur des enjeux. En donnant le sentiment que la « grandeur technique » peut permettre de résorber l'effet de serre artificiel, ces sujets apportent de l'eau au moulin de ceux qui plaident pour un maintien du cours économique, industriel, et social des choses. Tel est notamment l'un des enjeux de la géo-ingénierie qui, étant données les impasses diplomatiques d'une part et l'inertie du fonctionnement des sociétés d'autre part, peut représenter, aux yeux de certains dirigeants, une solution à moyen terme. Sans pour autant célébrer ces issues techniques, les médias en rendent compte plus fréquemment qu'auparavant. Il sera donc intéressant de voir si cette tendance se prolonge au point d'ouvrir un nouveau chapitre du récit climatique.

⁷¹ Deux ans plus tard, ces mêmes solutions ont donné lieu à un second reportage, sur TF1 cette-fois. Aussi anecdotique que puisse sembler cette reprise, elle n'en révèle pas moins la « newsworthiness » de ce type de projet.

Chapitre conclusif

Quelles attitudes des scientifiques du climat dans les médias ?

En guise de conclusion et pour répondre à une demande du GIS 'Climat, environnement et société', nous nous proposons d'imaginer **comment les principaux résultats de cette enquête sur la médiatisation du problème climatique dans les médias généralistes entre 2007 et 2011 pourraient être convertis en stratégies de communication**. Rappelons ici que nous ne sommes pas des praticiens de la communication mais des professionnels de la recherche en sociologie des médias et de la communication. Les différentes préconisations que nous allons formuler sont à lire dans cette optique. Quatre axes d'action sont suggérés. Ceux-ci constituent moins des opérations de communication conventionnelles que des pistes pouvant esquisser une feuille de route à poursuivre.

Le premier axe est une invitation à s'interroger sur les enjeux de la communication des scientifiques qui travaillent, de près ou de loin, à la compréhension des mécanismes et des impacts des changements climatiques d'origine anthropique.

Le deuxième revient sur l'enjeu d'une communication collective afin de consolider et d'harmoniser la reconnaissance institutionnelle des sciences du climat.

Le troisième concerne les « décideurs » de l'information vis-à-vis desquels une attitude particulière doit sans doute être adoptée et réfléchie.

Enfin, dans un quatrième point, nous prêcherons pour notre paroisse en arguant de l'importance de soutenir des recherches en sciences sociales sur la construction publique du problème climatique.

Continuer à se mobiliser certes, mais pourquoi, auprès de qui et sous quelles formes ?

On l'aura compris, les contenus et formes des débats publics ne nous parviennent pas tout constitués pas plus qu'ils ne sont immuables. Ils ont une histoire sociale et sont

donc susceptibles de se modifier au gré des perturbations que peuvent rencontrer les rapports de force entre les acteurs qui entreprennent de peser sur ces débats publics. Cela signifie que si les scientifiques du climat souhaitent continuer à peser (comme ils le font depuis maintenant dix ans) sur le débat public relatif au problème climatique, ils doivent continuer à se mobiliser dans les espaces où se dessinent et se définissent les problèmes publics⁷².

Les orientations de cette mobilisation ainsi que les ressources qu'elle suppose dépendent alors des objectifs qu'elle poursuit. Le plus évident de ces objectifs est sans doute celui de la crédibilité des sciences du climat, de ses méthodes, de ses résultats et de son intégrité. Nos résultats indiquent que cette finalité est d'ores et déjà bien atteinte même si elle doit constamment être entretenue. Se pose toutefois une question rarement soulevée : (pourquoi) les sciences du climat ont-elles besoin d'accroître leur légitimité et auprès de qui ? Y répondre est pour le coup loin d'être évident et nous ne prétendons pas le faire ici. Simplement, si la question mérite d'être posée, c'est parce qu'elle recouvre selon nous des enjeux relatifs à l'autonomie du travail scientifique.

Que les sciences du climat cherchent à renforcer leur légitimité au sein du champ scientifique (*via* la défense de son épistémologie par exemple), cela paraît cohérent. Mais on peut être plus dubitatif lorsque l'on observe que de nombreux « entrepreneurs scientifiques de la cause climatique » sont également préoccupés par l'image des sciences du climat dans « l'opinion publique »⁷³. Or, exprimer une telle préoccupation, n'est-ce pas entrer sur un terrain politique et sortir de l'univers scientifique ? Cela ne révèle-t-il pas une tendance à l'hétéronomie des activités scientifiques qui seraient désormais (comme les acteurs politiques) contraintes d'obtenir le consentement du plus grand nombre pour se développer ? La bataille des sciences du climat doit-elle être une bataille pour « l'opinion publique » ? Et si oui, doit-elle être menée par les scientifiques eux-mêmes ? Car quelles que soit les réponses à ces questions, elles invitent à réfléchir d'une part aux publics que la communication des spécialistes du climat doit privilégier et d'autre part aux instances qui doivent mener cette communication.

⁷² Lors de la discussion du 4 juin 2009, Nicolas Chateaufort a souligné l'enjeu d'une prise de position de comme celle formulée par l'Académie des Sciences dans son rapport de novembre 2010. Elle a par exemple permis à Chateaufort d'affirmer sa position et de taire les doutes pouvant naître chez certains de ses collègues non-spécialistes. Ce type d'affirmation académique peut donc jouer un rôle important dans les débats au sein d'une rédaction.

⁷³ Ce constat repose sur des lectures, des discussions, des observations lors de colloque, etc. Le souhait du GIS d'avoir des recommandations pratiques pour élaborer une stratégie de communication constitue d'ailleurs un indice en soi de ce souci grandissant au sein des sciences du climat.

Pour ce qui est des publics, trois catégories au moins peuvent être évoquées. Tout d'abord ce qu'on désigne maladroitement comme le « grand public ». L'enjeu devrait alors être moins la conquête du soutien de « l'opinion publique » que celui, d'intérêt général, qui consiste à transmettre les connaissances produites pour permettre au plus grand nombre de comprendre le monde dans lequel chacun vit. Cela suppose d'avoir ses entrées dans les médias de grande audience ainsi que dans les institutions culturelles et scolaires. Sur ce terrain, les scientifiques du climat, nous l'avons dit, sont plutôt bien placés. En second lieu, ils doivent communiquer vers les autorités scientifiques qu'il faut convaincre de l'importance de soutenir et développer les recherches pour mieux comprendre le fonctionnement de la machine climatique à diverses échelles de temps et d'espace. Pour ce faire, les scientifiques peuvent désigner des porte-paroles et améliorer leur coordination. La création de l'Institut Pierre Simon Laplace en 1991 a constitué un exemple de mobilisation ayant vraisemblablement permis un développement significatif des recherches françaises sur le climat. Un état des lieux de ces transactions entre une « communauté », ses représentants et ses autorités devrait être réalisé périodiquement. Enfin, un troisième public peut être subsumé sous la catégorie « élites ». Pour que le problème climatique soit pris en charge par les acteurs politiques et économiques, il importe que ces-derniers soient intimement convaincus de l'urgence du problème. Or, la première condition d'une telle conviction est une forte confiance dans les résultats des sciences du climat. On perçoit ici toute **l'ambiguïté de la position des climatologues irrémédiablement partie prenante de la lutte politique pour la valorisation publique du problème climatique**. Or, n'est-ce pas précisément quand ils entrent (même malgré eux) en politique que les scientifiques du climat prêtent le flanc à des polémiques, lesquelles se saisissent de cette position ambiguë pour brouiller plus encore les frontières du politique et du scientifique ? **La question serait donc également celle du maintien de frontières fermes entre l'univers scientifique et les autres espaces sociaux**. Quelle médiation souhaitable entre les arènes scientifiques et celles de la politique, de l'économie ou des médias ? **Est-ce aux scientifiques de s'auto-représenter au sein des institutions où les rapports de force politiques s'établissent et où les décisions se prennent ?**

Sans aller plus loin dans ces considérations complexes, **ces esquisses de questionnement gagneraient selon nous à être prolongées**. Ces questions **engagent en effet des conceptions du scientifique et de son rôle social** ; elles

soulèvent des problèmes relatifs aux relations des sciences du climat avec le politique ainsi qu' à la place accordée, dans le gouvernement des sciences du climat, aux médias et à « l'opinion publique ». Il faut d'ailleurs rappeler ici que « l'opinion publique n'existe pas » ou seulement sur le papier dans la mesure où elle n'est que le produit d'une ingénierie sociale –sondages, baromètres, etc.- qui sous, les appareils de la science, dissimule en fait un puissant instrument politique. Il s'ensuit que la consistance scientifique et la valeur heuristique de ces chiffres qui figurent une « opinion publique » (et auxquels se réfèrent souvent les scientifiques du climat), sont proches de zéro⁷⁴.

Consolider une parole collective. Pour une structure de médiation des sciences du climat.

Le premier chantier communicationnel pour la science du climat en France serait avant tout structurel. Il s'agit en effet de se donner les moyens d'une communication indépendante des influences politiques et commerciales, reconnue par les scientifiques tout autant que par leurs interlocuteurs politiques, économiques, culturels, etc. S'il reste à inventer **cette structure de médiation**, on peut d'ores et déjà arguer qu'elle fait aujourd'hui défaut aux scientifiques du climat qui se retrouvent contraints de prendre en charge eux-mêmes, sans coordination, de façons isolées et sur des terrains périlleux leur propre communication. Cette instance aux interfaces des sciences du climat et du débat public aurait notamment pour fonction de dresser un état lieux régulier de l'avancée des connaissances mais également des zones d'ombre et des controverses internes aux sciences du climat ou encore de produire des documents synthétisant de façon vulgarisée ces avancées (ce qui ne signifie pas simplifier mais réécrire en fonction des codes du destinataire).

La structure de médiation pourrait ainsi favoriser une meilleure identification de la « communauté » des sciences du climat auprès de l'ensemble des journalistes et décideurs, mais également auprès des scientifiques qui y trouveraient un lieu de coordination de leur communication. Composée essentiellement de professionnels de l'expertise et de la traduction des connaissances scientifiques pour d'autres univers sociaux, **cette instance** constituerait en elle-même **une condition institutionnelle propice à la fabrique d'une parole collective forte, régulière et coordonnée**. Elle

⁷⁴ Parmi les nombreux ouvrages en sciences sociales qui déconstruisent le mythe de l'opinion publique véhiculée par les professionnels des sondages, voir en particulier celui de Patrick Lehoucq (2007).

représenterait équitablement les différentes disciplines concernées et prendrait donc en charge **une parole scientifique interdisciplinaire. Pour les sciences du climat, être dotées d'une représentation pouvant parler au nom d'une « communauté » semble indispensable pour continuer à combattre efficacement les discours « climato-sceptiques » qui sont encore, à ce jour, portés par des individualités.**

Plus concrètement, le travail de cette structure pourrait consister à entretenir le volet scientifique du récit climatique tout en garantissant l'intégrité des résultats mis en avant et en ne craignant pas d'évoquer les incertitudes et les désaccords. Il s'agirait de montrer la science en train de se faire avec ce que cela peut impliquer de désenchantement des illusions positivistes⁷⁵. Cette structure de médiation pourrait ainsi **orchestrer la routinisation de la médiatisation des sciences du climat**, par exemple en se greffant davantage sur des événements comme la semaine du « développement durable » ou les COP, en délivrant périodiquement des « bilans » prêt-à-publier (bulletins trimestriels, etc.) ou en encourageant les « feuillets scientifiques » du type de TARA. Elle mènerait par ailleurs une veille de ce qui se dit sur le climat dans les médias ou se discute dans les arcanes politiques et pourrait apporter des corrections à certaines de ces discussions publiques.

En somme, cette suggestion de créer une structure de médiation rejoint les constats dressés par Valérie Masson Delmotte (2012, p.45) :

« Les scientifiques du climat ne maîtrisent guère leur communication. Cela résulte de plusieurs facteurs : une grande diversité de communautés scientifiques de formations initiales différentes (exemple : sciences du vivant, océanographie, météorologie, glaciologie...), une fragmentation institutionnelle (universités, agences de moyens, organismes de recherche), et une absence de « société savante » permettant une communication institutionnelle et non individuelle (...) Les sollicitations médiatiques sont tournées vers les chercheurs qui acceptent de s'exprimer publiquement, et sont généralement questionnés vis-à-vis de l'actualité immédiate (négociations climatiques, événements extrêmes, communication autour de faits scientifiques marquants) ce qui ne facilite pas exactement une transmission construite et cohérente de connaissances. En parallèle à cette réflexion, il me semble essentiel d'établir une culture générale autour de la démarche scientifique et des sciences du climat, repères pour comprendre les enjeux des changements climatiques à venir. Il reste beaucoup à faire en matière d'éducation et de transmission des connaissances.

Au-delà de la médiatisation des sciences du climat, c'est en effet la formation et l'entretien d'une culture de la science et de ce qu'elle est, qui gagnent à être plus

⁷⁵ Faire comprendre que la science n'est jamais pure et parfaite et que c'est justement pour cela qu'il faut la prendre au sérieux sans pour autant gouverner exclusivement en fonction d'elle.

généralement soutenus. Ces efforts d'explicitation de la démarche scientifique sont nécessaires pour éviter les usages cyniques des résultats de la science lesquels ne répondent pas tant à un principe de démocratie⁷⁶ (ce qui ne leur empêche pas d'être accessibles et transparents) qu'à l'épreuve méthodique des faits sous le contrôle des pairs. Instillée dès le plus jeune âge, cette familiarité avec le raisonnement et le travail scientifique devrait également être poursuivie durant les études supérieures ainsi qu'auprès de professionnels et en particulier de certains producteurs de l'information.

Être partial pour rester objectif ? Un travail de pédagogie auprès des « décideurs » de l'information

Max et Jules Boykoff (2004) montrent que la médiatisation des « climato-sceptiques » dans la presse anglo-saxonne tient en grande partie à une norme journalistique selon laquelle l'objectivité passe par un traitement équilibré des différents points de vue sur une même question. Ce « *balance as bias* » (écueil de l'équilibre) est la conséquence d'une conception de l'objectivité propre à l'univers politique. La couverture médiatique d'un fait politique est jugée objective à partir du moment où elle offre un temps de parole équivalent aux différents partis souhaitant s'exprimer sur ce fait. Les journalistes de la presse britannique et nord-américaine étant rarement spécialisés et le journalisme politique étant souvent considéré comme le plus noble, ils tendent à reproduire cette routine professionnelle pour traiter l'actualité scientifique⁷⁷. Pourtant, cette conception de l'objectivité ne peut pas être appliquée tel quel à l'univers scientifique. La discussion scientifique se caractérise par la confrontation de preuves produites en fonction de règles épistémologiques précises. Elle se distingue donc de la discussion politique sous de nombreux rapports (elle est moins ouverte socialement, elle demande plus de temps, elle cherche à se tenir à l'abri de valeurs morales, etc.). Il s'ensuit que **les critères d'une médiatisation objective de la politique ne peuvent s'appliquer à la médiatisation de la science.**

⁷⁶ Selon nous, les sciences doivent se soumettre aux règles démocratiques en amont (définition de l'agenda de la recherche) et en aval (usages et place accordée aux résultats scientifiques dans les prises de décision) de la production des résultats scientifiques, mais pas pendant le processus de leur élaboration.

⁷⁷ Ce qui rappelle tout l'enjeu qu'il y a à soutenir les spécialisations journalistiques dans un contexte où est plutôt valorisée la polyvalence des professionnels de l'information afin notamment de faire face aux restrictions budgétaires.

Lorsque les journalistes appliquent ce principe de l'égalité de traitement des points de vue à l'actualité scientifique, ils peuvent parfois perdre leur objectivité. Il est certes important qu'ils rendent compte de l'instabilité des connaissances et des désaccords entre chercheurs, mais cela doit être le cas uniquement lorsqu'il s'agit d'une controverse clairement inscrite dans un cadre scientifique. Nous avons pu remarquer que les « climato-sceptiques » obtiennent parfois une visibilité médiatique avec la « complicité » de journalistes soucieux de donner la parole à tous les protagonistes. Ces journalistes ne sont en effet pas spécialisés dans le traitement de la science et ne sont donc pas disposés à penser l'objectivité autrement qu'en veillant à une forme d'équité entre des « points de vue » pourtant incomparables sous le rapport de leur scientificité⁷⁸. Les affirmations des « voix dissonantes » n'ayant pas subi les épreuves instituées de la validation scientifique, elles ne peuvent être présentées comme des discours alimentant voire amorçant une controverse scientifique. Contrairement au sentiment qu'ils peuvent avoir, les professionnels de l'information ne sont ni objectifs ni rigoureux dès lors qu'ils accréditent des propos sans véracité scientifique qui, par exemple, clament que les activités humaines ne perturbent pas le système climatique et que, quand bien même ce serait le cas, ces perturbations ne seront pas significatives. En revanche, lorsque ces mêmes propos émettent l'opinion selon laquelle il y a des problèmes plus importants que le problème climatique, alors ils sortent du terrain scientifique pour se placer sur celui des valeurs et deviennent donc légitimes dans le débat médiatique.

Un travail de pédagogie pour expliquer aux journalistes les particularités de l'actualité scientifique pourrait donc être bénéfique. Il pourrait se situer au niveau des écoles de journalisme mais devrait aussi se dérouler au sein même des rédactions (de nombreux journalistes n'étant pas passés par une école). Il semble en effet important de faire comprendre à l'ensemble des professionnels de l'information que la science n'est pas la politique dans la mesure où d'une part sa légitimité n'est pas d'ordre populaire et où, d'autre part, elle s'efforce de neutraliser les valeurs morales pour privilégier l'analyse méthodique et objective de faits empiriques (ce qui engendre

⁷⁸ Ce qui est dit ici peut paraître contradictoire avec l'un de nos postulats annoncé en introduction et selon lequel l'enquête sociologique se doit d'examiner de la même façon les entrepreneurs scientifiques du problème climatique et les « voix dissonantes ». Mais examiner de manière similaire ces deux types d'acteur pour comprendre comment ils inter-agissent ne signifie pas les juger à l'identique. La sociologie ne juge pas, elle explique et tient compte, dans ses explications, du différentiel de scientificité entre ces divers protagonistes.

d'autres rapports au temps, à la délibération, à la transparence, etc.). **Le débat scientifique ne peut être mis en scène dans et par les médias. Être « objectif » quand on couvre l'actualité scientifique, cela peut parfois impliquer** (en présence d'un consensus scientifique stabilisé) **une certaine partialité.** L'enjeu est alors de préciser les limites de cette partialité médiatique qui nous paraît légitime en matière scientifique mais qui est évidemment problématique en matière politique. Cela implique donc pour le journaliste un travail d'identification et de séparation des énoncés scientifiques d'un côté et politiques de l'autre. Pour les scientifiques du climat, cela suppose de ne pas prendre part aux débats médiatico-politiques mais de se contenter d'informer (sur leurs découvertes et leurs conséquences), faute de quoi ils participeraient eux-mêmes au brouillage des frontières entre le savant et le politique. Ces-dernières doivent être réaffirmées, à l'encontre de l'idée d'une « science participative ». Selon nous, les sciences ne peuvent pas prétendre gouverner et elles ne doivent pas non plus être gouvernées par des considérations hétéronomes. La « démocratie dialogique » promue par certains collègues (Lascoumes, Callon, Barthe, 2001) pour que la science n'ait pas le monopole du savoir et que la politique ne soit pas uniquement dictée par des observations scientifiques n'a de chance de fonctionner que si, en amont, le tri est bien réalisé entre les faits scientifiques, d'autres formes de savoir et la chose politique. Ne plus restreindre l'accès des arènes où se fixent des choix techniques aux seuls experts et scientifiques mais l'ouvrir à une diversité d'acteurs concernés, n'empêche pas de bien discerner ce qui est discutable immédiatement par tous, de ce qui ne l'est qu'à la condition d'un travail scientifique préalable. Une structure de médiation des connaissances scientifiques sur le climat pourrait prendre en charge ce travail de classement des énoncés en fonction de leur nature plus ou moins scientifique afin, pour chacun d'entre eux, de définir les conditions et modalités de leur discussion.

Poursuivre les enquêtes sociologiques sur la construction publique du problème climatique

Cette enquête et les travaux antérieurs sur lesquels elle s'appuie témoignent, nous l'espérons, des apports que les sciences sociales peuvent offrir aux scientifiques du climat. En l'occurrence, elle permet de prouver leur place centrale dans la construction politique du problème climatique. Cette position n'est pas sans ambiguïtés ni danger car

elle brouille les frontières entre la démarche scientifique et les processus de décision politique, ce qui rend possible des critiques profitant de cette confusion pour attaquer indissociablement les fondements scientifiques et les interprétations politiques du problème climatique. Le « succès » médiatique du problème climatique a en effet révélé qu'à partir du moment où ils sortent de l'univers des spécialistes, les énoncés produits par la science climatique ne sont plus systématiquement perçus comme tels. Ayant perdu leur label et caution scientifique, ils se présentent comme pouvant être légitimement débattus par tous et dans n'importe quelle condition, alors que pour être légitimes, ces débats doivent se situer dans le cadre réglé de l'échange scientifique.

L'action des agents sociaux comporte toujours une part de réflexivité. Il s'agit souvent d'un moment que l'on prend pour s'interroger sur le sens de nos attitudes, l'efficacité de nos actes (et les critères de cette efficacité), les risques qui nous guettent, ce qu'on pourrait modifier, etc. La sociologie du problème climatique peut ainsi servir de point d'appui réflexif à l'ensemble des agents qui souhaitent agir sur la construction publique de cet enjeu. Par l'extériorité que lui procurent les règles de la méthode, elle offre une mise en perspective raisonnée, perspective qui n'est pas possible lorsque l'on se situe à l'intérieur du jeu. L'exemple de « l'effet loupe » qui a conduit de nombreux entrepreneurs scientifiques à exagérer la visibilité médiatique des « climato-sceptiques » en atteste. La perspective sociologique peut ainsi favoriser le travail réflexif des individus en leur apportant une vision à la fois multidimensionnelle et équilibrée de la réalité qu'ils vivent.

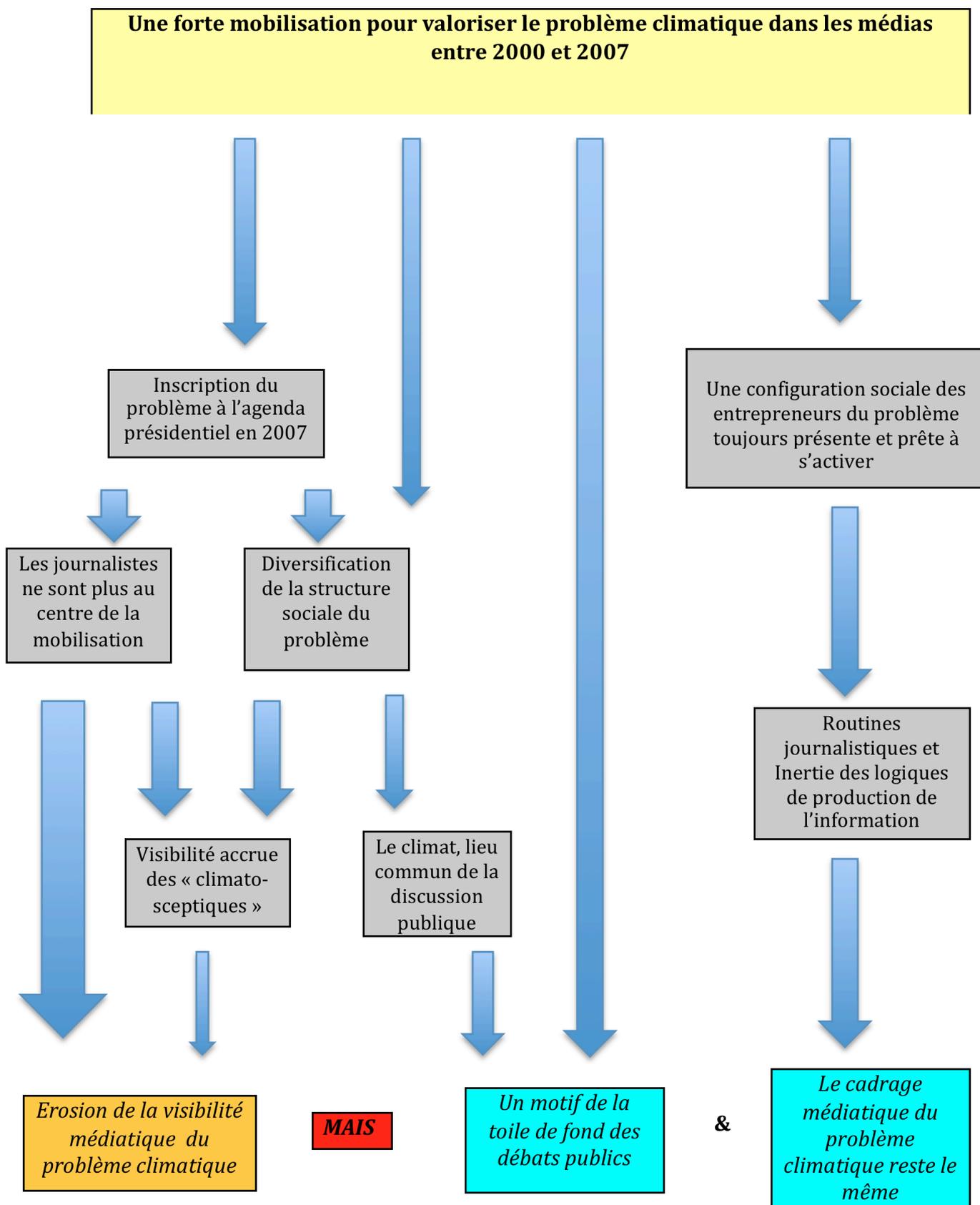
Là où certains ont craint que la perte de visibilité médiatique du problème climatique était liée à une crise de légitimité des sciences du climat, l'analyse sociologique constate qu'elle tient surtout à sa prise en charge politique et à son intégration (que l'on juge celle-ci « précaire » et « minimale » ou alors « prometteuse » voire « historique ») dans « le nouvel esprit du capitalisme » (Boltanski, Chiapello, 1999). Tout en restant globalement la même, la configuration des acteurs qui portent le problème dans les espaces de discussion publique s'est décentrée des seuls médias généralistes pour se redéployer dans les arènes où se fabriquent les politiques publiques. Par ailleurs, le problème climatique ayant acquis ses lettres de noblesse, il a suscité l'attention d'acteurs qui ne s'en étaient pas préoccupés jusque-là. Cette diversification sociale des personnes s'exprimant sur la question n'a pas profondément

modifié le cadrage dominant de la question, mais elle l'a fissuré par moments et par endroits.

C'est en tenant compte de ces observations que les scientifiques du climat doivent s'interroger sur l'attitude qu'ils veulent avoir vis-à-vis des médias et au-delà, des autres univers sociaux. La première question qui se pose alors est sans doute la suivante : **qu'est-ce que les scientifiques du climat attendent des médias ?**

* * * *

Schéma synthétique : Les logiques sociales de la construction médiatique du problème climatique entre 2007 et 2011



Annexe méthodologique

La constitution et l'indexation du corpus

La constitution et l'indexation des corpus d'articles et de reportages représentent deux étapes centrales de notre étude. De la rigueur de ces corpus et de leur codage dépend la qualité des analyses statistiques. Cette annexe détaille donc ces opérations de recherche ce qui permet d'**éclairer les modalités de production des résultats présentés et ainsi d'en favoriser l'interprétation.**

Un travail d'équipe qui suppose d'harmoniser les regards

Huit enquêteurs ont participé à l'élaboration des corpus : six étudiants de Master et deux ingénieurs d'études. La difficulté consiste principalement à faire en sorte que chacune de ces sept individualités applique le « même sort » à chaque article de presse ou sujet télévisé lors de la constitution et l'indexation des corpus. Deux dispositifs ont été mis en place pour répondre à ces impératifs de coordination et d'homogénéisation. Une réunion hebdomadaire a permis, non seulement de coordonner les actions et de se répartir le travail, mais surtout de s'accorder sur les arbitrages à opérer. Au cours de certaines phases (tri, codage, etc.), ces séances collectives ont été décisives pour harmoniser nos décisions. Le second dispositif est une plateforme d'échange en ligne, un *Google Site*, répondant à un besoin d'échange quotidien en raison d'emplois du temps très différents. Cette plateforme a facilité le travail du groupe en invitant à la publication, au stockage ou au téléchargement des documents produits.

La constitution du Corpus

La constitution du corpus s'est opérée en deux phases : une première au cours de laquelle les articles de presse et reportages télévisés en lien avec le changement climatique ont été réunis ; une seconde durant laquelle tous les articles et reportages ont été passés en revue pour vérifier qu'ils correspondent bien aux critères de sélection des corpus (voir *infra*). Nous avons consacré un mois et demi (mi-novembre à début janvier) à ces deux tâches.

Deux bases de données ont été utilisées pour constituer le corpus : *Europress* pour recueillir les articles des journaux *L'Express* et *Le Monde*, et HyperBase de l'Institut National de l'Audiovisuel pour collecter les reportages diffusés dans les Journaux Télévisés (JT) du soir de TF1 et France 2.

Pour interroger ces bases de données, nous avons référencé une série de mots clés permettant de recueillir les articles de presse et les sujets télévisés évoquant les changements climatiques. C'est une opération déterminante, la véracité des résultats étant intrinsèquement liée à une forme d'exhaustivité⁷⁹ du corpus. L'enjeu est donc ici de ne laisser passer aucun article ou sujet susceptible d'être en lien avec notre objet d'étude. La palette de mots clés utilisés se veut donc large et recouvre les composantes politiques, scientifiques et énergétiques de la question climatique.

Liste des mots clés utilisés

Effet de serre, changement climatique, réchauffement climatique, réchauffement global, catastrophe climatique, dérèglement climatique, carbone + climat, écologie + climat, automobile + climat, pollution + climat, CO2, environnement + climat, climato-sceptique, climat + sceptique, scientifique + climat, climatologie, climatologue, climat + catastrophe, GIEC, Sommet de Copenhague, Politique énergétique, développement durable + climat, énergie propre, économie d'énergie + climat, [thésaurus énergie] + climat, Serge Lepeltier, Jean-Marc Jancovici, Jean Jouzel, Nicolas Hulot + climat, Al Gore + climat, Claude Allègre + climat, Michel Petit, Hervé Le Treut, Michael Ghil, Patrick Galois, etc.

Résultat des recherches et redéfinition des périodes étudiées

Cette première sélection à partir de ces (combinaisons de) mots-clés a permis de générer des « corpus larges ». Pour la télévision, les deux corpus larges comptaient 434 sujets pour *TF1* et 497 pour *France 2*. Pour la presse, *Le Monde* regroupe 3241 articles et 271 pour *L'Express*. Ces premiers corpus contiennent cependant un grand nombre d'articles et sujets où le thème du réchauffement climatique est largement périphérique. La plupart d'entre eux mentionnent le « réchauffement climatique » au détour d'une phrase « noyée » dans un article long. Il convient donc d'opérer un « nettoyage », soit

⁷⁹ Précisons toutefois que l'exhaustivité n'est, en la matière, jamais pure et parfaite. Elle dépend notamment des catégorisations des agents de l'INA ou d'Europress.

une première lecture du corpus en **excluant le bruit**⁸⁰. L'article du *Monde* du 22 juin 2011 titré « le bilan en demi-teinte du premier mandat de Ban Ki-moon aux Nations unies », où l'on retrouve l'occurrence « changement climatique » une seule fois, est un exemple caractéristique de papier appartenant au « bruit » et devant donc être exclu de nos corpus finaux.

« Ses efforts en faveur de la lutte contre le changement climatique, la création de l'agence ONU-Femmes, à la tête de laquelle il a nommé l'ancienne présidente chilienne Michelle Bachelet, et ses initiatives contre la mortalité maternelle et infantile sont, aux yeux de ce professeur de l'Université de Georgetown, les seuls vrais points forts de son premier mandat. » Le Monde, 22 juin 2011. Extrait d'un article de 600 mots.

Si la majorité des articles ne pose aucune difficulté, certains nous obligent à expliciter nos critères de sélection. Il a par exemple été nécessaire de clarifier notre mode de sélection pour les sujets traitant des énergies renouvelables. Ils représentent environ 15% des corpus larges TV et sont traités sous un angle parfois politique (« Déplacement de Nicolas Sarkozy consacré aux énergies renouvelables »), économique (« développement du marché du solaire ») ou technique (« Le système photovoltaïque »⁸¹). Attachés aux secteurs du transport, de l'urbanisme ou de l'habitat, ces sujets présentent généralement les énergies renouvelables comme des solutions alternatives à différents problèmes. Car s'il va de soi que l'utilisation d'énergies renouvelables réduit la consommation d'énergie fossile et donc l'émission de GES, le sujet ou l'article peut mettre en lumière un tout autre effet bénéfique, comme l'alternative à la hausse du prix du pétrole ou le remplacement de l'énergie nucléaire⁸². **Les sujets traitant des énergies renouvelables et que nous conservons doivent être en lien avec l'objet d'étude et donc répondre explicitement à la question « comment réduire les émissions de GES ? », ce qui a considérablement réduit la part de ces sujets dans nos corpus.**

Nous avons finalement mis de côté, au cours de cette première lecture de « tri », entre 30 et 35% des articles et sujets recueillis à partir des (combinaisons de) mots-clés. On recense alors 311 et 321 sujets télé sur *TF1* et *France 2*, 2284 articles sur *Le Monde* et 173 sur *L'Express*.

⁸⁰ Le bruit correspond à l'ensemble des articles et sujets recueillis lors de la première sélection, mais qui n'ont aucun lien ou qu'un lien très indirect avec le thème.

⁸¹ Ces titres de sujets sont issus du Corpus TF1

⁸² Des sujets qui se concentrent sensiblement au cours de la période de la catastrophe de Fukushima.

Le nombre d'articles au sein du *Monde* demeure très important, nous contraignant ainsi à réduire la période étudiée. En effet, il faut compter entre 5 et 10 minutes pour l'indexation d'un sujet (*cf. infra*), ce qui aurait représenté environ 300 heures pour le seul journal *Le Monde* si nous avions conservé le corpus initial de près de 2300 articles. Le corpus du *Monde* a donc été réduit et se cantonne finalement à la période janvier 2009 – juin 2011, c'est-à-dire celle où semble se manifester un changement de statut du problème dans les médias généralistes, et cela notamment à travers une médiatisation accrue des « voix dissonantes » tandis que la question climatique perd de sa visibilité médiatique.

La constitution et le tri du corpus télévisuel ayant abouti à des volumes nettement plus « raisonnables », nous avons pu traiter l'ensemble de la période voulue que nous avons prolongée jusqu'au mois d'août 2011, anticipant ainsi sur le second semestre 2011.

Enfin, la période étudiée du magazine *L'Express* a été ajustée en fonction du temps qu'il nous restait à consacrer à cette phase de constitution du corpus.

Récapitulatif du corpus final

Périodes étudiées	Média	Nombre d'articles/sujets
De janvier 2007 à août 2011	<i>TF1</i>	311
	<i>France 2</i>	321
De janvier 2009 à juin 2011	<i>Le Monde</i>	1423
De juillet 2007 à juin 2011	<i>L'Express</i>	173

Spécificité du corpus télévisé

Nous avons été accompagnés par les documentalistes de l'INA tout au long de la constitution du corpus et nous tenions à les remercier pour leur disponibilité. Une première séance de groupe animée par Corinne Gauthier, documentaliste, nous a permis de nous familiariser avec les applications dédiées à l'exploitation des archives audiovisuelles : HyperBase et MediaCorpus.

La particularité de la construction d'un corpus TV à partir de ces logiciels tient au fait que nous interrogeons le JT à travers une notice, c'est-à-dire une fiche conçue par les documentalistes qui indiquent les données factuelles des sujets (date, durée, heure, titre, noms des journalistes, des sources), en font un court résumé et y associent un certain nombre de *descripteurs*. Les descripteurs sont les termes qui constituent le « thesaurus » de la base de données et par lesquels les chercheurs sont invités à interroger cette base. Les documentalistes, *via* leurs notices, font ainsi office de médiateurs entre le chercheur et la matière première. Si cette médiation est indispensable pour l'exploitation des archives audiovisuelles, elle n'est pas neutre sur la constitution du Corpus. En effet, les différent-e-s documentalistes peuvent avoir des critères de classifications variés et différents des notre. Pour réduire notre « dépendance » aux catégories d'entendement de ces intermédiaires, nous avons donc décidé de faire nos requêtes à partir de « l'index général⁸³ ». Celui-ci permet d'interroger non seulement les descripteurs accolés par les documentalistes, mais également l'ensemble de la notice, dont le résumé du sujet. On recueille alors un éventail plus large de sujets que si nous avons utilisé « l'index mots clés » que nous pouvons alors trier en fonction de nos propres règles.

La limite principale de cette méthode réside dans le différentiel entre le résumé de la première chaîne et celui de la seconde. En effet, les notices de France 2, en plus d'avoir un résumé plus complet, donnent accès à la retranscription du lancement du sujet, sachant que chaque terme retranscrit ou employé par les documentalistes est une information supplémentaire qui nous permettent de faire le choix de conserver ou d'exclure un sujet du corpus.

Le codage des données

Pour mener une analyse quantitative des sujets et articles collectés, nous les avons indexés en fonction de vingt et un critères. Les corpus presse et télévision ont été caractérisés à partir d'une même grille de codage de manière à autoriser une analyse comparative.

⁸³ L'HyperBase propose d'utiliser deux Index. L'« Index mots clés », qui cherche le mot clé choisit dans les descripteurs des notices, et l'« Index général », qui cherche dans l'ensemble de la notice.

Ce codage des corpus consiste en fait à poser une même série de questions (appelées « variables ») à chaque article et sujet. Les réponses sont ensuite regroupées en diverses catégories. Les données ainsi produites relèvent de trois types : indices factuels, données sociologiques et éléments de cadrage.

Règles de codage

Journal / Chaîne (noter en toute lettre)
Année (7 à 11) Mois (1 à 12) Jour (1 à 31) Jour semaine (1 à 7)
Nom du journaliste : noter en toute lettre (que le premier nom)
Titre de l'article : copier/coller
Nb de mots ou durée :
Pour la presse noter le nb de mots
N° de page ou heure de passage dans le JT :
Indiquer le numéro de pages (pour les articles de plusieurs pages, noter que la première ; si article en une, mettre 1)

Type d'article (presse) :
 1 : reportage – article de fonds
 2 : Interview
 3 : Dossier
 4 : Brève
 5 : Edito
 6 : Tribune / chroniques / billets... / Débats, analogies, pdvs, pas écrit par journaliste
 7 : Critiques culturelles

Motivation (explicitée) de l'article ou du sujet :
 1 : Spontanée (c'est-à-dire sans motifs particuliers)
 2 : Conférence internationale
 3 : Mesures politiques, déclaration politique (international ou national), ratifications, actes politiques relatifs aux enjeux climatiques en général.
 4 : Rapports/études scientifiques
 5 : mobilisation associative ou militante
 6 : Fait divers environnementale/météorologique - anomalie climatique (ex : sécheresse ; cyclones ; dérive d'un Iceberg ; etc.)
 7 : Fait divers événementiel (ex : campagne de com' ; publication d'un ouvrage ; etc.)
 8 : Fait divers science (ex : nouvelles images satellites de l'agence spatiale européenne)
 9 : Fait divers économique (ex : nouveaux chiffres du tourisme et climat)

(Pour la presse)

Noter le nom de la rubrique tel qu'il est dans le journal (par ex. 'environnement planète')

Catégorie / Rubricage (dominante)

1 Politique
 11 Diplomatie
 12 Mesures (y compris campagnes de com)
 13 Débat public (action militante etc.)
 14 Déclarations (de bonnes intentions)
 2 Economie
 21 Energie
 22 Agriculture
 23 Transport
 24 Industrie
 25 Bâtiment
 26 Tourisme
 3 Ecosystèmes (faune et flore...)
 4 Science
 41 Mécanismes (du système climatique uniquement) Forte composante pédagogique, non lié à un nouveau rapport/étude
 42 Controverses
 43 Avancées connaissances (en lien avec les dérèglements climatiques : expédition, rapports, etc.)
 44 Evaluations des émissions de GES
 45 Exposition /Action de sensibilisation de l'opinion publique par les scientifiques
 5 Santé
 6 Fait divers
 61 Météo
 7 Information pratique (gestes individuels etc.)
 8 Information institutionnelle
 9 Culture
 10 Divertissement

Illustrations / infographies :
 1 : oui
 2 : non

Localisation du fait médiatisé : Localisation de la nouvelle, du fait relaté
 0 Planète
 1 International
 11 : Pays du « sud »
 12 : BRICS
 13 : Pays industrialisés
 14 : Lieux où se déroulent des réunions diplomatiques

- 141 : Copenhague
- 15 : Pôles/Groenland
- 2 : Europe
- 3 : National
 - 31 : Paris
 - 32 : Grande Ville
 - 33 : Rural
 - 34 : Régional
 - 35 : Alpes
 - 36 : Pyrénées
 - 37 : Côtes maritimes
- 4 : Foyer domestique (dont le jardin)

Nom des sources (par ordre d'arrivée dans le sujet) : Noter en toute lettre (personne ou rapport ou livre ou communiqué de presse, etc.)

Statut des sources :

- 1 : Scientifique / expert
 - 11 : Sciences du climat (glaciologue, océanographe, climatologues, géophysiciens, etc.)
 - 12 : Sciences de l'environnement (écologues, biologistes, ornithologues, etc.)
 - 13 : Autres sciences (math, médecine, chimie, etc.)
 - 14 : Géographie
 - 15 : Economie
 - 16 : Géologie
 - 17 : Sciences techniques (ingénieurs, etc.)
 - 18 : SHS (démographe, historien, sociologue, etc.)
- 2 : Acteurs économiques
 - 23 : Agriculture, pêche...
 - 24 : Transport
 - 25 : Habitat
 - 26 : Energie
 - 27 : Industrie
 - 28 : Tourisme et restauration
- 3 : Acteurs politiques
 - 30 : politique française
 - 31 : Acteurs politiques de l'international
 - 32 : politique administrative (hauts-fonctionnaires, maires, etc.)
- 4 : Acteurs du monde intellectuel et culturel (philosophe, journalistes, écrivain, réalisateur, chanteur)
- 5 : « Profanes »
- 6 : Acteurs associatifs
 - 61 : Greenpeace
 - 62 : Amis de la terre
 - 63 : RAC
 - 64 : WWF
 - 65 : collectif pour l'éducation à l'environnement
 - 66 : FNH
 - 67 : Terre Vivante
- 7 : Métiers d'entretien de la nature
- 8 : Divers

Evocation d'un désaccord ou d'une controverse (entre acteurs – que que soit la nature du désaccord : sciences du climat, économie, mesures politiques, etc.) ?

- 1 : oui
- 2 : non

Evocation d'incertitudes scientifiques ?

- 1 : oui
- 2 : non

Thematic /Anecdotic / Mixte

- 1: Thematic
- 2: Anecdotic
- 3: Mixte

Climat centré / énergie centré / climat parmi d'autres pbs environnementaux

- 1 : Climat centré
- 2 : Energie centré
- 3 : Climat parmi d'autres pbs environnementaux

Causes / Solutions / Conséquences / Adaptation

- 1 : Causes
- 2 : Solutions
- 3 : Conséquences
- 4 : Adaptation (Développer dans la case « commentaire » de quoi il s'agit)

Déclinaisons du type de conséquences (Impact sur...)

- 1 : Nature
 - 11 : Faune
 - 12 : Flore
 - 13 : Minéraux
- 2 : Océans & Glaciers
- 3 : Phénomène météorologique
- 4 : Humain
- 5 : Politique
- 6 : Economie

Qui est tenu pour responsable des causes ?

- 0 Pas de responsabilités en jeu
- 1 Activités humaines / EDS / GES
- 2 Individus
- 3 Politiques
 - 31 Diplomates
 - 32 Etats qui refusent de ratifier les protocoles...(Etats-Unis, Chine)
 - 33 Pays industrialisés
 - 34 Pays du Sud
 - 35 BRICS
- 4 Système économique
 - 41 Agriculture
 - 42 Bâtiment
 - 43 Transport
 - 44 Systémique
 - 45 Industrie
 - 46 Energie

47 Tourisme
5 Variations naturelles du climat

Qui est mis en scène comme le détenteur ou le responsable des solutions ?

0 Pas de responsabilités en jeu

1 Individus

3 Politiques

31 Diplomates

32 Etats qui refusent de ratifier les protocoles...(Etats-Unis, Chine)

33 Pays industrialisés

34 Pays du Sud

35 BRICS

36 Politique nationale

37 Politique ou organisation internationale

4 Système économique

41 Agriculture

42 Bâtiment

43 Transport

44 Systémique

45 Industrie

46 Energie

5 Solutions scientifiques (avancées des connaissances)

6 Solutions technique

L'ensemble des données recueillies est ensuite intégré dans un logiciel professionnel de traitement statistique, *ModaLisa*.

Une analyse quantitative et qualitative

Trois niveaux d'analyse sont nécessaires pour obtenir des résultats précis. Un premier traitement statistique des variables générales (« Catégorie », « Causes / Solutions / Conséquences », répartition des sujets sur la période étudiée, etc.) permet de déterminer les principales tendances et orientations des corpus presse et télévision. Ce niveau d'analyse dévoile les phénomènes sociaux de longue portée : « prise en charge politique », érosion de la thématique, importance des sujets scientifiques, etc. Ce premier travail permet notamment d'identifier les thèmes et périodes à approfondir.

La densité et la diversité des données recueillies durant le codage nous autorisent alors à caractériser ces grandes tendances. Pour ce faire, nous manipulons (tri à plat, tri croisé, sous-population, etc.) l'ensemble des variables et en particulier celles encore non utilisées comme les sources journalistiques. Cette seconde analyse, plus qualitative, délimite des périodes plus fines, nuance les résultats et fait apparaître des logiques médiatiques. On observe par exemple que les médias couvrent différemment la prise en charge politique de la question climatique, la presse écrite pouvant accorder plus d'attention aux sources internationales que les journalistes de télévision.

Enfin, le visionnage de quelques sujets télévisés et la lecture de quelques articles peuvent compléter les analyses statistiques. Ce dernier niveau d'analyse permet à la fois de préciser qualitativement certains résultats quantitatifs⁸⁴ et d'approfondir les sujets illustrant les principales problématiques de l'étude (telle que la place des scientifiques du climat et des « climato-sceptiques »).

Précisons que ces différentes phases ne se suivent pas nécessairement selon un protocole strict. Si nous partons d'un regard « macro », nous procédons également à des va-et-vient réguliers entre l'analyse statistique et la consultation des articles. Cette dernière apportant souvent de nouvelles « pistes » à l'enquêteur, qu'il devra alors éprouver statistiquement.

⁸⁴ « Statistiquement », on constate par exemple que Claude Allègre apparaît vingt fois dans *Le Monde*. Or la lecture des articles montre que ces vingt citations (concentrées au premier semestre 2010) se rencontrent dans des articles qui le décrédibilisent.

Bibliographie

Aykut S. (2012), *Comment gouverner un "nouveau risque mondial" ? La construction du changement climatique comme problème public à l'échelle globale, européenne, en France et en Allemagne*, thèse de doctorat en Histoire des sciences et des techniques, Paris.

Aykut S., Comby J.-B., Guillemot H. (2012) « Climate Change Controversies in French Mass Media 1990-2010 », *Journalism Studies*, 13(2), p. 157-174.

Baisnée O. (2001), « Publiciser le risque nucléaire : la polémique autour de la conduite de rejets en mer de l'usine de La Hague », *Politix*, n°54, p.157-181.

Barthe Y. (2006), *Le pouvoir d'indécision. La mise en politique des déchets nucléaires*, Paris, Economica.

Boltanski L., Chiapello E. (1999), *Le nouvel esprit du capitalisme*, Paris, Gallimard.

Bonneuil C. (2006), « Cultures épistémiques et engagement public des chercheurs dans la controverse OGM », *Nature, sciences, sociétés*, vol. 14, n°3, p. 257-268.

Boykoff M. & Boykoff J. (2004), « Balance as bias : global warming and the U.S. prestige press », *Global Environmental Change* 15(2), p. 125-136.

CEVIPOF (2010), *Projet ANR Médiapolis, Les principaux résultats*, <http://www.cevipof.com/fr/mediapolis/rapport/>.

Champagne P. (1990), *Faire l'opinion. Le nouveau Jeu Politique*, Paris, Editions de minuit.

Callon M., Lascoumes P., Barthe Y. (2001), *Agir dans un monde incertain. Essai sur la démocratie technique*, Paris, Le Seuil.

Cardon D. (2010), *La démocratie internet. Promesses et limites*, Paris, Seuil.

Comby J.-B. (2008) *Créer un climat favorable. Les enjeux liés aux changements climatiques : valorisation publique, médiatisation et appropriations au quotidien*, Thèse en sciences de l'information et de la communication, Paris.

Comby J.-B. (2009) « Quand l'environnement devient médiatique. Conditions et effets de l'institutionnalisation d'une spécialité journalistique », *Réseaux*, n°157-158, p.159-190.

Comby J.-B. (2011) « Ancrages et usages sociaux des schèmes d'appréhension d'un problème public. Analyses de conversations sur les changements climatiques. », *Revue Française de Science Politique*, 2011, 61(3), p. 425-441.

Davis A. (2010), *Political Communication And Social Theory*, London, Routledge.

Eide E., Kunelius R., Kumpu V. (dir.) (2010), *Global Climate ? Local Journalisms : A Transnational Study of How Media Make Sense of Climate Summits*, Projektverlag, Freiburg, Global Journalism Research Series, 3.

Elias N. (1991 (1970)), *Qu'est-ce que la sociologie ?*, Paris, La Tour d'Aigues, Éditions de l'Aube.

GIEC (2001), *Bilan 2001 des changements climatiques. Les éléments scientifiques, résumé à l'intention des décideurs, rapport du Groupe de travail I du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat* [Equipe de rédaction principale D.L. Albritton, M. R. Allen, A.P.M. BAEDE et *al.* (dir.)], Genève, , p.1-12 (www.grida.no/climate/ipcc_tar/vol4/french/pdf/wg1sum.pdf).

GIEC (2007), *Bilan 2007 des changements climatiques. Contribution des groupes de travail I, II et III au quatrième rapport d'évaluation du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat* » [Equipe de rédaction principale, R.K. Pachauri et et A. Reisinger (dir.)], Genève, (disponible sur www.ipcc.ch).

Gilbert C. et Henry E. (2012), « La définition des problèmes publics : entre publicité et discrétion », *Revue française de sociologie*, n° 531, p. 35-59.

Godard O. (2012), « Les controverses climatiques en France. La logique du trouble », in Zaccai E., Gemenne F. et Decroly J.-M., *Controverses climatiques. Sciences et politiques*, Presses de Sciences Po, Paris.

Gusfield J.R. (1981), *The culture of public problems. Drinking-driving and the symbolic order*, Chicago, The university press of Chicago.

Henry E. (2007), *Amiante : un scandale improbable. Sociologie d'un problème public*, Rennes, PUR.

Le Grignou B. (2003), *Du côté du public - Usages et réceptions de la télévision*, Paris, Economica.

Lehingue P. (2007), *Subunda, coups de sonde dans l'océan des sondages*, Paris, Editions du croquant.

Maratea R. (2008), « The e-Rise and fall of social problems : the blogosphere as a public arena », *Social Problems*, vol.55, n°1.

Marchetti D. (2010), *Quand la santé devient médiatique. Les logiques de production de l'information dans la presse*, Grenoble, PUG.

Masson-Delmotte V. (2012), « Sciences du climat. Quelles sont les incertitudes qui font défaut ? », in Zaccai E., Gemenne F. et Decroly J.-M., *Controverses climatiques. Sciences et politiques*, Presses de Sciences Po, Paris.

Nollet J. (2010), *Des décisions publiques « médiatiques » ? : Sociologie de l'emprise du journalisme sur les politiques de sécurité sanitaire des aliments*, thèse de doctorat en sciences politiques, Lille.

Oreskes N., Conway E.M. (2010), *Merchants of Doubt: How a Handful of Scientists Obscured the Truth on Issues from Tobacco Smoke to Global Warming*, Londres, Bloomsbury Press.

Romanet V. (2011), *Politisation d'un problème dépolitisé: le cas de la taxe carbone*, Mémoire de Master 2 en sciences de l'information et de la communication, Paris.

Rumpala Y. (2003), *Régulation publique et environnement, questions écologiques/réponses économiques*, Paris, L'Harmattan.

Soichot M. (2010), *Les musées et centres de sciences face au changement climatique. Quelle médiation muséale pour un problème socioscientifique ?*, thèse de doctorat en Muséologie, médiation, patrimoine, Paris.

Table des graphiques, tableaux, illustrations et encadrés

Graphique 1. Augmentation de la visibilité médiatique de la question climatique de 2002 à 2006.....	8
Graphique 2. Le traitement journalistique des « solutions » à partir de 2007	19
Graphique 3. La carrière médiatique du problème climatique depuis 2000.....	20
Graphique 4. L'érosion de la valeur journalistique du problème climatique entre 2007 et 2011	21
Graphique 5. L'emprise des responsables politiques sur la médiatisation du sommet de Copenhague	24
Graphique 6. La prise en charge politique débattue au sein du Monde et simplement expliquée dans les JT (%)	35
Graphique 7. Une focalisation sur les conséquences environnementales	42
Graphique 8. Les scientifiques dans les JT : certifier le problème et témoigner de ses conséquences.....	68
Graphique 9. Une science au service de la société dans le quotidien Le Monde	71
Tableau 1. Récapitulatif du corpus analysé.....	15
Tableau 2. Mobilisation des acteurs politiques, démobilisation des entrepreneurs du problème dans les JT de TF1 & France 2 (%).....	38
Tableau 3. La part toujours significative des conséquences dans les JT et dans Le Monde (%).....	41
Illustrations 1. Un dispositif télévisuel « évènementiel » pour la couverture du sommet de Copenhague	23
Illustrations 2. JT de France 2, 29 novembre 2010. Sujet intitulé: « Réchauffement climatique : bataille d'experts.....	53
Illustration 3. JT de France 2, le 10 février 2009. Sujet intitulé : Les dérèglements climatiques.....	68
Illustration 4. JT de France 2, le 2 février 2007. Sujet intitulé « Le réchauffement climatique dans le Pacifique ».....	70
Encadré 1. Un exemple de traitement manichéen et personnifié des enjeux politiques du Sommet de Copenhague	25
Encadré 2. La mobilisation des entrepreneurs de la cause climatique comme justification de la prise en charge politique du problème.....	35
Encadré 3. Un traitement anecdotique des enjeux de l'adaptation aux changements climatiques.....	45
Schéma Synthétique. Les logiques sociales de la construction médiatique du problème climatique entre 2007 et 2011	83

Table des matières

Remerciements	2
Résumé	3
Sommaire	5
Introduction	6
Le « problème » climatique, les sciences sociales et les médias.....	6
Contexte et motivations de l'étude	7
Problématique de départ & hypothèses	11
Cadre théorique.....	13
Conditions et modalités de la production des données	14
Esprit et organisation du rapport.....	16
Première partie. L'érosion de la visibilité médiatique de la question climatique	17
Chapitre 1. Une érosion et non un effondrement	18
Le tournant de 2007	18
Un déclin qui s'amorce en 2008 et se confirme en 2010.....	19
Retour sur « l'événement » du sommet de Copenhague	22
Le problème climatique, toile de fond d'un nombre croissant d'enjeux de débat public.....	26
Chapitre 2. La transformation toute relative de la configuration sociale des « définisseurs » du problème	29
Explications spontanées et explications sociologiques de cette érosion	29
Le traitement journalistique de la prise en charge politique du problème.....	33
Une mobilisation médiatique devenue moins nécessaire ?	37
Chapitre 3. Un cadrage du problème qui se modifie finalement peu	40
Le prisme des conséquences, bien que moins récurrent, conserve sa « newsworthiness »	40
L'adaptation ou les « décroissants »...Ce et ceux dont on ne parle toujours pas ou peu.....	43
Seconde partie. Les scientifiques du climat font toujours autorité dans les médias généralistes	49
Chapitre 4. Où sont les « climato-sceptiques » ?	51
La visibilité circonscrite des « voix dissonantes »	51
La mobilisation « efficace » des journalistes spécialisés et de leurs « alliés » scientifiques .	56
L'influence limitée d'Internet	60
Chapitre 5. La médiatisation des sciences du climat : une crédibilité bien ancrée	64
Les scientifiques du climat : des res-sources journalistiques toujours routinières	64
Des scientifiques pour cautionner le problème plus que pour l'expliquer	67
La présence plus régulière des « sciences techniques » : une vision de la science au service de la société ?.....	71
Chapitre conclusif. Quelles attitudes des scientifiques du climat dans les médias ? .	73
Continuer à se mobiliser certes, mais pourquoi, auprès de qui et sous quelles formes?.....	76
Consolider une parole collective. Pour une structure de médiation des sciences du climat.	76
Être partial pour rester objectif? Un travail de pédagogie auprès des « décideurs » de l'information	78
Poursuivre les enquêtes sociologiques sur la construction publique du problème climatique	80

<i>Annexe méthodologique</i>	83
<i>La constitution et l'indexation du corpus</i>	84
Un travail d'équipe qui suppose d'harmoniser les regards.....	84
La constitution du Corpus.....	84
Le codage des données.....	88
<i>Bibliographie</i>	94
<i>Table des graphiques, tableaux, illustrations et encadrés</i>	97
<i>Table des matières</i>	98